

Les élections européennes

■ Les droites espèrent former, avec le RPR, le premier groupe parlementaire

■ Les travaillistes britanniques parviennent à éviter le débat sur l'euro

■ Les Danois prêts à renoncer à leur « régime spécial » au sein de l'Union

■ En France, des hauts et des bas dans le moral des candidats

Lire pages 10 et 11

La Deutsche Bank taille mondiale

■ LONGTEMPS retardé par l'opposition du Congrès juif mondial (CJM), le rachat de la banque américaine Bankers Trust par la Deutsche Bank est entré en vigueur vendredi 4 juin. C'est seulement en avril que le CJM, qui soupçonnait la banque allemande de ne pas faire toute la lumière sur son rôle pendant le III^e Reich, a donné son accord. Le nouvel ensemble constitue un géant bancaire disposant d'une implantation forte des deux côtés de l'Atlantique. L'opération confirme la volonté des établissements financiers allemands, privés de fusion entre eux, d'acquiescer une taille mondiale.

Lire page 22

Dieu est au ciel



JACQUES ARNOULD

IL MÈNE une double vie. Jacques Arnould, trente-huit ans, est chargé de mission au Centre national d'études spatiales le matin, prêtre dominicain l'après-midi. Théologien, docteur en histoires des sciences et auteur d'ouvrages sur l'évolution et la création, il s'interroge sur les enjeux de la conquête de l'espace. Portrait d'un chercheur entre ciel et terre.

Lire page 33

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

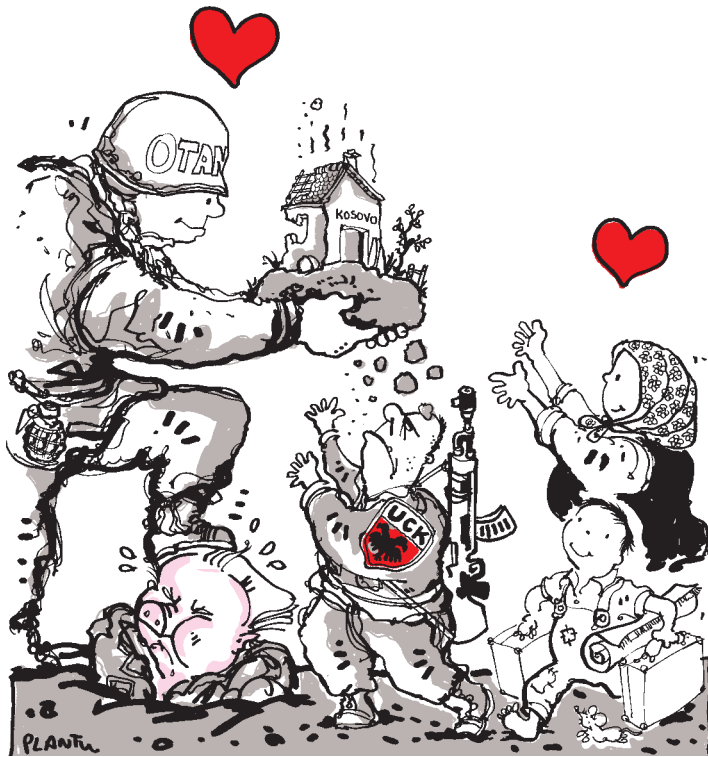


Kosovo : sept jours pour installer la paix

● Slobodan Milosevic a une semaine pour retirer ses troupes du Kosovo ● Les militaires serbes et occidentaux ont commencé à discuter des modalités de ce retrait ● Jacques Chirac évoque un « véritable espoir de paix » ● La Russie exige l'arrêt immédiat des bombardements

DES CONTACTS étaient en cours, vendredi 4 juin, entre responsables de l'armée yougoslave et chefs militaires de l'OTAN pour la mise en œuvre du plan de paix sur le Kosovo accepté la veille par Belgrade. Les Occidentaux veulent aller vite. Ils entendent que le retrait des forces serbes du Kosovo soit achevé dans un délai de sept jours. Dès jeudi, les militaires yougoslaves avaient pris l'initiative d'appeler eux mêmes par téléphone le quartier général de l'OTAN à Bruxelles. « Heureusement, les Yougoslaves ont gardé nos numéros de téléphone et de fax », a indiqué un responsable de l'Alliance. Un accord militaire avec l'état-major serbe pourrait être signé ce week-end en Yougoslavie ou dans un pays tiers et définir les modalités du retrait des forces serbes.

Après un vote du Parlement serbe, le gouvernement de Belgrade avait accepté jeudi à la mi-journée, le plan de paix russo-occidental que les émissaires russe et européen, Viktor Tchernomyrdine et Martti Ahtisaari, venaient de soumettre au président Slobodan



Milosevic. Il prévoit « l'arrêt immédiat et vérifiable de la violence au Kosovo », le départ des troupes serbes - police, armée et para-militaires - de la province, le déploiement d'une force internationale « avec une participation substantielle de l'OTAN », une administration internationale provisoire et un régime d'autonomie. Des responsables de l'Armée de libération du Kosovo ont déclaré qu'ils « approuvaient » ce plan de paix.

Les premières réactions des dirigeants occidentaux ont été prudentes. Américains et Européens ont fait valoir que seul un début de retrait des forces serbes permettrait de prendre au sérieux la décision du gouvernement de Belgrade. Pour manifester cette exigence, l'OTAN a mené, dans la nuit de jeudi à vendredi, des bombardements de faible intensité sur la Serbie. Boris Elstine a demandé que ces bombardements cessent immédiatement.

Lire pages 2 à 6, notre éditorial page 19 et la chronique de Pierre Georges page 42



73 jours, 73 nuits

LE MONDE fait le récit de soixante-trois jours de frappes et dresse un premier bilan du conflit. Si les Etats-Unis ont fait preuve de leur suprématie aérienne, les Européens ont imposé leur stratégie diplomatique, faite de fermeté envers Belgrade et de dialogue avec Moscou. Près d'un million de Kosovars ont fui le Kosovo vers l'Albanie, la Macédoine et le Monténégro. Mais la vérité reste à découvrir sur l'ampleur des exactions perpétrées par les Serbes.

Lire pages 15 à 18

L'opposition serbe de Cacak se faufile entre barrages routiers et répression

PODGORICA (Monténégro)
de notre envoyée spéciale

Quelques heures avant le vote du Parlement de Belgrade acceptant les conditions de l'OTAN au Kosovo, une voiture a quitté clandestinement la ville de Cacak, au sud de Belgrade. Elle a pris la direction de Podgorica, capitale du Monténégro, et s'est fauflée à travers les barrages militaires et policiers. A son bord, cinq hommes formant une délégation du « Parlement des citoyens » de Cacak, un mouvement de résistance au régime, apparu secrètement après le début des bombardements. Leur mission : établir une coopération avec des syndicats indépendants du Monténégro afin de « lutter ensemble pour une démocratisation en Yougoslavie ».

« En Serbie, la conscience civique grandit », dit le chef de la délégation, Jacim Milunovic. Souriant, détendu, il croit dur comme fer en sa cause. Employé d'hôtel à Cacak et « vice-président de la branche locale des syndicats indépendants de l'industrie du tourisme », il s'élève contre « dix années de politique erro-

née qui ont mené au désastre ». Le « Parlement » compterait, selon lui, « entre 500 et 700 personnes ». Il dispose d'un « organe directeur » d'une vingtaine de personnes, dont six ont récemment été condamnées par la police à des amendes élevées pour « participation à des rassemblements non autorisés ».

Le maire de Cacak, un opposant serbe, a été l'un des fondateurs du mouvement. Il est passé dans la clandestinité il y a deux semaines. La police militaire cherchait à l'arrêter car il avait publiquement dénoncé le fait que l'armée yougoslave ait dispersé dans sa ville du matériel lourd - tanks et véhicules blindés - à proximité de maisons habitées.

Il faut constamment essayer de déjouer les interdictions et la surveillance policière, raconte Jacim Milunovic. « Nous n'obtenons jamais l'autorisation de tenir des meetings publics, alors nous nous passons le mot pour nous retrouver tantôt dans l'église, tantôt dans des cafés, deux par table pour ne pas être accusés de rassemblement illégal. Nous défilons régulièrement dans le centre-ville, en passant ra-

pidement devant la Maison de la culture, par groupes d'une cinquantaine de personnes. Les gens, sur les trottoirs, nous approuvent. »

Cacak, avec ses 70 000 habitants, ses coupures d'électricité et ses « douze mille chômeurs » obligés après le bombardement de cinq usines, est l'une des villes du sud de la Serbie où sont apparus à la mi-mai des sursauts de mécontentement contre le régime de Milosevic. Une répression sévère s'est depuis abattue sur ces localités, où des centaines de déserteurs et des familles d'appelés avaient manifesté contre la guerre au Kosovo.

Jacim Milunovic est convaincu qu'au-delà de la défaite militaire, celle du régime est « inévitable ». « C'est une question de jours. » Du plan de paix russo-occidental, il dit : « S'il faut des troupes étrangères au Kosovo pour qu'un jour chaque citoyen de Yougoslavie puisse vivre librement, alors je suis prêt à les accepter. »

Natalie Nougayrède

POINT DE VUE

Albanais et Serbes, ennemis « naturels » ?

par Alain Ducellier

ECARTONS toute équivoque : mes très anciennes positions en faveur des Albanais devraient m'épargner tout soupçon d'adhésion à la politique de Milosevic : pour avoir contredit les thèses yougoslaves dès 1981, j'ai conservé, dans les milieux nationalistes serbes, une réputation peu flatteuse.

Je voudrais démentir ici un des plus pernicieux mythes balkaniques : celui de la haine originelle qui séparerait Albanais et Slaves. Car illustrer la fausseté de ce mythe peut être, à mon sens, un pas vers l'avenir qu'ils devront bien vivre ensemble, sans idéaliser le passé ni minimiser les crimes actuels.

On s'interroge aujourd'hui sur les choix récents de l'OTAN. Mieux vaudrait se demander pourquoi, jusque-là, nous n'avons rien fait pour le Kosovo, et peut-être aussi pour la Serbie, et dire que, même sous Tito, et surtout juste après sa mort, violences, expulsions et brimades de toutes sortes étaient le lot commun des Kosovars. On le

savait, mais cette « pudeur » criminelle s'expliquait par l'existence, toute proche, d'un Etat à qui on prêtait des visées annexionnistes. En dire trop sur le drame kosovar revenait donc à attaquer la Yougoslavie non alignée, à prendre position pour l'Albanie « stalinienne ».

Or, en Yougoslavie, et même au Kosovo, une liberté d'expression mesurée autorisait alors à dénoncer les vieilles thèses serbes sur l'abâtardissement du Kosovo par les Albanais musulmans, et surtout leurs débuts de mise en pratique : on apprenait que, en 1937, Vaso Cubrilovic, comblé d'honneurs sous Tito, avait prévu la « dispersion » des « musulmans d'origine et de langue turques et de ceux de culture turque » vers la Turquie, fixant même le chiffre des « dispersés » à 40 000 familles.

Lire la suite page 20

Alain Ducellier est professeur d'histoire byzantine et balkanique à l'université Toulouse II-le Mirail.

LA REMISE D'UN CHEF-D'ŒUVRE DOIT TOUJOURS SE FAIRE DANS LES RÈGLES DE L'ART.



Rolex Datejust. Chronomètre en acier et or 18 ct.

WEMPE

Horloger & Joaillier depuis 1878

Wempe Joaillier • 16, rue Royale • 75008 Paris • Tél. 01 42 60 21 77
New York Londres Vienne Berlin Hambourg

■ RATP : accident ou agression ?

Tandis que le trafic était redevenu normal, vendredi 4 juin, dans les transports parisiens, les syndicats et la direction de la RATP maintenaient la thèse de l'agression bien que l'autopsie de l'agent dont la mort avait provoqué l'arrêt de travail n'établisse « aucune trace de violence ». p. 14

■ Les Bleus fatigués

L'équipe de France de football affronte la Russie, samedi 5 juin, dans le cadre des qualifications pour l'Euro 2000, alors que les joueurs n'aspirent qu'à partir en vacances. p. 32

■ Aérospatiale-Matra a la cote

2,7 millions de personnes ont acheté des actions du géant aéronautique français, coté pour la première fois à la Bourse de Paris vendredi 4 juin. p. 24

■ Le Maroc à Paris

Casablanca, métropole moderne, Fès et Meknès, villes de patrimoine : treize expositions célèbres à Paris le « Temps du Maroc ». p. 36

■ Vivez léger

Lampes baladeuses, tables pliantes, papier et tissu : l'heure est à la décoration mobile, au mobilier léger. p. 34

■ La mésange est bonne mère

Horlogère et acrobate, la mésange bleue, minuscule passereau de 14 grammes, consacre une énergie phénoménale à nourrir ses oisillons. Histoires naturelles, p. 35

International.....	2	Aujourd'hui.....	32
Européennes.....	10	Météorologie.....	35
France-Société.....	12	Jeux.....	35
Horizons.....	15	Culture.....	36
Carnet.....	21	Guide culturel.....	39
Entreprises.....	22	Kiosque.....	40
Communication.....	27	Abonnements.....	40
Tableau de bord.....	28	Radio-Télévision.....	41



L'administration américaine évite tout triomphalisme

NEW YORK

de notre correspondant

Soulignant que les « vingt-quatre à quarante-huit heures à venir » allaient être cruciales pour vérifier la réalité des intentions du régime serbe, l'administration Clinton a soigneusement évité tout triomphalisme, jeudi 3 juin, après l'annonce de l'acceptation par Belgrade du plan de paix russo-occidental. Il n'a été question ni de reddition ni de victoire. « *Le mot du jour est: prudence* », ont répété plusieurs hauts responsables américains. Un terme repris par le président Bill Clinton, qui a promis la poursuite des opérations militaires de l'OTAN « *jusqu'à ce que les forces serbes aient commencé un retrait vérifiable du Kosovo* ».

Ces précautions prises, il est clair que pour Washington, la dynamique de paix est enclenchée; certains responsables avaient même du mal, jeudi, à réprimer leur optimisme, encore à leur surprise de voir Slobodan Milosevic plier aussi subitement. C'est le secrétaire à la défense, William Cohen, qui a exprimé la position américaine avec le plus de clarté, au cours d'une conférence de presse au Pentagone en fin de journée, puis dans un entretien avec la chaîne de télévision PBS: pour lui, le document accepté par le Parlement serbe correspond à « *l'acceptation des conditions posées par l'OTAN* ». « *Répond-il exactement à ce que veulent les Etats-Unis et l'OTAN?* », a repris le journaliste de PBS. « *Absolument* », a répondu M. Cohen.

Selon le chef du Pentagone, le président finlandais Martti Ahtisaari « *a été très clair avec M. Milosevic* », qu'il s'agisse du retrait de « *toutes* » les forces serbes du Kosovo ou de la structure de commandement de la force de maintien de la paix, qui sera placée, dit-il, sous le contrôle de l'OTAN. M. Cohen a été particulièrement ferme sur ce

point: interrogé sur les propos de M. Tchernomyrdine faisant état d'un rôle accru de l'ONU, le secrétaire à la défense a estimé que l'ONU pouvait jouer un rôle dans l'application civile d'un accord, « *mais la partie militaire est purement sous le contrôle et le commandement de l'OTAN. Il ne peut y avoir aucun malentendu à ce sujet* ».

Le président Clinton paraît déterminé à ne pas baisser la garde

Quant à la participation de troupes russes, elle est « *possible et souhaitable* », suivant le modèle de la Bosnie; mais « *il doit y avoir une force unique sous le commandement et le contrôle de l'OTAN* ». Bref, a conclu William Cohen, si les Russes décident d'envoyer des troupes, « *c'est très bien, mais s'ils décident de ne pas participer, c'est acceptable aussi. Cela n'aura aucune conséquence sur l'accord* ». Selon une source diplomatique, l'émissaire russe Viktor Tchernomyrdine aurait en réalité signifié par écrit à M. Ahtisaari son accord sur un commandement unifié de l'OTAN pour la force de maintien de la paix.

De son côté, Madeleine Albright, chef de la diplomatie américaine, a indiqué devant la presse que des contacts avaient été pris avec l'UCK et la communauté albanaise du Kosovo au cours des dernières vingt-quatre heures, et que le désarmement de l'UCK ne poserait pas de problèmes. Pour le secrétaire à la défense, les rencontres entre militaires yougoslaves et de l'OTAN pour mettre au point les modalités techniques et le calendrier du retrait des forces serbes du Kosovo

vont fournir, dans les deux prochains jours, le premier test de la sincérité de Belgrade. Les Etats-Unis accéléreront ensuite les préparatifs de déploiement de la KFOR, déploiement qui, selon un expert militaire, peut commencer très rapidement et sans attendre que les quelque 50 000 hommes supposés former la force de maintien de la paix soient au complet. Quant aux bombardements aériens, ils ne cesseront que lorsque les Etats-Unis seront assurés que Belgrade entend « *exécuter complètement* » l'accord. « *Le moment dépendra du mouvement de retrait des troupes* », a précisé M. Cohen.

Car l'administration Clinton est convaincue que c'est bien la campagne de frappes aériennes qui a fini par faire plier M. Milosevic et elle entend maintenir la pression sans lui laisser d'échappatoire. Le chargé d'affaires yougoslave aux Nations unies, Vladislav Jovanovic, a d'ailleurs reconnu sur CNN que les dégâts causés à son pays et à son infrastructure par les bombardements étaient l'un des deux facteurs qui avaient amené Belgrade à accepter le plan; l'autre facteur est « *la différence d'approche* » sensible dans le plan proposé par MM. Tchernomyrdine et Ahtisaari: ce plan « *réintroduit l'ONU dans le processus, préserve la souveraineté et l'intégrité territoriale* » de la Yougoslavie et ne fait plus mention d'un référendum sur le Kosovo.

L'ironie a voulu que ce tournant dans le conflit se fasse le jour où, pour la première fois depuis le début de l'offensive aérienne, Bill Clinton se réunissait avec ses chefs d'état-major pour examiner les diverses options militaires possibles, y compris celle d'une invasion terrestre. Si la suite des opérations donne raison aux forces alliées, ce sera la première fois qu'une guerre est gagnée avec des seules forces aériennes et le général George Joulwan, prédécesseur du général Wesley Clark à l'OTAN, ne pourra plus dire qu'« *on n'a jamais vu quelqu'un se rendre à un avion* ».

« *Est-ce un bon accord? Il est encore trop tôt pour le dire, tout dépendra de sa mise en œuvre* », a résumé dans la soirée, sur PBS, Zbigniew Brzezinski, ex-conseiller pour la sécurité nationale du président Carter, préoccupé par le nombre d'ambiguïtés contenues dans le document accepté par le Parlement serbe. M. Brzezinski a félicité l'administration Clinton pour avoir su préserver la cohésion de l'Alliance; selon lui, trois facteurs ont poussé M. Milosevic à accepter les exigences de l'OTAN: l'unité de l'OTAN, les bombardements aériens et l'éventualité, de plus en plus réaliste, d'une intervention de troupes de combat au sol. Or, prédit-il, pendant la phase de mise en œuvre de l'accord, ces trois facteurs vont faiblir et M. Milosevic cherchera à en profiter. « *Nous devons être particulièrement vigilants* », a averti M. Brzezinski. Dernier ambassadeur américain à Belgrade, Warren Zimmermann renchérit: « *Si l'on abandonne notre usage de la force, il sera très difficile de le récupérer. Pour Milosevic, un accord c'est 10 % du texte et 90 % de la mise en œuvre* ». Mais cette fois-ci, le président Clinton paraît déterminé à ne pas baisser la garde; aux chefs d'état-major réunis à la Maison Blanche jeudi, il a martelé que l'OTAN devait réussir: les frappes aériennes se poursuivront donc jusqu'à ce que la mise en œuvre de l'accord soit clairement lancée.

Henri de Bresson
et Arnaud Leparmentier

Sylvie Kauffmann

A Moscou, la médiation de M. Tchernomyrdine est critiquée par des militaires

Les autorités russes soulignent que deux points de désaccord subsistent

MOSCOU

de notre correspondant

Les autorités russes se gardaient de tout triomphalisme, vendredi 4 juin, après l'acceptation du plan de paix par Belgrade. Viktor Tchernomyrdine s'est dit « *satisfait* », tout en soulignant que les « *négociations devaient se poursuivre* », vendredi à Helsinki, avec l'Américain Strobe Talbott et le président finlandais, Martti Ahtisaari. Le représentant spécial du président Eltsine tente ainsi de différer l'heure du bilan de la médiation russe, commencée il y a deux mois, et d'ores et déjà vivement critiquée par l'opposition et une partie des responsables militaires.

Jeudi soir, le général Leonid Ivachov, qui accompagnait Viktor Tchernomyrdine à Belgrade, a expliqué que « *nous, militaires, au fond de notre cœur, nous ne sommes pas satisfaits de nombreuses dispositions décidées lors de ces négociations* ». « *Beaucoup de choses ne sont pas éclaircies et dépendront du bon vouloir de l'OTAN* », a-t-il ajouté, en déplorant que plusieurs mesures du plan de paix « *diminuent le rôle de la Russie* » par rapport à l'OTAN.

Le général, chargé de la coopération internationale au ministère de la défense, officialisait ainsi les dissensions qui n'ont cessé de grandir, cette dernière semaine, au sein de la délégation russe. M. Ivanov, ministre des affaires étrangères, et M. Tchernomyrdine ont catégoriquement nié de tels désaccords. « *Nous avons fait tout ce qu'il fallait et nous ne nous sommes pas écartés des directives qui avaient été fixées* » par Boris Eltsine, s'est justifié M. Tchernomyrdine. De son côté, le premier ministre Sergueï Stepachine assurait que la position russe avait été coordonnée, dimanche 30 mai, lors d'une réunion au Kremlin.

La mauvaise humeur des militaires reliait les désaccords de plusieurs experts russes qui estiment que Moscou s'est finalement rangé aux positions de l'OTAN. Il y a quelques jours, le conseil de politique extérieure et de défense, organe simplement consultatif, estimait que la Russie devait faire en sorte « *d'imposer ses conditions de paix* » quitte, pour cela, à abandonner momentanément sa « *position de médiateur* ».

Selon des experts, Moscou s'est finalement rangé aux positions de l'OTAN

Le 1^{er} juin, le ministre de la défense accusait l'OTAN de vouloir « *imposer ses principes* ». Le même jour, le général Ivachov menaçait: « *Si les négociations ne sont qu'un écran de fumée pour obtenir une capitulation totale de Belgrade, nous n'y participerons plus* ».

M. Tchernomyrdine devra également affronter la colère de la majorité nationalo-communiste de la Douma (Chambre basse du Parlement). Les députés devaient auditionner, vendredi après-midi à huis clos, des responsables de la défense et des affaires étrangères. Dès jeudi, Nikolai Karitonov, chef du parti agraire, accusait M. Tchernomyrdine d'avoir « *practiqué un petit Munich en soutenant les intérêts de l'OTAN* ». Guennadi Ziouganov, chef du Parti communiste, avait par avance qualifié l'émissaire russe de « *spécial traître, réussissant avec succès à vendre nos intérêts dans les Balkans* ».

Les protestations des députés, directement dictées par les jeux

politiques internes, ne devraient avoir que peu de conséquences. Depuis un mois et demi d'ailleurs, la Douma ne s'est pas saisie de la question de la guerre en Yougoslavie, la classe politique ayant été obnubilée par le limogeage de M. Primakov et la formation du nouveau gouvernement.

Les autorités russes tiennent à souligner qu'au moins deux points de désaccord subsistent, malgré l'accord de paix élaboré à Bonn. L'arrêt des bombardements, d'abord: « *notre position n'a pas changé et ne changera pas* », a répété, jeudi, le premier ministre M. Stepachine. La Russie demande que les opérations militaires cessent avant l'examen et le vote d'une résolution par le Conseil de sécurité des Nations unies.

L'autre désaccord porte sur le force internationale à déployer au Kosovo. M. Tchernomyrdine a réaffirmé, jeudi soir, que le contingent russe – qui pourrait être de 10 000 hommes – sera « *sous commandement russe* », ajoutant que des « *documents définiront la coordination entre les unités de l'OTAN et celles de la Russie* ». L'exemple de la Bosnie, où des troupes russes participent à la SFOR sans être sous le commandement direct de l'OTAN, devrait inspirer les négociations finales.

Se gardant de pointer les nombreuses concessions faites par la partie russe, M. Tchernomyrdine a préféré mettre en avant le rôle de médiateur de la Russie et le fait que le règlement politique « *se fera sous l'égide de l'ONU* ». Vendredi, en fin de matinée, Boris Eltsine et ses conseillers du Kremlin n'avaient toujours pas officiellement réagi au plan de paix accepté par Belgrade.

François Bonnet

diplomatie

« *J'étais positivement surpris qu'en un voyage nous ayons une position. Je m'étais préparé mentalement à faire plusieurs navettes à Belgrade* ». Devant la presse, M. Ahtisaari se garde cependant de tout triomphalisme. « *Si je ne chante pas de joie, c'est qu'il y a encore beaucoup de travail difficile à faire* », lance-t-il, rappelant les dix ans qu'il lui avait fallu pour faire aboutir un règlement de paix en Namibie.

LA SUITE CONCRÈTE

Dès vendredi, le représentant européen devait retrouver à Helsinki MM. Talbott et Tchernomyrdine pour discuter de la suite concrète des opérations. « *Je crois que le premier pas concret a été franchi* », a-t-il déclaré. A Cologne, les Européens avaient le sentiment que pour la première fois ils avaient été capables ensemble de jouer un rôle majeur aux côtés des deux grands acteurs habituels de la scène internationale, les Etats-Unis et la Russie. « *Typiquement, pour quelqu'un venant d'un pays depuis peu dans l'Union européenne, j'ai souvent eu une attitude critique sur le rôle de l'Union européenne en matière de politique extérieure et de sécurité* », a souligné M. Ahtisaari.

De son côté, le ministre des affaires étrangères français, Hubert Védrine, notait que le résultat n'aurait pas été possible sans l'action très convergente des Américains, des Russes et des Européens, ce qui va, expliquait-il, à

6 / LE MONDE / SAMEDI 5 JUIN 1999

L’OTAN ET LA SERBIE

Le Monténégro dresse un réquisitoire contre Milosevic mais craint d’être sa prochaine cible

Podgorica veut redéfinir les liens au sein de la Fédération yougoslave

Après la signature du plan de paix par le Parlement de Belgrade, les responsables monténégrins critiquent violemment Slobodan Milosevic.

PODGORICA

de notre envoyée spéciale

L’acceptation par le Parlement de Belgrade du plan de règlement au Kosovo n’a donné lieu, jeudi 3 juin, à aucune euphorie dans la petite République du Monténégro, où l’on veut rester sur ses gardes face à l’imprévisible Slobodan Milosevic. Les dirigeants monténégrins, qui avaient condamné sa politique de confrontation avec l’Ouest, se sont contentés de souligner que l’issue « désastreuse » de cette guerre pour la Yougoslavie était prévisible. Un porte-parole du parti du président, Milo Djukanovic, a déclaré qu’en acceptant les principes du G 8 le pouvoir serbe « abandonne bien plus qu’il ne l’aurait fait le 23 mars », avant le déclenchement des frappes aériennes. Il a relevé que les termes de l’accord représentaient une humiliation pour l’armée yougoslave, « dont il ne restera au Kosovo que quelques centaines d’hommes chargés de déminer et de s’occuper des églises ».

Les responsables monténégrins dressent un nouveau réquisitoire contre Milosevic, qui a « mené le pays à la destruction pendant soixante-douze jours, puis signé ».

« Comme lors des précédentes politiques menées en Croatie et en Bosnie, les Serbes abandonnent leurs territoires. Du Kosovo aussi, les Serbes vont partir », a déclaré devant le Parlement un représentant de la coalition au pouvoir à Podgorica, tandis que les seules voix évoquant la déportation des Kosovars venaient des petits partis de la minorité albanaise.

Pour tenter de hâter sa fin politique, le Monténégro veut soulever la question de sa responsabilité au sein de la Fédération yougoslave, dont

« Nous saluons la décision du Parlement serbe, mais elle arrive tard », affirme Radomir Sekulovic, un conseiller du gouvernement monténégrin. « Combien de vies auraient pu être sauvées, combien d’infrastructures coûteuses épargnées… » Slobodan Milosevic devra rendre compte « non seulement devant le Tribunal pénal international de La Haye, mais devant des tribunaux yougoslaves » de sa « responsabilité criminelle », dit-il, ajoutant que le Monténégro soulèvera bientôt cette question au sein de la Fédération pour tenter de hâter la fin politique du dictateur.

Car l’avancée vers une paix au Kosovo a subitement ravivé une crainte diffuse au Monténégro : celle de voir la République de 650 000 habitants, partenaire rebelle et pro-occidental de la Serbie au sein de la Yougoslavie, devenir la prochaine cible du maître de Belgrade. « La situation est potentiellement dangereuse », a déclaré, jeudi, le ministre de la justice, Dragan Soc. « La logique de Milosevic pour rester au pouvoir est de déclencher une nouvelle crise, à peine la précédente achevée. Après le Kosovo, nous craignons d’être les prochains à souffrir. »

Depuis le début des frappes aériennes, qui l’ont relativement épargné, le Monténégro bruisse de rumeurs de « coup d’Etat rampant » monté par les troupes fédérales stationnant sur son territoire. Leur nombre a sensiblement augmenté en deux mois, passant selon une source officielle de 9 000 à 35 000 hommes. De fortes tensions sont apparues entre ces forces et la

police locale, fidèle au président Djukanovic. A Podgorica, certains redoutent que les soldats qui devront être retirés du Kosovo ne soient ensuite envoyés au Monténégro.

Le Monténégro, prévoit M. Sekulovic, va bientôt exiger de Belgrade l’abrogation de « l’état de guerre » déclaré fin mars, la démoblisation des réservistes et le re-

Depuis le début des frappes, le Monténégro bruit de rumeurs de « coup d’Etat rampant »

tour des troupes dans les casernes. Podgorica demandera, en outre, que le nombre de soldats au Monténégro soit ramené « au niveau d’avant-guerre », ajoute-t-il. Ces points auront, dans les jours qui viennent, valeur de test : si Milosevic oppose à ces demandes une fin de non-recevoir, la preuve sera faite de ces intentions agressives envers la petite République, estime ce conseiller.

Le président monténégrin n’a fait aucune déclaration jeudi, des sources dans son entourage affirmant qu’il s’agit d’être « prudent, d’attendre que se confirme » la mise en place d’un processus de paix. Milo Djukanovic, cajolé depuis

qué lorsque « la lutte héroïque de l’armée yougoslave sera étudiée dans toutes les académies militaires du monde ». Mais c’est le Parlement serbe qui a eu le dernier mot, et trouvé la formulation : une « confirmation de la souveraineté et de l’intégrité territoriale du pays » qui a permi aux médias officiels de saluer ce qu’ils appellent « une victoire ».

« PEUPLE UNI » ET « ARMÉE HÉROÏQUE »

Le Parlement a ainsi accepté, mercredi, le plan de paix occidental. Outre les députés de l’alliance Parti socialiste-Gauche yougoslave, dont la fidélité à leur présidents respectifs, Slobodan Milosevic et Mira Markovic, est sans défaut, les propositions de Bonn ont aussi été acceptées par ceux du Mouvement serbe pour le renouveau (SPO) de Vuk Draskovic, qui s’est depuis longtemps prononcé en faveur des propositions du G8. Seuls ont voté contre la majorité des radicaux ultra-nationalistes de Vojislav Seselj.

Il y a 610 ans, selon les récits historiques, les cloches de Notre-Dame avaient sonné le 28 juin pour annoncer la victoire serbe, mais le pays,

ayant perdu son élite militaire sur le champ de bataille, était passé plus tard sous le joug turc. Au fil des siècles, cette victoire est devenue symbolique, avec pour point d’orgue, la mort du sultan tué, au prix de sa vie, par le héros serbe Milos Obilic, désireux de prouver sa fidélité au prince Lazar. Mais aussi grâce à « son armée héroïque », « son peuple uni », conformément à l’injonction du prince Lazar qui avait maudit tout Serbe absent sur le champ de bataille.

La bataille d’aujourd’hui, livrée « au Kosovo pour défendre la Serbie et la Yougoslavie », aura répondu aux exigences du mythe. La symbolique est même encore plus forte puisque, même cloué au sol par la « high tech » de l’OTAN, c’est dans les airs que le peuple céleste – surnom que se donnent les Serbes – a livré le combat. Mais l’histoire rapporte aussi que le prince Lazar a trouvé la mort sous la hache du bourreau turc, en refusant de renier sa foi orthodoxe pour sauver le peuple serbe.

Hector Forest

« On garde les balles pour nos déserteurs, les Kosovars on les bat à mort »

SKOPJE

de notre envoyé spécial

Ismail, trente-trois ans, originaire de Pudojevo, un village situé à une trentaine de kilomètres au nord de Pristina, est arrivé, dimanche, dans le camp macédonien de Senakoc, après avoir été relâché, la veille, après vingt-quatre jours de cauchemar, dans une prison serbe à Lipljan. Son calvaire et celui de la centaine de prisonniers kosovars libérés en deux temps, la semaine dernière, avait commencé dès les premières frappes de l’OTAN.

Le 24 mars, « pour fuir des combats très violents entre l’UCK et l’armée serbe », il s’enfuit avec sa

famille et tout le village dans la forêt voisine où, selon lui, plusieurs centaines de personnes vont survivre cinq semaines. « En se nourrissant de ce que certains pouvaient encore ramener en secret, depuis le village qui avait été détruit et brûlé entre-temps ». Le 2 mai, tout le monde se décide à partir et la foule prend la route de Pristina où, raconte Ismail, « on se sentirait sans doute plus en sécurité ». En vain. Ismail et ses compagnons tombent immédiatement sur une patrouille de sécurité serbe, « des militaires, des policiers et d’autres, des paramilitaires, le front ceint d’un ruban rouge, vêtus de tenues étranges, jaune et vert ».

Ismail, comme tous les hommes entre seize et soixante ans, est emmené et passe une nuit dans le jardin d’une maison privée. Le lendemain, ce groupe d’une trentaine de prisonniers est transféré à Pristina, et le soir, nouveau départ pour Lipljan, « l’une des plus grandes prisons du Kosovo ». Là, le vrai calvaire des Kosovars commence. « Ils nous battaient tous les jours, nos gardiens. Nous étions huit ou neuf par cellule, et dès que quelqu’un entraît, le cuisinier, un garde-chiourme, n’importe qui, on était sûr de se faire frapper ».

L’un des compagnons d’Ismail, réfugié dans le camp de Senakoc, à

une cinquantaine de kilomètres de Skopje, témoigne lui aussi. Son bras est dans le plâtre, ses doigts fracassés. Hurlant sa haine, il se retourne, se déshabille : son dos, ses jambes, le bas de ses reins sont tuméfiés, rougis par les coups de bâton dont ses gardiens se servaient pour le frapper. Ismail raconte avoir été frappé « entre les jambes » par l’un des tortionnaires rigolards, qui lui criait : « Ta femme ne pourra plus jamais avoir des enfants de toi, elle devra se faire baiser par quelqu’un d’autre si tu veux avoir un fils… »

« LEVEZ LA TÊTE »

« Ils voulaient nous faire avouer une imaginaire appartenance à l’UCK », raconte Ismail. Mais il n’avouera pas. « Parce je n’ai jamais bataillé dans les rangs de la guérilla. Si j’avais avoué, j’aurais été condamné à des années de prison pour terrorisme. » Un jour, Ismail et ses compagnons sont contraints de sortir de la cellule et amenés dans la cour. On leur intime l’ordre de regarder le mur de la prison. Derrière eux fusent des cris et Ismail comprend : les prisonniers en train de les insulter – « Allez vous faire foutre, salopards ! » – sont des déserteurs de l’armée serbe qu’ils ont vus dans un bus, l’autre jour, lors de leur

transfert de Pristina. « C’était des types en tenue de soldats mais sans ceintures ni lacets. Je ne pourrais pas dire combien ils étaient, mais je pense que l’on a fini par nous libérer pour leur faire de la place dans la prison, car on a passé au moins une semaine dans la salle de gymnastique avant d’être relâchés. » L’un des compagnons d’Ismail corrobore ce témoignage et raconte avoir entendu des gardiens de la prison leur dire : « On va garder les balles des fusils pour les salopards de déserteurs ! Les Kosovars, eux, on les battra à mort ! »

Un matin, Ismail et ses cinquante-deux compagnons sont de nouveau transférés. Le jeudi précédent, la soixantaine de prisonniers de Lipljan ont eux aussi été libérés, racontant une semblable aventure aux responsables du camp du HCR, près de Skopje. Mains liées derrière le dos, Ismail et les autres prisonniers montent dans un bus. « J’ai cru qu’on allait nous exécuter », se souvient-il. Mais quelques heures plus tard, les policiers leur disent, après avoir desserré les liens : « Levez la tête ! » Ismaël s’exécute. Devant lui flotte le drapeau macédonien. Il est à Blace, à la frontière. Il est libre.

Bruno Philip

RÉACTIONS

M. Jospin : « seul le retrait » des troupes serbes permettra l’arrêt des frappes

« SEUL le retrait des troupes » serbes du Kosovo « peut permettre que les frappes s’arrêtent », a affirmé Lionel Jospin, vendredi 4 juin sur Europe 1. Pour le premier ministre, « on entrevoit la paix » au Kosovo, mais « elle n’existera vraiment que si les conditions posées par la communauté internationale à M. Milosevic sont mises en œuvre ». « Nous devons saisir cette chance de la paix, nous ne devons pas faire preuve de scepticisme », a souligné M. Jospin, en insistant sur le respect par Belgrade de « tous les engagements ». Le premier ministre s’est déclaré « à la disposition du Parlement pour venir parler du processus » de paix au Kosovo. Un débat pourrait avoir lieu mardi 8 juin à l’Assemblée nationale.

Prudence à l’ONU et au HCR

LE SECRÉTAIRE général des Nations unies, Kofi Annan, a estimé jeudi 3 juin qu’il était « prématuré de sauter de joie » au sujet du Kosovo, et qu’il attendait de juger Slobodan Milosevic sur ses actes. Il a précisé que la prochaine étape devait être une résolution qui serait adoptée par le Conseil de sécurité de l’ONU.

L’envoyé spécial des Nations unies dans les Balkans, Carl Bildt, a pour sa part estimé qu’« il y a une lumière à l’horizon pour les peuples du Kosovo et pour la région », mais qu’il restait prudent tant que les principes de l’accord avec Belgrade n’auront pas été clarifiés et appliqués. « Nous savons de précédentes amères expériences dans les Balkans que le Diable peut se cacher derrière chaque détail », a ajouté M. Bildt, qui fut Haut représentant international en Bosnie.

Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a par ailleurs averti qu’un accord aurait peu d’impact sur la diaspora des réfugiés tant que les forces serbes ne se seront pas retirées de la province. « Même si nous nous réjouissons des propositions du G 8, nous ne nous attendons pas que leur acceptation présumée par Belgrade bouleverse les esprits chez les réfugiés », a déclaré un porte-parole du HCR, Kris Janowski. – (AFP, Reuters.)

Le Tribunal de La Haye estime que son autorité est reconnue

LE PLAN international pour le Kosovo est une « très bonne nouvelle » pour le Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie (TPIY), a estimé, jeudi 3 juin, le porte-parole du procureur Louise Arbour. « Tout accord pour ramener la paix au Kosovo, tout mouvement vers la paix est une très bonne nouvelle », a déclaré Paul Risley. Il a assuré ne pas être inquiet de l’absence de référence, dans le plan russo-occidental accepté par Belgrade, aux suites à donner à l’inculpation par le TPIY du président yougoslave Slobodan Milosevic. « Nous attendons d’un accord qu’il ne remette pas en cause l’autorité du tribunal. Nous présumons que s’il y avait une telle remise en cause, elle serait reflétée dans l’accord. S’il n’est pas fait mention du tribunal, cela signifie que notre autorité est reconnue », a ajouté M. Risley. Le président Milosevic et quatre dirigeants yougoslaves, dont le président serbe Milan Milutinovic, ont été inculpés la semaine dernière par le TPIY pour crimes contre l’humanité et crimes de guerre au Kosovo. – (AFP)

Fermeté en Grande-Bretagne, satisfaction en Italie et en Espagne

TONY BLAIR, le premier ministre britannique Tony Blair a averti, en réaction à l’annonce d’un accord de paix avec Belgrade, que « l’OTAN ne s’en irait pas avant que les conditions prévues par le plan soient non seulement (pleinement) acceptées mais aussi appliquées ». Dans un article publié vendredi 4 juin par *The Sun*, M. Blair affirme : « Nous n’abandonnerons pas les réfugiés. Nous accompagnerons leur retour au Kosovo et les aiderons à reconstruire leurs maisons et leurs existences. Et nous resterons sur place jusqu’à ce qu’ils puissent vivre en paix ».

Le premier ministre italien Massimo D’Alema a déclaré pour sa part à Cologne que la campagne de bombardements de l’OTAN contre la Yougoslavie devra être arrêtée aussitôt que les forces serbes auront commencé de se retirer du Kosovo. « Nous voulons un arrêt complet des opérations militaires très rapidement », a-t-il dit.

Le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, a pour sa part témoigné de son « espoir » que « la Yougoslavie se tiendra à ses engagements », afin de « rendre la stabilité et la paix à toute la région ». – (AFP)

Réactions mitigées au sein de l’UCK

UN DIRIGEANT de l’Armée de libération du Kosovo (UCK) a déclaré, jeudi 3 juin, que ses forces étaient prêtes à soutenir les modalités du plan de paix accepté par la Yougoslavie. Hashim Thaqi, le responsable de l’UCK, qui a joué un rôle important à la conférence de Rambouillet, a éludé plusieurs questions d’un journaliste de la télévision allemande lui demandant si l’UCK déposerait les armes. Mais il a dit que son organisation était prête à participer « tant militairement que politiquement » aux initiatives internationales destinées à ramener la paix dans la province. Aux termes du plan de paix accepté par le président yougoslave Slobodan Milosevic, l’UCK doit être « démilitarisée » parallèlement au retrait des forces armées serbes de la province. Un porte-parole de l’UCK en Allemagne, Sabri Kicmari, avait auparavant déclaré ne pas croire à la volonté de paix du président yougoslave Slobodan Milosevic, et avait réclaté la poursuite des bombardements de l’OTAN en Yougoslavie. M. Kicmari avait estimé que l’acceptation par M. Milosevic des conditions de paix était une « nouvelle ruse pour diviser la communauté internationale ». – (AFP)

DÉPÊCHES

■ **FRANCE : Jean-Pierre Chevènement** a déclaré, jeudi 3 juin, que l’acceptation du plan de paix par la Yougoslavie constituait « une victoire pour la paix ». **Robert Hue** a fait part, jeudi 3 juin à Nantes (Loire-Atlantique), de de « sa profonde satisfaction ». **Nicolas Sarkozy**, président par intérim du RPR, a assuré, jeudi 3 juin sur la radio BFM, que « le dénouement qui approche au Kosovo, c’est la validation de la stratégie voulue par le président de la République Jacques Chirac ». **François Bayrou** a jugé, jeudi 3 juin à Marcq-en-Barœul (Nord), que « c’est la première fois que l’on peut marquer d’une pierre blanche la victoire de la force internationale au service des droits de l’homme ».

■ **RUSSIE : le président russe** Boris Eltsine a déclaré, vendredi 4 juin, lors d’une conversation téléphonique avec le chancelier allemand Gerhard Schröder que les frappes de l’OTAN devaient cesser puisque Belgrade avait accepté le plan de paix sur le Kosovo.

La naissance officielle de l'Europe de la défense a été proclamée à Cologne

Javier Solana a été désigné pour être le premier « Monsieur PESC »

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze ont adopté une déclaration et un rapport visant à la mise en place d'une politique de défense

COLOGNE

de notre envoyé spécial

Conformément aux pronostics (*Le Monde* du 2 juin), les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE), réunis jeudi 3 juin à Cologne, ont désigné Javier Solana, actuel secrétaire général de l'OTAN, pour devenir leur futur et premier « Monsieur PESC », chargé de la politique étrangère et de défense commune de l'Union. Celui-ci ne sera officiellement nommé que le 21 juin, date à laquelle sera précisé l'échéancier de son entrée en fonctions.

Les Quinze ont, par ailleurs, adopté deux documents – une déclaration du Conseil européen et un rapport de la présidence – sur la mise en place d'une politique commune de sécurité et de défense. L'idée centrale est que l'Europe doit disposer d'« une capacité d'action autonome soutenue par des forces militaires crédibles, avoir les moyens de décider d'y recourir et être prête à le faire afin de réagir face aux crises internationales sans préjudice des actions entreprises par l'OTAN ».

Même si l'on reconnaît, du côté français, que les textes adoptés manquent encore d'une vraie substance et comportent beaucoup d'ambiguïtés, l'important est que l'ensemble des pays de l'Union, y compris les neutres ou les plus farouchement « atlantistes », se soient ralliés à l'initiative lancée à Saint-Malo par la France et le Royaume-Uni, ensuite rejoints par l'Allemagne. « Il est évident qu'il y aura encore des problèmes à surmonter, mais il n'y a pas eu de réserve », expliquait un conseiller de Lionel Jospin. La place des neutres, notamment, n'est pas exactement

Succession ouverte à l'OTAN

La nomination de Javier Solana au poste de « Monsieur PESC » de l'UE libère celui de secrétaire général de l'OTAN. Son futur titulaire devra coordonner les opérations de maintien de la paix au Kosovo, qui impliquent, outre les pays membres de l'OTAN, la Russie et une douzaine d'autres candidats à participer à la KFOR. Traditionnellement réservé à un Européen, le secrétariat général de l'OTAN devrait revenir à une personnalité de l'Europe du Nord, par souci d'équilibre avec les « méditerranéens », qui occupent la présidence de l'UE (Romano Prodi) et celle du comité militaire de l'OTAN (l'amiral Venturoni). Les noms les plus fréquemment cités sont ceux de Rudolf Scharping, ministre allemand de la défense, et de son homologue danois Hans Haekirup. – (*Corresp.*)

Le Congrès national africain assoit son pouvoir en Afrique du Sud

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Congrès national africain (ANC) a renforcé son pouvoir. Vendredi 4 juin au matin, quelque 60 % des bulletins déposés dans les urnes, mercredi, avaient été dépouillés et, avec 65,8 % des suffrages recueillis (contre 62,6 %) en 1994, l'ANC remporte une victoire écrasante. Le parti complète son succès au niveau provincial, pouvant espérer une majorité relative dans les deux régions qui échappaient encore à son emprise, le Kwazoulou-Natal et Le Cap-Occidental.

Dans ces conditions, la désignation par le Parlement fraîchement élu du nouveau président sud-africain, le 14 juin, s'annonce comme une simple formalité pour le patron de l'ANC, Thabo Mbeki. Celui-ci, qui succédera à Nelson Mandela, s'est efforcé jeudi d'apaiser les craintes de l'opposition blanche, inquiète d'une possible dérive d'un pouvoir noir en position d'hégémonie. « Le peuple a renouvelé sans équivoque notre mandat. Mais l'ANC abordera l'exercice du pouvoir sans arrogance, avec humilité et un profond

définie, et des interprétations divergentes du document sont déjà apparues.

Néanmoins, un processus est lancé, qui devrait conduire à une politique de défense conçue et mise en œuvre par les Quinze. Celle-ci, supposée se développer en pleine harmonie avec l'OTAN – une condition préalable essentielle –, devrait permettre à l'UE, comme le prévoit le traité d'Amsterdam, de conduire éventuellement pour son propre compte les

Les Quinze adoptent un pacte pour l'emploi

Le sommet des Quinze a adopté, vendredi 4 juin, à Cologne un Pacte européen pour l'emploi fixant les règles d'« une coopération plus étroite en vue de favoriser l'emploi et les réformes économiques en Europe ». Ce pacte, qui réaffirme la priorité de la lutte contre le chômage, y ajoute la mise en place d'un « dialogue macroéconomique » régulier pour débattre des grands équilibres à respecter dans les politiques budgétaires, fiscales, salariales. Organisé dans le cadre du Conseil des finances de l'Union (Ecofin), il y associera les gouvernements des Etats membres, la Commission de Bruxelles et les partenaires sociaux.

Tout en marquant ses distances par rapport au libéralisme pur, le Pacte confirme la prééminence en Europe d'un courant de pensée sociale-libérale, incitant à faire preuve d'imagination en matière sociale pour créer un environnement favorable à l'entreprise, de préférence à des politiques gouvernementales plus volontaristes.

PROFIL

missions de Petersberg: maintien de la paix, gestion de crise, rétablissement de la paix. Cela impliquera d'importants aménagements des structures institutionnelles, de manière, comme l'a souhaité Jacques Chirac, que l'Union « soit en mesure de débattre et de décider de manière permanente dans [le] domaine politico-militaire ».

Le rapport de la présidence évoque un organe permanent à Bruxelles, appelé Comité politique

et de sécurité, composé de représentants compétents en matière de sécurité, un comité militaire de l'UE chargé des recommandations destinées au précédent, un état-major de l'UE, et d'autres éléments, tels un centre satellitaire ou un institut d'étude et de sécurité. De telles adaptations impliqueront notamment l'inclusion des fonctions de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) nécessaires à l'UE pour assumer ses nouvelles « responsabilités ». Les décisions de-

■ Pierre de Boissieu a été désigné pour être l'adjoint de Javier Solana. Il a fait toute sa carrière dans la diplomatie française. Né le 14 juin 1945, ancien élève de l'ENA, il a été en poste à Bonn, avant de devenir directeur de cabinet de François-Xavier Ortoli quand celui-ci était vice-président de la Commission de Bruxelles. Directeur des affaires économiques au Quai d'Orsay de 1989 à 1993, M. de Boissieu était depuis six ans représentant permanent de la France auprès de l'Union.

■ Philippe Lemaître

vraient être prises d'ici à la fin 2000. A ce stade, les efforts nouveaux à accomplir sur le plan militaire ne sont guère précisés. Sinon que la « déclaration » consacre un long paragraphe à la nécessité de hâter la reconstruction des industries européennes de défense.

La Belgique, l'Espagne et le Luxembourg ont formellement rallié la proposition franco-allemande de transformer l'Eurocorps « pour

conquêtes territoriales ou économiques mais pour des valeurs ».

Javier Solana est né le 14 juillet 1942. Il appartient au Parti socialiste espagnol depuis 1964. Docteur en physique, il a été expulsé de l'Université pour opposition au régime franquiste avant de poursuivre ses études en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Après la victoire de son ami Felipe Gonzalez aux élections de 1982, il a été ministre dans tous les gouvernements socialistes, d'abord à la culture, puis à l'éducation, enfin aux affaires étrangères. Prétendant quasi naturel à la succession de Felipe Gonzalez, il a préféré prendre du champ avec la politique espagnole après les scandales, qui l'ont personnellement épargné, mais qui ont terni les dernières années du PSOE au pouvoir.

A l'OTAN, son comportement chaleureux et ses talents de médiateur ont fait merveille. Ses critiques lui reprochent de chercher à être toujours bien avec tout le

l'OTAN ». Beaucoup reste encore à faire, notamment dans le domaine de l'intégration européenne des industries d'armement.

en faire un corps de réactions européennes disponible pour des actions européennes ou de l'OTAN...», liton dans la courte déclaration publiée à Cologne par les cinq pays de l'Eurocorps. Il y est précisé que la décision, formellement prise, devrait être mise en œuvre d'ici un an.

Les Quinze ont aussi approuvé le calendrier et les modalités de la prochaine conférence intergouvernementale (CIG) chargée de réformer les institutions. Elle se limitera aux points restés en suspens à l'issue de la précédente CIG à Amsterdam, en juin 1997 : composition de la Commission, révision de la pondération des voix lors des votes au conseil des ministres, extension du champ des décisions pouvant être adoptées à la majorité qualifiée. La CIG sera préparée d'ici à décembre par la présidence finlandaise. L'idée française de confier cette mission à un groupe de « sages » n'a pas été retenue. La CIG commencera début 2000 et devra s'achever au second semestre, pendant la présidence française.

■ Pierre de Boissieu a été désigné pour être l'adjoint de Javier Solana. Il a fait toute sa carrière dans la diplomatie française. Né le 14 juin 1945, ancien élève de l'ENA, il a été en poste à Bonn, avant de devenir directeur de cabinet de François-Xavier Ortoli quand celui-ci était vice-président de la Commission de Bruxelles. Directeur des affaires économiques au Quai d'Orsay de 1989 à 1993, M. de Boissieu était depuis six ans représentant permanent de la France auprès de l'Union.

monde, mais cette capacité à nouer de bonnes relations, même avec les gens dont il ne partage pas les idées, lui a permis d'arrondir les angles quand les tensions entre les alliés étaient parfois vives.

Très européen aux yeux des Américains, trop sensible aux « ondes » venues d'outre-Atlantique pour certains Européens, il s'est efforcé de maintenir un équilibre et y est sans conteste parvenu, puisque les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union lui ont accordé leur confiance. Premier « Monsieur PESC » de l'Europe, il lui donnera un visage et une voix déjà connus de Washington et de Moscou, où il a noué des relations amicales avec beaucoup de dirigeants russes. Pendant quatre ans, il a appris à être le porte-parole d'une Alliance parfois disparate. A l'Union européenne, la leçon ne sera pas perdue.

■ Daniel Verdet

multiraciale, le mouvement de MM. Holomisa et Meyer n'a pas réussi à surmonter la fracture raciale qui domine encore la scène politique de l'Afrique du Sud post-apartheid. L'UDM a aussi échoué à tirer profit de l'impatience des plus démunis devant la lenteur des changements depuis 1994.

L'Inkatha (IFP), en revanche, a obtenu 8,3 % des voix aux législatives, alors que les sondages lui en donnaient à peine 5 %. Le parti à dominante zouloue de Mangosuthu Buthelezi enraye le déclin amorcé avec les élections municipales de 1996. Il résiste aussi à la montée de l'ANC dans son bastion du Kwazoulou-Natal, où il obtient environ 40 % des voix, au coude-à-coude avec le parti de M. Mbeki. A l'échelon provincial, les deux partis semblent se diriger vers une coalition gouvernementale, comme c'est déjà le cas au niveau national. En mettant ses 8 % dans la corbeille, l'IFP pourrait permettre à l'ANC d'atteindre la majorité des 75 % au Parlement, niveau requis pour une éventuelle modification de la Constitution.

■ Frédéric Chambon

Algérie : les islamistes de l' AIS prêts à déposer les armes

Ils proposent de participer à la lutte contre le GIA

DANS une lettre au président Bouteflika datée du 1^{er} juin et révélée, jeudi 3 juin, par la télévision, Madani Mezrag, le chef de l'Armée islamique du salut (AIS), bras armé du FIS, propose « l'abandon de l'action armée ». Avant de publier « un communiqué sans équivoque » sur ce sujet, le chef de l'AIS demande toutefois à Abdelaziz Bouteflika de donner une « base légale » et « la couverture politique » à la trêve observée depuis le 1^{er} octobre 1997 par ses troupes (2 000 hommes environ, cantonnés dans la région de Jijel, dans l'est du pays).

La trêve, affirme dans sa lettre M. Mezrag, « a entraîné une réduction des pertes humaines » mais l'étape suivante – « un projet de solution de crise » – a été torpillée par « des parties influentes au sein du pouvoir ». Sont visés, sans être nommés, l'ancien président Zéroual et son conseiller le général Mohamed Betchine, qui, en présentement, par presse interposée, la trêve comme une « reddition », ont fait échouer le processus négocié avec l'armée et les services de ren-

■ Jean-Pierre Tuquoy

Trois Européens détenus

au Congo-Brazzaville pour « complot »

BRAZZAVILLE. Trois Européens sont détenus depuis deux mois au Congo-Brazzaville pour avoir « comploté » en vue d'assassiner le président, Denis Sassou Nguesso, a annoncé, jeudi 3 juin, le ministre de l'intérieur, Pierre Oba. Ces trois hommes sont un Français, Maurice Sarah, un Italien, Fabio Vanotti, tous deux domiciliés en Suisse, ainsi qu'un Croate, Gérard Lastric, domicilié à Zagreb, a déclaré le général Oba lors d'une conférence de presse. Selon le ministre, les trois hommes ont avoué être venus au Congo dans le but d'assassiner le chef de l'Etat. Ils devaient être présentés vendredi au procureur de la République de Brazzaville. Selon le général Oba, les trois hommes avaient été recrutés en début d'année à Abidjan par des opposants congolais qui les avaient chargés d'assassiner le général Sassou Nguesso avant le 5 juin, date anniversaire du début de la guerre civile de 1997. Celle-ci avait pris fin en octobre 1997 par la victoire militaire du général Sassou Nguesso, qui avait ainsi repris le pouvoir. D'autres personnes ont été interpellées et d'autres sont en fuite dans le cadre de cette enquête, a ajouté le ministre en se refusant à toute précision sur l'identité des personnes interpellées. – (*AFP*)

« Journée de la colère » palestinienne contre la colonisation juive

GAZA. Les Palestiniens ont organisé, jeudi 3 juin, de nombreuses manifestations pour protester contre la colonisation, conçues comme un « premier avertissement » adressé au nouveau premier ministre Ehoud Barak. Plusieurs milliers de personnes ont participé à la « Journée de la colère » en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, pour exprimer leur fureur contre la poursuite des saisies de terres par les colons juifs encouragées par le gouvernement sortant de Benyamin Nétanياهو. Ces manifestations se sont déroulées dans le calme, mais, en début de journée, un Palestinien de dix-sept ans avait été mortellement atteint d'une balle tirée par un militaire à un poste de contrôle routier au sud d'Hébron. – (*AFP*)

DÉPÊCHES

■ LIBYE : le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a reçu un message de Jacques Chirac portant sur les relations bilatérales, a rapporté, jeudi 3 juin, la télévision d'Etat libyenne. Dans son message remis par l'un de ses conseillers, le président français souligne « l'appui de la France aux efforts du colonel Kadhafi pour instaurer la paix et la stabilité en Afrique » et assure que « la Libye joue un rôle important dans la région de la Méditerranée, en Afrique et dans le monde ». – (*AFP*)

■ British Airways a repris ses vols vers Tripoli, jeudi 3 juin, conformément à son annonce faite dans la foulée de la levée des sanctions de l'ONU frappant la Libye, en avril. La compagnie avait suspendu sa desserte de Tripoli en 1992, après l'imposition par l'ONU de sanctions pour forcer la Libye à livrer deux suspects de l'attentat de Lockerbie contre un avion de la PanAM. Les deux Libyens se trouvent depuis le mois d'avril aux Pays-Bas, où ils doivent être jugés par un tribunal écossais. – (*AFP*)

■ TURQUIE : l'association américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a condamné, jeudi 3 juin, l'emprisonnement du président de l'Association des droits de l'homme de Turquie, Akin Birdal. M. Birdal, cinquante ans, s'est rendu jeudi à la prison d'Ankara pour y purger deux condamnations à un an de détention après des déclarations appelant à une solution pacifique du conflit kurde. Il doit y rester dix mois par le jeu des réductions de peine. – (*AFP*)

PERRONO - BIJOUX
Anciens - Occasions - Argenterie Pierre précieuses - Brillants Création et transformation Achats, Ventes, Echanges, Réparations
Sélectionné par le guide "PARIS PAS CHER"
OPERA angle bd. des Italiens 4, chaussée d'Antin
ETOILE 37, avenue Victor Hugo ouverts du mardi au samedi

AU ROYAUME DES PERLES
De son dernier voyage, cet importateur a rapporté des perles noires de Tahiti et blanches du Japon. Au fil de vos envies, il effectue le montage que vous souhaitez, du plus classique au plus sophistiqué. Un choix étonnant à prix importateur.
Les Ateliers Tamalet, Paris (10^è) 01.42.00.21.71

La campagne britannique accueille à contrecœur le débat sur l'entrée dans la monnaie unique

Le nouveau système électoral devrait être défavorable au parti de Tony Blair

LONDRES

de notre correspondant

Rien à faire ! Les conservateurs britanniques ont beau sonner le tocsin et multiplier les coups de boutoir contre la monnaie unique pour obliger Tony Blair à sortir du bois – ce qui aurait au moins le mérite de donner quelques couleurs à cette morne campagne européenne –, celui-ci refuse le débat et l'enfonce dans le brouillard. « *Bien sûr* » qu'il a toujours « *l'intention réelle* » de faire entrer la livre sterling dans l'euro, « *dès lors que les conditions* » – fixées par lui-même – « *seront remplies* », disait ainsi le premier ministre jeudi matin à la BBC. Mais rien ne presse. Le chef du gouvernement de la « troisième voie » a toujours dit que l'éventualité d'une entrée britannique dans la monnaie unique serait, de toutes façons, soumise à l'approbation populaire, après les élections générales prévues en mai 2002.

Jeudi, comme on lui demandait s'il était donc exclu que le référendum promis soit reporté à plus tard encore, par exemple aux alentours de 2007, au début de la législature suivante, Tony Blair, embarrassé, n'a finalement rien écarté.

Pas question de fournir aux Tories l'arme fatale qu'ils recherchent. Le

premier ministre sait que les sujets britanniques opposés à l'euro sont toujours deux fois plus nombreux, grosso modo, que les autres. Il sait aussi que, quoi qu'il arrive et quels que soient les performances de son parti en pourcentage des voix le 10 juin, les travaillistes vont perdre 15 à 20 sièges sur les 61 qu'ils occupent actuellement au Parlement de Strasbourg. L'introduction, sans précédent au Royaume-Uni, du scrutin proportionnel de liste et la division du pays en 11 circonscriptions régionales sont, mathématiquement, défavorables à la formation au pouvoir.

À QUI PERD GAGNE

A supposer même que les conservateurs, qui détiennent actuellement 18 mandats européens, fassent à peu près le même score décevant qu'en 1994 (31 % des voix), ils sont assurés de gagner une dizaine de sièges supplémentaires. De même, le nouveau système électoral permettrait aux libéraux-démocrates d'obtenir 15 à 18 sièges, contre 2 actuellement, au Parlement de Strasbourg. Mais en refusant le débat, quitte à laisser le pays enregistrer une fois de plus le plus bas taux de participation électorale des Quinze (37 % en 1994) – ce que

tous les sondages prédisent –, les tacticiens travaillistes privent par avance l'opposition de tout triomphalisme « eurosceptique ».

Qu'on se le dise : « *Les élections du 10 juin ne sont pas un référendum sur l'euro* », assurait mardi le très europhile ministre des affaires étrangères, Robin Cook. A ceux, et ils sont nombreux dans le pays, qui se demandaient alors quel pouvait bien être l'enjeu de la consultation, Tony Blair, toujours habile à retourner les arguments lancés contre lui, a fourni le lendemain une réponse en forme de slogan : « *Le choix est entre conduire l'Europe – ce qui est son ambition déclarée – ou sortir de l'Europe.* » Que le slogan officiel de la campagne conservatrice soit « *Dans l'Europe, oui, mais pas gouverné par l'Europe* » ne change rien à l'affaire. Car, emporté par son désir de capitaliser au maximum la méfiance traditionnelle de l'opinion locale vis-à-vis de Bruxelles et son rejet majoritaire de l'euro, William Hague, le chef des conservateurs, a commis mardi une nouvelle et énorme bourde tactique, qui risque de lui coûter cher.

« *Il faut, a-t-il dit, annuler au plus tôt le plan national de transition vers l'euro* », lancé par le gouvernement au 1^{er} janvier. Patatras ! Pain bénit

pour les travaillistes, en panne d'arguments et qui ont sauté sur « *l'irresponsabilité crasse* » des Tories, la sortie de M. Hague a obligé les alliés naturels du conservatisme qu'étaient – au moins jusqu'à la naissance du blairisme pro-business – la City et les milieux d'affaires à prendre position.

Alors qu'il observait jusqu'ici avec mansuétude les gesticulations eurosceptiques renforcées des conservateurs comme de simples contorsions préélectorales sans conséquence, le patronat (CBI) s'est vu contraint de rappeler qu'il avait été lui-même « *instigateur* » du plan de transition et que ses membres, majoritairement favorables à la monnaie unique, ont déjà dépensé des millions de livres pour adapter leurs comptes et leurs caisses enregistreuses à l'éventualité, avec un grand E, du prochain siècle. « *Vraiment*, a lâché un porte-parole de la fédération des chambres de commerce, *il serait ridicule de faire maintenant marche arrière sur ce point.* »

Atterrés, les europhiles du parti de M. Hague, minoritaires mais puissants, n'ont rien dit. Chacun sait qu'ils attendent leur heure...

Patrice Claude

FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 5 JUIN 1999

SYNDICALISME Au lendemain de la grève de l'hiver 1995, le syndicalisme français semblait promis à une recomposition rapide. Depuis, le rapprochement opéré entre

la CGT et la CFDT a modifié la donne. ● **LES OPPOSANTS** à Nicole Notat, regroupés auparavant dans l'ex-tendance « Tous ensemble », ne sont pas parvenus à trouver de second

souffle, comme en témoignent les récents congrès des instances régionales ou fédérales de la confédération. ● **L'UNITÉ** affichée par les dirigeants cégétistes et cédétistes ne

parvient pas toujours à contenir les mécontentements des militants. A la SNCF, l'appel à voter en faveur de l'accord sur la réduction du temps de travail ne leur a pas permis de faire

le plein des voix qu'ils pouvaient espérer. ● **EN BASSE-NORMANDIE**, plusieurs syndicats oppositionnels envisagent de quitter la centrale pour rejoindre le Groupe des dix.

La gauche de la CFDT ne parvient pas à trouver un second souffle

Comme en témoignent plusieurs congrès régionaux ou fédéraux, les opposants à Nicole Notat affichent désormais des ambitions modestes. La « recomposition » entrevue au lendemain du mouvement de l'hiver 1995 semble avoir été invalidée par le rapprochement confédéral avec la CGT

ET SI le mouvement de novembre-décembre 1995 avait, en fin de compte, donné un formidable coup de fouet au syndicalisme réformiste ? La remarque, en forme de boutade, émane de Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du Parti socialiste chargé des relations extérieures, qui, il y a quelques semaines, tirait ainsi argument du rapprochement opéré entre la CGT et la CFDT. Effectivement, trois ans après des conflits sociaux qui avaient vu les deux centrales s'opposer violemment, la CGT appelle de ses vœux un « syndicalisme de propositions ». Quant à la CFDT, elle est confortée dans ses orientations par sa réussite en termes d'adhésions. La centrale dirigée par Nicole Notat est aujourd'hui la seule confédération syndicale dont les effectifs affichent une progression régulière : elle revendique 756 990 adhérents pour 1998 – soit une progression

de 4,6 % par rapport à 1997, intervenant après neuf années consécutives de hausse.

A l'inverse, cinq mois après le 44^e congrès confédéral, à Lille, qui avait vu leur défaite, les oppositionnels de la CFDT, membres à part entière ou proches de l'ex-tendance « Tous ensemble », n'ont pas trouvé de second souffle. « La gauche CFDT est aujourd'hui prise à la gorge », constate le politologue René Mouriaux, pour qui « sa faiblesse l'expose désormais à une disparition progressive, accélérée par un étranglement financier et le retrait de ses permanents ». Cette gauche syndicale dont le projet était de présenter « une alternative politique globale » à la ligne confédérale est aujourd'hui revenue à des objectifs bien plus modestes.

Lors du congrès de la fédération des services, qui s'est tenu du 1^{er} au 4 juin, à Toulouse, onze syndicats contestataires, sur cent quinze,

dont le commerce parisien (Sycop), ceux de Seine-Saint-Denis, du Rhône, des Alpes-Maritimes, du Puy-de-Dôme, de Marne, de Saône-et-Loire, de Haute-Loire, signataires d'une déclaration intitulée « La Fédération autrement » réclamant « un fonctionnement plus démocratique » et la « transparence financière », n'ont réuni que 29 % des mandats lors du vote du quitus. Les opposants pesaient encore 41 % des suffrages, il y a quatre ans, lors du congrès de Villeneuve-d'Ascq (Nord), où, il est vrai, le vote avait eu lieu à bulletins secrets.

Le congrès de l'union régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), une des principales structures oppositionnelles, qui s'est tenu les 3 et 4 juin (lire ci-dessous), a également montré cette révision à la baisse des ambitions des anciens animateurs de la gauche CFDT. Tout comme pour l'union

régionale CFDT d'Auvergne, il ne s'agit plus que de préserver une certaine autonomie d'action et d'expression.

« PARENTHÈSE REFERMÉE »

« C'est clair, la parenthèse de 1995 est définitivement refermée », reconnaît ainsi Claude Debons, secrétaire général adjoint de la fédération des transports et de l'équipement CFDT. Panne des gauches CFDT, difficultés des SUD à faire vivre une union syndicale du Groupe des dix, enfermement de Force ouvrière : tout semble désormais figer le paysage syndical autour d'un axe central CGT-CFDT. Cependant, pour M. Mouriaux, « s'arrêter à de telles apparences serait une erreur ». « Au contraire, le paysage syndical reste très mobile, souligne-t-il, parce que la phase de déconstruction est loin d'être achevée. »

Des signes sont perceptibles. Ce

sont les difficultés, par exemple, de la CGT avec sa base dans ses bastions historiques de la SNCF et d'EDF à propos, notamment, des négociations sur les 35 heures. C'est, ensuite, le contenu même du rapprochement entre la CGT et la CFDT. Si la volonté d'unité d'action entre les deux centrales est indéniable, si leurs équipes sont capables de réfléchir ensemble, dans des groupes de travail communs, ce rapprochement est loin de sceller un accord programmatique. Qu'il s'agisse de retraites ou de la réduction du temps de travail, les prises de position de la CGT et de la CFDT reposent toujours sur de nettes divergences d'appréciation. Pas question, non plus, pour la CGT de désorienter un encadrement intermédiaire déjà traumatisé par une autre évolution, celle du Parti communiste, avec sa liste « Bouge l'Europe ».

Les tentatives de mobilisation

commune CGT-CFDT ne se sont pas plus traduites, pour le moment, par des réussites flagrantes. Ainsi, la semaine d'initiatives unitaires sur les 35 heures s'est révélée être, au bout du compte, un non-événement. Les résultats du référendum à la SNCF montrent que les deux centrales ne parviennent qu'imparfaitement à encadrer, de conserve, les mécontentements. Aux dernières élections professionnelles de 1997 chez les cheminots, les deux organisations avaient cumulé 98 770 voix ; elles n'en ont recueillies que 53 000 sur le « oui ».

Si l'on ajoute l'inconnue de Force ouvrière, dont le poids réel apparaît de plus en plus incertain, et celle de la Fédération syndicale unitaire (FSU), le paysage pourrait être moins gelé qu'il n'y paraît à première vue. D'autant plus que le système de représentativité syndicale montre des signes de plus en plus avérés de faiblesse.

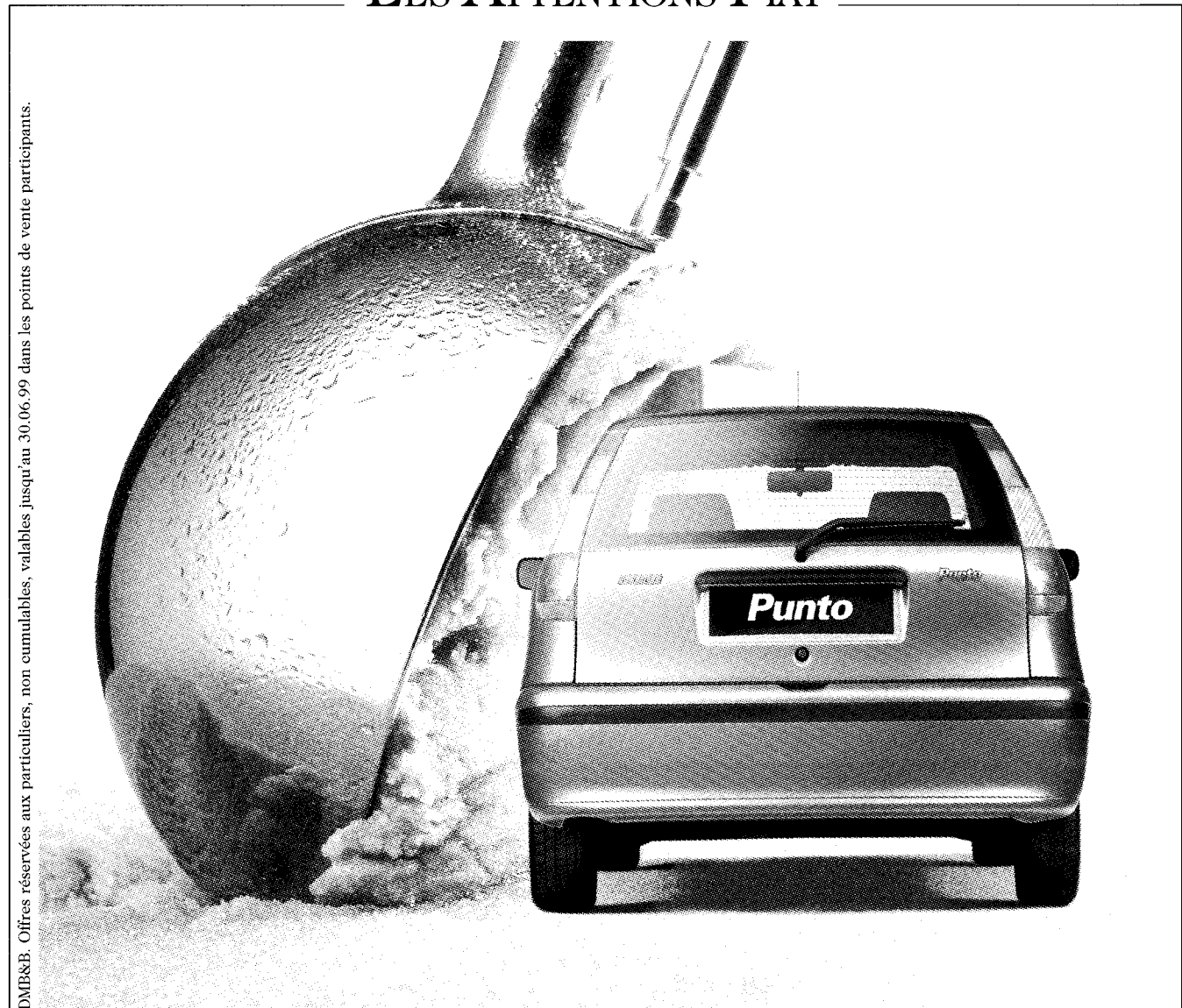
Aux lendemains de 1995, le paysage syndical semblait devoir s'organiser selon un mode bipolaire : d'un côté, un pôle « radical » construit autour de la CGT, avec l'appui de la FSU, des gauches CFDT, du Groupe des dix ; de l'autre, un pôle « réformiste » regroupant la CFDT, l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) et la CFTC, Force ouvrière restant en suspens. Cette « recomposition » a été, a priori, invalidée par le rapprochement CGT-CFDT. Pour autant, selon M. Mouriaux, « on peut imaginer aujourd'hui une bipolarisation qui ne relève pas, comme on le pensait, d'un modèle de type guerre froide avec deux blocs s'opposant frontalement, mais d'un modèle de type coexistence pacifique avec deux chefs de file se parlant ». Il y a quatre ans, la recomposition était prévue brutale et rapide. Aujourd'hui, elle semble devoir se faire, mais sur un temps long et de manière plus diffuse.

Caroline Monnot

Crise cédétiste en Basse-Normandie

L'opposition CFDT de Basse-Normandie s'est réunie, une nouvelle fois, jeudi 3 juin, pour discuter des départs collectifs envisagés par plusieurs syndicats de l'union régionale, depuis le changement de direction intervenue à la tête de cette structure (Le Monde du 25 mai). Ainsi, le syndicat de Renault véhicules industriels (RVI) de Blainville (Calvados) envisage désormais de rejoindre SUD, ou plutôt l'Union syndicale Groupe des dix. La section Moulinex-Carpinet étudie également un départ à SUD, tout comme les métaux de Caen. Dans le secteur de la santé, plusieurs syndicats envisagent, pour leur part, de rejoindre la CGT. De leur côté, les cheminots, très hostiles à SUD-Rail et peu attirés par la CGT, entendent rester à la CFDT.

LES ATTENTIONS FIAT



DM&B. Offres réservées aux particuliers, non cumulables, valables jusqu'au 30.06.99 dans les points de vente participants.

Tarif conseillé hors options au 03.05.99. AM 99. Prix déduction faite de : (1) la Prime Qualité Fiat de 5 200 F pour la reprise de votre voiture. (2) la Prime Qualité Fiat de 5 000 F. (3) l'offre de reprise de 5 000 F. (4) l'offre de reprise de 10 000 F.

CLIMATISATION À PRIX GELÉS ! DU 2 AU 6 JUIN, AUX JOURNÉES FRAÎCHEUR FIAT.

PUNTO CLIM
À PARTIR DE 49 900F⁽¹⁾
Airbag Fiat® conducteur, direction assistée, autoradio RDS avec 4 haut-parleurs et antivol Fiat Code. Version présentée Punto 60 Stile Clim 3p. à partir de 59 900F⁽²⁾.

BRAVO CLIM
À PARTIR DE 77 900F⁽³⁾
Double Airbag Fiat®, ABS, direction assistée, autoradio RDS avec 4 haut-parleurs et antivol Fiat Code. Fiat Brava à partir de 79 900F⁽³⁾.

MAREA CLIM
À PARTIR DE 89 900F⁽⁴⁾
Double Airbag Fiat®, ABS, direction assistée, autoradio RDS avec 4 haut-parleurs et antivol Fiat Code. Fiat Marea Weekend à partir de 94 900F⁽⁴⁾.



Ouverture le dimanche selon autorisation.

ORMULA Pour toute information : 0 803 016 026 N° Indigo (0,99F la minute)

LA PASSION NOUS ANIME.



SOPHIA-ANTIPOLIS

de notre correspondant régional Réunis, les 2 et 3 juin, à Sophia-Antipolis, près de Nice, deux cents délégués de la contestataire union régionale interprofessionnelle (URI) CFDT de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont tiré le bilan de trois ans d'activité depuis leur congrès d'Avignon, en 1996, en même temps que celui du 44^e congrès de la confédération, en décembre 1998, à Lille. Exercice délicat qui a vu la reconduction de leur secrétaire générale, Jacqueline Giraud-Eyraud, sous l'œil très attentif de deux représentants du bureau national, Jean-François Troglic et Daniel Rémond.

D'entrée, la secrétaire sortante a donné le ton. « Par ses votes, le congrès d'Avignon avait défié la confédération et ses pratiques condamnables » en participant à la contestation « organisée autour d'un journal, Tous ensemble », a-t-elle admis. Depuis, les choses ont changé : en particulier, l'association Tous ensemble s'est dissoute et, pour la responsable, « il faut tourner la page ». M. Troglic annonçait, de son côté, qu'il n'était pas là « pour remuer le passé » et soulignait qu'il n'y a « aucune organisation plus ouverte au débat que la CFDT ». On aurait donc pu penser que la réconciliation était en marche. Las... c'est encore loin d'être le cas.

D'abord, il fallait bien que les critiques locales se fissent entendre : ce fut souvent avec vivacité. Plusieurs responsables départementaux ont rappelé leur désaccord avec les « oppositions structurées en tendances ». Les diri-

geants régionaux ont fait valoir que le travail avec Tous ensemble avait évité une hémorragie militante. Jean-Yves Petit, des transports, s'en prenait pour sa part à la « pensée unique due au parisianisme ambiant ».

« CONFRONTATION RUGUEUSE »

Le satisfecit délivré, y compris par des opposants à la direction régionale, à son activité en matière de formation ou de lutte contre l'extrême droite laissait, toutefois, entrevoir des votes moins figés que dans les périodes récentes. Il n'en aura rien été : le quitus, vote destiné à donner acte à l'équipe sortante de son bon travail, n'était adopté que par 57 % des voix. « La confrontation est encore bien rugueuse », constatait donc M. Troglic, tandis que M^{me} Giraud-Eyraud se plaignait qu'« un secrétaire confédéral allume des feux de broussaille un peu partout au lieu de nous aider ». Le débat sur l'orientation générale allait d'ailleurs fournir l'occasion d'une nouvelle passe d'armes. La proposition de l'URI, acceptée de justesse, d'adhérer à l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac), était combattue par un responsable de la chimie-énergie, inquiet que le syndicat puisse être « entraîné là où il ne voulait pas ».

Bref, l'heure n'est pas encore à l'apaisement, et, au terme du congrès, M^{me} Giraud-Eyraud se disait choquée de la différence « entre les discours de réconciliation et les attitudes bloquées ».

Michel Samson

Direction et syndicats de la RATP se refusent à admettre la thèse de l'accident d'Eric Douet

Ils maintiennent que le contrôleur a été agressé

En dépit d'un communiqué du parquet de Paris indiquant qu'« aucune trace de violence » n'avait été retrouvée sur le corps d'Eric Douet,

décédé le 2 juin des suites d'une rupture d'anévrisme, les syndicats et la direction de la RATP persistent à affirmer que le contrôleur a bel et

bien été agressé. Selon la CGT, affirmer qu'il ne l'a pas été, c'est « salir sa mémoire et sa famille ».

DEUX JOURS après la mort, mercredi 2 juin, d'un agent de la RATP qui avait perdu connaissance au cours d'un contrôle effectué la veille à la station de métro Barbès-Rochechouart, la plupart des syndicats de la Régie parisienne rejettent, tout comme la direction, la thèse de l'accident avancée par la police. « Il faut rétablir la vérité, s'insurge le syndicat CGT du métro. Eric Douet est bien mort à la suite d'une agression. Il ne s'est pas effondré par l'opération du Saint-Esprit. Affirmer cela quelques heures après sa mort, c'est salir sa mémoire et sa famille », accuse le premier syndicat de la RATP, qui dénonce « une campagne perfideuse ». Pour la CGT, Force ouvrière et le Syndicat autonome traction, Eric Douet s'est écroulé après avoir été « violemment poussé » contre un pilier par l'un des deux vendeurs à la sauvette qu'il était en train de contrôler.

Cette version des faits a été remise en cause par l'enquête menée depuis mercredi matin par la brigade criminelle de Paris et par l'autopsie pratiquée par les médecins de la Salpêtrière, selon lesquelles le contrôleur aurait succombé à une rupture d'anévrisme. « Aucune trace de violence n'a été relevée » sur le corps d'Eric Douet, précise le procureur de la République de Paris, qui cite également « deux témoins présents sur les lieux » ayant vu la victime s'écrouler « sans que des coups lui aient été portés ».



« La violence, ce n'est pas toujours des coups, c'est aussi des bousculades et des insultes », lui répond le secrétaire adjoint de Force ouvrière-RATP, Bernard Coudert.

« CELA NE CHANGEAIT RIEN »

« Pour nous, l'argument de la santé fragile n'existe pas », ajoute-t-il. D'ailleurs, bien avant que la grève ne s'étende, mercredi matin, à l'ensemble du réseau parisien, plusieurs syndicalistes de la RATP savaient déjà que leur collègue avait été victime d'une rupture d'anévrisme.

« On l'a su assez rapidement, dans la nuit de mardi à mercredi, rapporte Pierre Le Bis, délégué central de la Fédération des syndicats indépendants de la RATP. Mais pour nous, cela ne changeait rien au fait qu'Eric Douet avait été agressé. Nous n'avons pas de problème de conscience sur le fait qu'on se serait trompé en paralysant pendant deux jours l'ensemble du réseau parisien comme celui de Lyon et de Marseille pour un malaise banal qui aurait pu arriver en se brossant les dents. »

Le fait qu'aucun agent de la RATP n'ait assisté à la scène ne change

rien à l'affaire. « Quand nous avons diffusé sur toute la ligne 4 l'information selon laquelle un contrôleur avait été victime d'une agression à la station Barbès, on ne connaissait pas les circonstances précises de l'incident, reconnaît Franck Pierson, délégué syndical de la CFCT. On savait seulement les conséquences : c'était grave et il était dans le coma. »

OBSÈQUES

Aussitôt, la nouvelle s'est répandue « comme une trainée de poudre » parmi les machinistes. Après la fermeture des grilles du métro, mercredi matin, ce sont les chauffeurs de bus qui ont débrayé en fin de matinée en apprenant l'état de santé de la victime. « La rumeur a circulé très rapidement en raison du sentiment général d'insécurité fortement ressenti à la RATP », explique Francis Dianoux de Sud-RATP. En matière d'agressions, le téléphone arabe est toujours très réactif.

De son côté, la direction a indiqué dans une note interne qu'elle ne mettrait pas « en doute les témoignages des agents et de la voyageuse qui nous ont indiqué que la situation d'Eric Douet était consécutive à une agression ». Les syndicats et la direction de la RATP qui se sont réunis jeudi, ont décidé de fermer le réseau RATP (métro, autobus, RER) lundi 7 juin de 13 h 30 à 16 h 30, pour permettre aux salariés d'assister aux obsèques d'Eric Douet.

Alexandre Garcia

Retour à la normale du trafic sur l'ensemble du réseau

LA CIRCULATION des rames était redevenue normale, vendredi 4 juin, sur l'ensemble des lignes de métro et de RER de la RATP, après deux jours d'un mouvement déclenché par la mort d'Eric Douet. La ligne 4 (porte d'Orléans-porte de Clignancourt), sur laquelle se trouve la station Barbès-Rochechouart où avait eu lieu l'incident, avait été l'une des premières à fonctionner à nouveau, jeudi. Mais la remise en cause des circonstances de la mort d'Eric Douet avait entraîné une reprise de la grève sur cette ligne jusqu'à la fin de la journée.

Sur les autres lignes, le trafic a repris très progressivement dans la journée de jeudi. Au cours des assemblées générales, organisées en milieu de matinée, le « relevé des conclusions », établi par la direction et les syndicats dans la nuit de mercredi à jeudi, était globalement approuvé par les agents de la Régie.

Ceux-ci considéraient pour la plupart qu'au-delà d'un texte très prudent dans sa formulation il était possible d'y lire « certaines avancées », en particulier sur la question des effectifs. Une certaine confusion régnait cependant encore dans la journée, en raison des appels à la poursuite du mouvement, en particulier par la section métro de la CGT-RATP, alors que l'union syndicale avait largement participé à l'élaboration du compromis avec la direction.

MOBILISATION DES MACHINISTES

Dans les bus, à Paris et en banlieue, le trafic n'était pas encore revenu complètement à la normale, vendredi, après une journée de jeudi encore marquée par une forte mobilisation des machinistes. Mécontents d'un texte, qui se contentait de rappeler des mesures déjà connues en faveur de la sécurité sur le réseau

de surface, plusieurs dizaines d'entre eux se sont rendus jeudi, en fin de matinée, au siège de la RATP. « Les propositions de la direction sont inadmissibles, et sont une véritable provocation », ont crié les manifestants dans le hall de la Régie, avant de se rendre en cortège, quelques centaines de mètres plus loin, devant le ministère des finances pour réclamer des moyens supplémentaires.

Le trafic est également redevenu normal sur le réseau des transports en commun de Lyon, vendredi, après une journée de grève qui avait fortement affecté, jeudi, la circulation des bus et des métros. Le mouvement, déclenché par solidarité après la mort de l'agent de la RATP à Paris, avait été suivi par la quasi-totalité du personnel de l'entreprise. La circulation des transports en commun semblait également revenue à la normale à Marseille.

Boualem Bensaïd se pose en militant pur et dur du GIA qui « n'a peur que d'Allah »

« Vous êtes une balance », lui lance un avocat

L'OMBRE d'Ali Touchent a plané tout au long de la journée du 3 juin au procès, devant la 14^e chambre correctionnelle de Paris, des vingt-deux membres



PROCÈS

tôme, de celui que l'accusation présente comme l'émir du Groupe islamique armé (GIA) en Europe, chargé de recruter les futurs membres des commandos d'action à Paris, Lyon et Lille. Officiellement, Ali Touchent aurait en effet été tué le 23 mai 1997 à Alger. Une autre version, livrée par d'anciens membres des services spéciaux algériens, affirme que certains attentats avaient été commandités par des agents de la direction du renseignement et de la sécurité algérienne, dont faisait partie Ali Touchent.

A la faveur du procès, M^e Emmanuelle Hauser-Phelion, conseil de deux prévenus, a repris cette thèse au moment où le tribunal examinait le rôle exact d'Ali Touchent dans la campagne d'attentats, provoquant une vive réaction du procureur de la République, Anne Vosgien. « Vous avez reconnu être un combattant du GIA, demande-t-elle à Boualem Bensaïd, coordonnateur présumé des commandos d'action du réseau. Peut-on penser que vous avez agi pour le compte de la sécurité militaire ? » « Je suis un moudjahidine, répond le prévenu. Et un moudjahidine n'a peur que d'Allah. Si vous avez des informations prouvant que j'ai travaillé pour la sécurité militaire, montrez-les ».

La représentante du parquet profite de l'occasion pour rappeler que la première personne à avoir mis les enquêteurs sur la piste de « Tarek », surnom d'Ali Touchent, n'est autre que Boualem Bensaïd. Lors de sa garde à vue, celui-ci avait en effet indiqué, avant de se rétracter, qu'il avait été chargé de

coordonner en tant que soldat du djihad [la guerre sainte] les activités du réseau « sous l'impulsion et aux ordres de Tarek ».

« Avez-vous quelque chose à répondre ? », interroge la présidente du tribunal, Janine Draï. Adoptant la même attitude que la veille, Boualem Bensaïd ne répond pas et bâille ostensiblement devant son micro. Une attitude qui exaspère la présidente : « Vous passez votre temps à vous retourner pour regarder l'heure à l'horloge murale, vous bâillez, vous vous amusez avec le micro. Manqueriez-vous de courage ? » Le prévenu réagit finalement : « C'est quoi la question ? Vous parlez de courage ! Depuis mon arrestation je revendique mon appartenance au GIA, ça ne vous suffit pas, vous voulez des explications sur le djihad ? »

« EN QUOI CELA CONSISTAIT »

La proposition intéresse visiblement le ministère public. « Dites-nous en quoi cela consistait concernant la France », propose Anne Vosgien. « Le GIA combat pour la cause d'Allah, commence Boualem Bensaïd. Pour reprendre l'Etat religieux et appliquer la charia [la loi islamique]. Dans le cadre de cette charia, le GIA doit mener une action : le djihad. Avant d'entamer cette lutte, le GIA envoie des lettres à ceux qu'il entend combattre, comme celle remise à Jacques Chirac [dans laquelle le GIA demandait au président de la République de se convertir à l'islam]. Notre lutte concerne tous les musulmans, le GIA n'est qu'un groupe qui essaye de combattre avec ses moyens. Inch Allah ! ».

« Vous avez reconnu avoir participé à la préparation de la tentative d'attentat contre un marché de Lille, indique la présidente. Vous avez affirmé que Tarek était l'émir du GIA et le chef militaire du réseau. C'est vous qui avez porté des accusations contre vos co-prévenus, vous qui avez dénoncé tout le monde ». « C'est Bensaïd la balance », résume M^e Georges Holveaux, avocat des parties civiles.

Acacio Pereira

L'Assemblée adopte le projet de loi sur l'innovation et la recherche

LES DÉPUTÉS ont adopté en première lecture, dans la nuit du 3 au 4 juin, le projet de loi sur l'innovation et la recherche. Approuvé par les élus PS et DL - RPR, UDF, PCF et Verts se sont abstenus -, le texte défendu par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, vise à faciliter un rapprochement entre les universités et les entreprises, en offrant aux chercheurs la possibilité de créer des sociétés innovantes. L'Assemblée a supprimé, contre l'avis de la droite, une disposition fiscale sur les stock-options qui avait été introduite par le Sénat. Le gouvernement a fait adopter un amendement visant à maintenir le statut militaire des élèves de l'École polytechnique, en dépit de la suppression du service national et de la disparition prochaine du statut des officiers de réserve en situation d'activité.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le nationaliste corse Marcel Lorenzoni a bénéficié d'un non-lieu dans une affaire de « braquage », pour laquelle il avait été mis en examen en octobre 1998. Le juge parisien Philippe Coirre a, en revanche, demandé le renvoi devant la cour d'assises de Paris de quatre autres personnes soupçonnées d'une vingtaine d'attaques de banques entre 1994 et 1997. Marcel Lorenzoni demeure mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », en marge de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac et pour « complicité d'assassinat » dans le cadre de l'enquête sur la mort du nationaliste Robert Sozzi, tué le 15 juin 1993.

■ **CORSE** : l'adjudant-chef Eric Moulié, l'un des gendarmes mis en examen dans l'affaire de l'incendie de la paillote « Chez Francis » près d'Ajaccio, a été remis en liberté, jeudi 3 juin. Poursuivi pour « destruction volontaire de biens appartenant à autrui par incendie en bande organisée », M. Moulié était détenu à la prison de la Santé, à Paris.

■ **COGEMA** : les analyses du contenu d'une cuve provenant de la Hague et ramenée à terre par Greenpeace, le 31 mai, ont confirmé le caractère radioactif des effluents laissés par l'usine Cogema, a annoncé, jeudi 3 juin, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire) de Basse-Normandie (*Le Monde* du 2 juin). Cette action de dénonciation de la pollution de l'usine de la Cogema pourrait valoir des poursuites judiciaires à Greenpeace. En ne présentant pas d'autorisation de transport, l'association aurait contrevenu à la loi de 1975 sur le déplacement des matières dangereuses, a précisé la Drire. Un procès-verbal va être transmis prochainement au procureur de la République de Cherbourg.

■ **35 HEURES** : le Medef et la CGPME ont invité les chefs d'entreprise, jeudi 3 juin, à adresser une lettre ouverte à la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, afin d'être « écoutés et respectés » lors de l'élaboration de la seconde loi sur les 35 heures. Dans cette lettre, il est notamment demandé à la ministre d'« accepter que la baisse des charges envisagée (...) compense les coûts supplémentaires de main-d'œuvre ».

Après négociations entre M^{me} Aubry et les médecins spécialistes

Les cardiologues acceptent une régulation, les ophtalmologues la contestent

LES MÉDECINS SPÉCIALISTES, qu'ils le veuillent ou non, vont devoir accepter un encadrement de leur activité. La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) ayant refusé de signer avec l'assurance-maladie une convention couvrant les 50 000 spécialistes libéraux, Martine Aubry a dû adopter, depuis plusieurs mois, une stratégie qui consiste à arracher, profession après profession, des accords portant sur les tarifs et les actes de ces praticiens.

Après celui qu'elle a passé avec les radiologues (*Le Monde* du 12 février), qui est censé dégager 400 millions de francs d'économies en année pleine, M^{me} Aubry va parapher un accord avec les cardiologues.

L'accord accepté par les représentants des quelque 3 500 cardiologues prévoit une diminution du nombre d'échographies doppler et d'exames préopératoires, ainsi qu'une baisse de la cotation de l'échographie bidimensionnelle, dont le tarif passera de 453,60 francs à 289,80 francs. Ces mesures ont été prises au nom des « bonnes pratiques médicales », a souligné M^{me} Aubry, lundi 31 mai, à l'occasion de la publication des comptes de la Sécurité sociale. La masse des honoraires remboursés ne devra pas progresser de plus de 6 % entre décembre 1997 et décembre 2000, soit 2 % l'an, l'enveloppe des honoraires

des cardiologues ne pouvant dépasser 3,966 milliards en 2000.

Des bilans seront dressés le 15 octobre 1999, et les 15 avril et 15 octobre 2000 : en cas de respect des objectifs, il y aura revalorisation des tarifs ; en cas de dérapage, des mesures de récupération du trop-perçu seront prises. L'accord doit rapporter 100 millions à la « Sécu » en année pleine.

Pour le Syndicat national des spécialistes des maladies du cœur et des vaisseaux, la concertation avec le ministère « a paru indispensable compte tenu de l'expérience des radiologues et du vide conventionnel prolongé ». Il se justifie ainsi devant sa « maison-mère », la CSMF, qui rejette ces accords séparés fixant notamment des objectifs de dépenses aux médecins : à chaque signature, c'est un peu de la légitimité de cette organisation représentant tous les médecins qui est entamée.

ACTES EXPLORATOIRES

Malgré cet accord, les tensions entre le gouvernement et l'Etat ne sont pas retombées, comme en témoigne le refus des ophtalmologues de négocier un accord de régulation, alors que leurs dépenses ont dérapé par rapport aux objectifs 1998. Cette profession subira prochainement une baisse des tarifs de ses actes exploratoires pour environ 40 mil-

lions de francs, mais ceux des consultations et des actes chirurgicaux seront maintenus.

M^{me} Aubry a également engagé des discussions avec les anesthésistes libéraux, dont les honoraires ont, eux aussi, fortement progressé ces derniers mois (+8,1 % au premier trimestre par rapport à la même période de 1998). Quant aux biologistes, ils ne décolèrent pas depuis l'annonce par la ministre, le 31 mai, de baisses de tarifs. Ces baisses « se traduiront par une économie en année pleine de 800 millions de francs, a-t-elle prévenu. Elles garantiront toutefois une progression globale du chiffre d'affaires des laboratoires de plus de 4 % sur 1998 et 1999 ».

Ces négociations avec l'Etat devraient - en fait - se dérouler avec la Caisse nationale d'assurance-maladie (salariés), la MSA (agriculteurs) et la Canam (indépendants). Si le gouvernement se retrouve en première ligne sur le front de la maîtrise des dépenses, c'est d'abord parce que les tarifs médicaux sont de son ressort, faute de convention Sécurité sociale-médecins spécialistes, mais aussi parce que le Conseil constitutionnel a annulé en décembre 1998 le système de reversement d'honoraires en cas de dérapage des dépenses. Il est peu probable que la CSMF, premier syndicat médical, revienne à la table des négociations avant 2000.

Jean-Michel Bezat

KOSOVO : 73 JOURS DE CONFLIT

LE MONDE / SAMEDI 5 JUIN 1999



L'acceptation par Slobodan Milosevic et le Parlement serbe du plan de paix proposé par les alliés laisse espérer la fin de la guerre au Kosovo, après plus de deux mois de frappes aériennes. A l'heure des premiers bilans, près d'un million de Kosovars, la plupart d'origine albanaise, ont été déportés. Mais la vérité reste à découvrir sur l'ampleur des massacres réellement perpétrés dans un pays qualifié de « huis-clos de la barbarie » par la Fédération internationale des droits de l'homme

Récit d'une guerre à deux visages

LE Kosovo connaît, depuis le lancement de l'opération « Force alliée » le 24 mars à 19 h 23, une guerre à deux visages. Dans les airs, l'OTAN expérimente contre le gouvernement et les forces militaires de la Serbie sa « guerre du XXI^e siècle ». Au sol, Belgrade poursuit une guerre qu'elle mène depuis huit ans en ex-Yougoslavie, avec pour objectifs principaux l'« épuration ethnique » d'une « terre serbe » et l'anéantissement de combattants rebelles, cette fois les Kosovars albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Deux guerres, deux mondes...

Dans les airs, treize des dix-neuf pays de l'Alliance atlantique mènent, au nom des droits de l'homme et de la morale, une campagne militaire high-tech, non dépourvue d'« erreurs » et de « dommages collatéraux », lançant sur la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) d'innombrables et coûteux missiles, roquettes et bombes, guidés à distance par ordinateur. Au sol, l'armée, les forces paramilitaires et la police serbes conduisent, au nom de l'intégrité de la Yougoslavie et de la lutte antiterroriste, une campagne de harcèlement des bastions de l'UCK, de destruction des villes et des villages albanais, de déportation de la population, d'assassinats et de terreur. Dans les airs, une aventure nouvelle, une stratégie risquée... Au sol, la sinistre continuation d'une guerre déjà vue en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, et au Kosovo depuis mars 1998...

La première guerre de l'OTAN en cinquante années d'existence – excepté des raids aériens limités conduits contre les forces serbes en Bosnie en 1994 et 1995 – est menée contre un pays, la Répu-

blique fédérale de Yougoslavie, qui n'a menacé aucun pays membre de l'Alliance atlantique. L'opération « Force alliée » va à l'encontre de la raison d'être, énoncée après la seconde guerre mondiale et forgée durant la guerre froide, d'une coalition militaire destinée à défendre des Etats, des territoires. Cette fois, hors de son territoire, l'OTAN annonce défendre des « idéaux ». L'unique légitimité des raids aériens est un « devoir moral » destiné à « empêcher un régime autoritaire de continuer à réprimer son peuple en Europe à la fin du XX^e siècle » (Javier Solana), une volonté de « se dresser contre la purification ethnique » et de

Une centrale thermique située dans un quartier résidentiel de Belgrade, bombardée le 4 avril par l'OTAN.

« désamorcer une poudrière » qui exploserait tôt ou tard à la face de l'Europe (Bill Clinton).

Vue de Belgrade, la guerre est de nature évidemment différente. Dans la droite ligne des exigences occidentales des conférences de Rambouillet et de Paris, elle menace la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie en prévoyant le déploiement d'une force de l'OTAN au Kosovo et en ouvrant la porte à une éventuelle future indépendance de la province yougoslave, peuplée à 90 % d'Albanais.

POUR le gouvernement serbe, l'OTAN a choisi d'attaquer un pays qui s'obstine à refuser une force d'« occupation ». « Ce n'est pas seulement le Kosovo qui est en jeu »,

Deux guerres qui se livrent en parallèle, qui ont peur l'une de l'autre, et qui parfois, souvent, se mêlent, s'entrechoquent

a indiqué Slobodan Milosevic à la population serbe, après que les premiers missiles occidentaux se sont abattus sur la Yougoslavie, « c'est la liberté de notre pays ». La télévision de Belgrade a dénoncé jour après jour une Alliance atlan-

Réfugiés conduits au camp de Stenkovac, en Macédoine.

●
Photographies :
Cristina García Roderó/Vu

tique « criminelle » et « fasciste », utilisant dans ses clips de propagande l'image mythique traditionnelle du Serbe résistant aux assauts nazis dans les années 40.

Deux guerres donc, qui se livrent en parallèle, qui ont peur l'une de l'autre, et qui parfois, souvent, se mêlent, s'entrechoquent. Deux mondes qui ont appris à ne plus se comprendre, à refuser le compromis. D'un côté, la « guerre humanitaire » et le spectre de « Munich » d'une Madeleine Albright... De l'autre côté, le combat contre le « génocide des Serbes » des nationalistes de Belgrade...

En lançant son aviation contre la Yougoslavie, ce 24 mars 1999 à 19 h 23, l'OTAN est cependant intervenue au-delà de toutes les prévisions dans le conflit qui opposait depuis un an les forces de Belgrade et l'Armée de libération du Kosovo. L'offensive serbe déclenchée en novembre 1998 s'est intensifiée, étendue, jusqu'à repousser les combattants rebelles dans de misérables poches montagnardes et, surtout, à chasser de leurs maisons, selon le rapport *Effacer l'histoire*, du département d'Etat américain, 90 % des Kosovars albanais, dont 800 000 ont rejoint les pays frontaliers (un million depuis mars 1998).

Dès les premiers jours des raids aériens de l'Alliance atlantique, des colonnes de Kosovars, déportés et fuyards mêlés, sont arrivés aux postes-frontières de la Yougoslavie. Les premiers, souvent des commerçants, des enseignants, ont eu pour unique chance d'être les premiers. Ils ont sauvé des traces de leur vie passée, une voiture, des sacs de vêtements, quelques milliers de deutschemarks. Ils ont perdu l'essentiel, leurs maisons, leur pays, leurs pièces d'identité, parfois un parent qui était absent au moment du départ.



EMIL VAS/REUTERS



Près d'un million d'Albanais de souche, de tous âges et de toutes conditions, ont dû quitter le Kosovo. La plupart ont trouvé refuge dans les camps aménagés en Macédoine, à Brazda, Blace et Stankovic (photos ci-dessus et en bas à gauche), et en Albanie, à Kukës (en bas à droite).



« Un huis clos de barbarie »

EN SOIXANTE-TREIZE JOURS de guerre, tout ou presque a été révélé sur les conditions qui entourèrent l'exode contraint et massif des Albanais du Kosovo. De nombreux reportages, divers rapports émis par des ONG, ont abondamment évoqué leur exode. Ville après village, quartier par quartier, maison par maison, l'« épuration ethnique » expérimentée par les forces serbes lors des guerres de Croatie et de Bosnie au début des années 90 a atteint son paroxysme au Kosovo, aboutissant au plus grand déplacement de population qu'ait connu l'Europe depuis la seconde guerre mondiale. Depuis mars 1998, militaires, forces spéciales et paramilitaires serbes ont chassé un million de personnes, soit environ 55 % de la population albanaise de souche, estimée, depuis le recensement de 1991, à 1 800 000 personnes.

Pour que les exactions serbes ne restent pas impunies, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a mandaté plusieurs missions en Macédoine, au Monténégro et en Albanie. Le rapport de cette première enquête sur les crimes de guerre au Kosovo ont été effectués « dans une optique résolument judiciaire », « afin de répondre au besoin impérieux de justice » exprimé par les témoins. Il apparaît ainsi que la déportation des Albanais du Kosovo, « eu égard à son caractère massif, est susceptible d'être qualifiée de crime contre l'humanité » visé à l'article 5 du statut du Tribunal international.

EFFACER LE PASSÉ D'UN PEUPLE

Contrairement à ce qu'a pu affirmer la propagande serbe, il s'agit bien d'une véritable expulsion. « Aucune des personnes entendues n'est partie de façon volontaire », souligne la FIDH. Tous ont quitté la province en abandonnant derrière eux leurs biens (souvent pillés puis incendiés), leurs animaux, leurs effets personnels et parfois leur argent. Certains racontent comment ils ont été contraints de laisser sur place des parents invalides qui ont ensuite été exécutés par les forces serbes.

Les expulsions « massives, organisées et systématiques » attestent d'« une résolution des autorités de Belgrade de vider, sans délai, le Kosovo de

sa population ». La manière d'opérer : menaces de morts, parfois exécutions pour l'exemple, le racket des populations, le pillage de leurs biens, leur destruction confirment le caractère méthodique de l'épuration. Alors que l'ampleur des dégradations pourra bientôt être appréciée, la FIDH considère ces agissements comme des violations des lois et coutumes de la guerre, telles que définies à l'article 3 du statut du TPI.

Le rapport stigmatise la volonté d'« effacer physiquement le passé et l'histoire d'un peuple entier » lorsqu'on retire aux Albanais leurs papiers d'identité ou lorsqu'aux postes frontières d'Albanie ou de Macédoine les plaques d'immatriculation des voitures des réfugiés sont arrachées par les douaniers serbes. La réquisition et la destruction des papiers d'identité « n'ont pas été systématiques », reconnaît le rapport. La plupart des réfugiés qui se sont dirigés vers le Monténégro ont pu garder leurs papiers. En revanche, à Pristina, ce sont des rues et un quai de gare « jonchés de papiers d'identité déchirés » que décrivent maints témoignages. Les archives de l'état civil, certains cadastres, auraient également été détruits.

Enfin, c'est sous les investives des Serbes : « Vous vouliez l'UCK [l'Armée de libération du Kosovo], vous vouliez l'OTAN, vous aurez l'Albanie ! » ou « le Kosovo est une terre serbe, jamais vous ne reviendrez ! » que les colonnes de réfugiés sont poussées vers l'« entonnoir de Blace », le no man's land du poste-frontière macédonien où, lors de l'afflux massif de Kosovars à la mi-avril, plusieurs dizaines de personnes trouveront la mort, dans l'attente et faute de soins. « Au-delà de la destruction des choses qui s'opère à huis clos, c'est un peuple que l'on ampute de son passé », déplore la FIDH. C'est aussi, en cas de retour négocié des réfugiés dans le cadre d'un futur accord de paix, « rendre l'identification des Kosovars d'une inextricable difficulté », conclut le rapport. Aussi, cette volonté d'« extermination identitaire » serait susceptible d'entrer dans le champ des crimes contre l'humanité prévus à l'article 5 des statuts du TPI.

La FIDH demande l'inculpation de sept responsables, décideurs ou exécutants, qui devraient « être activement recherchés et mis en

accusation devant le TPI ». Il s'agit des chefs de guerre Zeljko Raznatovic dit « Arkan », de Franki Simatovic, chef de la garde rapprochée de Slobodan Milosevic, du général Nebojsa Pavkovic, responsable de l'envoi des troupes dans la province, de Streten Lukic, autre chef des forces spéciales, de Jovisa Stanisic, ancien patron de la police secrète et conseiller de M. Milosevic, et enfin de Vladimir Djordjevic, directeur de la sûreté de la République de Serbie.

« LE DEVENIR DU KOSOVO ÉTAIT ÉCRIT »

Mais l'un des aspects les plus éclairants du rapport est qu'il rappelle que, « dès 1986, le devenir du Kosovo était écrit ». Le mémorandum écrit par l'Académie des sciences de Serbie cette année-là, faisant allusion à « un génocide du peuple serbe au Kosovo » par les Albanais. Cette idée, tout droit sortie de l'imagination de ses rédacteurs, allait servir de fondement à la politique d'épuration ethnique de M. Milosevic pour toute l'ex-Yougoslavie. Le 22 février 1999, soit un mois avant les frappes et le jour même de la clôture de la réunion de Rambouillet, la mission de vérification de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, la KVM, déployée à l'automne 1998 dans la province, notait : « Samedi les forces serbes ont bombardé le village de Studencan, contraignant à la fuite des centaines d'Albanais. D'importants mouvements militaires et de forces spéciales ont été remarqués au Kosovo. » Le 1^{er} mars, la KVM rapporte : « Il existe des signes continus selon lesquels le renforcement des forces armées et spéciales tendent à une offensive majeure contre les Albanais, à la fois l'UCK et les civils. Les actes de violence rapportés ces derniers jours à Bukos et Pustenik laissent présager une grande offensive. »

Mais il est toujours possible de remonter plus avant dans le temps : un document émanant du ministère des affaires étrangères yougoslave, rédigé en... 1929 et cité dans le rapport, stipule : « Notre thèse a toujours été qu'il n'y a pas de minorité dans les régions du sud de la Yougoslavie. »

Marie Jégo

●●● Ils étaient les premiers, et avaient déjà les visages graves, les regards embués de larmes, des exilés.

Puis sont arrivés les citadins ordinaires, dans des autobus affrétés par les soldats serbes. Leurs récits ont confirmé ce que les précédents témoignages avaient prudemment esquissé : Belgrade mettait en œuvre un programme d'expulsion massive de la population d'origine albanaise du Kosovo. Ils ont raconté un Kosovo qui « sombre en enfer », les bruits de bottes dans les rues, les tirs d'armes automatiques dans la nuit, les portes enfoncées, les cris, les hurlements... Ils ont raconté les avertissements de la police, l'arrivée brutale de l'armée, la terreur semée par les unités paramilitaires. Ils ont raconté les voisins serbes qui cachent un jeune homme, qui offrent un peu de nourriture, qui promettent de veiller sur la maison, et aussi les voisins serbes qui rejoignent les rangs des milices, qui paradent avec un fusil, qui libèrent soudainement des années de frustrations et de rage... Ils ont raconté les détails de la déportation, les regroupements dans les gares routières, les tris, les pleurs des femmes, l'angoisse des enfants, les départs pour une destination inconnue... A Morina (Albanie), à Blace (Macédoine), à Rozaje (Monténégro), ils ont été débarqués des autobus, des camions, et se sont effondrés, en attendant d'aller rejoindre les camps peu à peu bâtis par les organisations humanitaires.

EN une semaine, 120 000 Kosovars ont quitté la province yougoslave. L'ONU a dénoncé « une campagne haineuse et systématique de nettoyage ethnique », tandis que les Etats-Unis ont évoqué des « raisons de craindre le pire » pour les Albanais du Kosovo. A ce moment-là,

l'OTAN croit encore en sa théorie d'un Milosevic cédant en moins de quinze jours de bombardements, un président yougoslave prêt à brader le Kosovo dès qu'il entend le son du canon, qu'il est exposé au feu ennemi.

Puis sont arrivés les fantômes errants du Kosovo... A pied, ils ont fui les villes et les villages, dans les dernières neiges d'un hiver maudit, la peur de croiser une patrouille serbe nichée au creux de l'estomac. Ils ont marché des jours entiers, des nuits balayées par le vent glacial, à travers les montagnes. Et ils

Des histoires terrifiantes ont surgi sur la route de l'exil... « Un véritable abattoir », craint Joschka Fischer

ont raconté les cagoules noires ivres de violence, les derniers hommes abattus, les villages incendiés... Ils ont commencé à dévoiler « le pire », le sort réservé à ces villages où les combattants de l'UCK trouvaient toujours un refuge, des mains amies, des compagnons de guérilla.

Des histoires terrifiantes ont surgi sur la route de l'exil... Un enfant exécuté pour que sa famille se hâte sur le chemin du départ. Des hommes conduits au bord d'une rivière et fusillés. Une femme que l'on croyait morte conduite en camion, engloutie au milieu des corps de ses enfants et de ses voisins, jusqu'à une fosse commune. Des viols aussi, et pas uniquement commis par des combattants saouls dans des villages perdus.

KOSOVO : 73 JOURS DE CONFLIT



Des viols de jeunes filles arrachées aux voitures et aux autobus, à un *check-point*, à un poste de douane. Certaines ont été autorisées à poursuivre ensuite leur chemin, brisées, humiliées, tandis que d'autres n'ont plus jamais donné signe de vie.

« Un véritable abattoir », craint le ministre allemand Joscha Fisher, deux semaines après le déclenchement de « Force alliée ». Des voix s'élèvent en Europe pour que cessent les raids aériens sur la Yougoslavie, parce qu'ils seraient à l'origine des infinies souffrances des Kosovars. L'Allemagne révèle le plan de l'armée yougoslave baptisé *Potkova, Fer à cheval*, daté du 26 février, et qui prévoyait l'expulsion des civils albanais de la province. Il confirme ce que huit années de chaos balkaniques avaient déjà enseigné : l'« épuration ethnique » est le but de la guerre, et non sa conséquence malencontreuse.

Belgrade intensifie aussi sa lutte contre les maquis de l'Armée de libération du Kosovo. Le bastion-phare de l'UCK, dans la vallée de la Drenica, serait tombé. Dans l'ouest de la province, autour de Pec, les unités sont détruites les unes après les autres. Des colonnes de combattants en déroute errent dans les montagnes, tentant d'éviter les embuscades serbes, de rejoindre une position encore à peu près défendue, de sauver les blessés. A Rugova, dernière caserne avant les parois du Monténégro où les combattants sont fiers de résister, où ils révèlent qu'ils transmettent des informations sur les cibles serbes à l'OTAN, où ils pensent gagner leur guerre parce que le monde entier serait à leurs côtés, on se rend vite à l'évidence. Les Serbes avancent chaque jour. Les Serbes guettent leur proie. Les Serbes ne sont arrêtés ni par les raids aériens de l'Alliance atlantique ni par des guérilleros mal entraînés.

Car il ne semble guère évident que les forces militaires serbes soient les premières victimes de l'autre guerre, celle que mènent les pilotes de l'OTAN à 6 000 mètres d'altitude. Car, après avoir harcelé les positions militaires yougoslaves les plus sensibles (aéroports, batteries de défense anti-aérienne, radars, centres de communication), les avions occidentales frappent désormais les villes et leurs faubourgs, des bâtiments civils, des usines, l'infrastructure économique du pays, des objectifs politiques. L'immeuble de la télévision de Belgrade ou la résidence de Slobodan Milosevic sont pris pour cibles.

Sous les éclairs un peu irréels et les explosions télévisuelles apparaissent des morts serbes, des morts portant rarement l'uniforme des « chiens de guerre » cagoulés qui sèment la terreur au Kosovo.

C'EST le temps des « dommages collatéraux ». Des voix s'élèvent cette fois en Europe pour l'arrêt des raids aériens non seulement parce qu'ils provoquent la déportation et le carnage, mais aussi parce qu'ils sèment la mort chez des Serbes innocents et, parfois, chez des Kosovars albanais que l'OTAN entend protéger. Un missile sur l'ambassade chinoise à Belgrade déclenche des manifestations anti-américaines à Pékin. Boris Eltsine brandit la menace d'« une guerre européenne et peut-être mondiale ».

La population serbe déserte peu à peu les manifestations qui lui avaient attiré une certaine sympathie à l'étranger, les concerts de rock, les veillées nocturnes sur les ponts de Belgrade. Elle hésite entre l'envie d'une paix immédiate, sa lassitude face à une spirale guerrière à laquelle elle ne voit aucune issue, et ses pulsions suicidaires, ce sentiment que la nation serbe se forgera à nouveau sur une défaite cinglante, six siècles après la bataille perdue contre les Ottomans à Kosovo Polje, le Champ des Merles. Une défaite devenue le

Les Serbes avancent chaque jour. Les Serbes guettent leur proie. Les Serbes ne sont arrêtés ni par les raids aériens de l'Alliance atlantique ni par des guérilleros mal entraînés

mythe fondateur de sa ferveur nationaliste. C'est à Kosovo Polje que Slobodan Milosevic affirme, en célébrant le sixième centenaire de 28 juin 1989, que « la Serbie se trouve devant de nouvelles batailles ». C'est avec la légende de Kosovo Polje qu'a été ravivée l'idée que la terre est serbe partout où une tombe serbe a été creusée, partout où le sang serbe a coulé.

En Yougoslavie assaillie par l'« agression fasciste », les voix des opposants à Slobodan Milosevic s'éteignent. Nul ne reconnaît publiquement les exactions perpétrées au Kosovo. Un seul homme se dresse contre le président yougoslave, sans toutefois menacer son pouvoir à Belgrade : Milo Djukanovic, le président du Monténégro. A Podgorica, on craint que l'armée tente un coup d'Etat. La seule tentative de dissonance à Belgrade émane du vice-premier ministre Vuk Draskovic, chanteur fou du nationalisme avant de pratiquer des aller-retours entre les gouvernements et les geôles de Milosevic, qui exhorte le pouvoir à « ne plus

Les avions occidentales frappent désormais les villes et leurs faubourgs. C'est le temps des « dommages collatéraux »

mentir au peuple » sur la victoire grandiose qui s'annonce et à avoir « le courage d'aller vers un compromis » avec l'OTAN. Vuk Draskovic est limogé. Le verdict est tombé, Slobodan Milosevic est le seul maître à bord du navire qui tangue.

Avril, mai... La guerre à deux visages continue. Raids aériens occidentaux et exactions serbes s'intensifient. Ibrahim Rugova, le « président » du Kosovo albanais et clandestin, quitte Pristina et arrive à Rome, où il supplie : « Sauvez mon peuple ! ». Il se défend d'avoir trahi les combattants de l'UCK en réclamant l'arrêt des bombardements de l'OTAN. Le rapport du département d'Etat

parle désormais des « *killing fields* », les champs de la mort, du Kosovo. Derrière les centaines de milliers de Kosovars déportés, ce serait l'anéantissement et la désolation. Washington évoque un bilan provisoire de cinq cents villages incendiés, d'exécutions dans soixante-dix localités, de huit charniers...

A Kosare, sur le front que l'UCK tente de percer à partir de l'Albanie, s'ajoute à la guerre du Kosovo un troisième visage. Ce n'est ni l'aviation occidentale harcelant l'armée serbe, ni l'armée serbe traquant les civils albanais. C'est la guerre de reconquête à laquelle rêve l'UCK d'Albanie. ●●●

Plus de trente-trois mille missions aériennes

À L'AUTOMNE 1998, les états-majors de l'OTAN présentent aux seize gouvernements membres de l'Alliance atlantique – ils deviendront dix-neuf en avril 1999 – une série d'options militaires concernant la Serbie et le Kosovo. Il s'est agi, pour eux, de planifier toute une gamme d'opérations sans exclusive, y compris des interventions terrestres d'envergure et de vive force, à charge pour chaque pays de choisir l'option qui lui paraît la plus adéquate compte tenu des moyens qu'il est prêt à lui consacrer et des risques qu'il accepte ou non d'assumer pour les forces qu'il engage.

Le choix majeur était entre ne rien faire ou organiser des opérations contre des forces serbes, au Kosovo, composées d'unités régulières assez modestement équipées mais entraînées à se dissimuler, et des forces de répression interne actives (policières, paramilitaires ou miliciennes).

C'est une décision collective des seize gouvernements impliqués qui a eu pour effet d'écarter plusieurs scénarios d'une intervention terrestre, mobilisant jusqu'à 150 000, voire 200 000 hommes pour une reconquête du territoire kosovar, pour des raisons qui tiennent au délai de mise sur pied d'une telle force et à la sécurité des personnels engagés dans un environnement particulièrement hostile : on recensait pas moins de 40 000 combattants serbes au Kosovo, dotés de 300 chars, de 200 canons et de 600 véhicules de transport de troupes, protégés par une aviation et une défense anti-aérienne puissantes dans la tradition des armées est-européennes.

ALTITUDE DE SÉCURITÉ

En fin de compte, la doctrine retenue, autant par les Etats-Unis que par leurs alliés européens, fut celle des bombardements aériens depuis une altitude de sécurité (plus de 5 000 mètres) et à une distance de tir suffisante pour échapper aux contre-batteries anti-aériennes des Serbes.

A partir du 24 mars, date des premières frappes, l'OTAN a mis en œuvre environ 400 avions, dont 120 étaient aptes à des bombardements, depuis le territoire italien, et des

porte-avions en Adriatique. Mais les conditions météorologiques et l'approche choisie – volontairement progressive – pour ces attaques aériennes, dans l'espoir d'amener Slobodan Milosevic à la table des négociations, a fait que, durant les quarante premiers jours de la campagne « Force alliée », le nombre des raids fut entre huit et dix fois moindre que durant le même temps dans le Golfe, début 1991. Pourtant, c'est dès le 3 avril que l'OTAN décidait de frapper au cœur de Belgrade, puis le 21 avril que des symboles politiques forts, comme une résidence et le siège du parti de M. Milosevic, étaient la cible des frappes, et, à partir du 23 avril, que des stations de radiotélévision étaient bombardées.

Dès le début, l'OTAN s'était fixé comme objectif de mener ses actions aériennes durant quelque dix semaines sur environ 800 cibles (*Le Monde* du 17 avril). Mais, cette tactique n'obtenant pas le résultat escompté de « faire sortir du bois » M. Milosevic, selon l'expression d'un général de l'OTAN, les alliés ont pris l'initiative d'élargir la gamme des cibles, à environ 2 000, et d'intensifier les bombardements (*Le Monde* du 28 avril). On est alors passé à 550 avions, dont 250 étaient capables de missions offensives, puis à une armada plus complète de quelque 800 aéronaves, dont 24 hélicoptères Apache en Albanie, restés à ce jour sans emploi précis.

Cette aggravation du volume des frappes et le nombre accru des avions, susceptibles d'intervenir de jour comme de nuit, a contribué à affaiblir l'économie yougoslave et à multiplier les méprises meurtrières, faisant des victimes parmi les civils, comme cette attaque par erreur, le 8 mai, de l'ambassade de Chine à Belgrade ou le bombardement, le 14 mai, d'un village, dans le sud du Kosovo, qui provoqua la mort de 87 personnes.

Au soixante-dixième jour de l'opération « Force alliée », peu avant le vote du Parlement serbe et la décision de M. Milosevic de se rendre aux exigences du G 8, l'OTAN disposait de 1 090 avions, dont les trois quarts aux couleurs des Etats-Unis, basés en Italie, en Adriatique, en Hongrie et en Turquie ; elle avait

accompli 33 120 missions au-dessus de la Serbie et du Kosovo (dont environ 9 000 à 10 000 ont été des raids offensifs) et largué 16 000 munitions (missiles, bombes et roquettes) sur 1 950 cibles, dont certaines ont subi des attaques renouvelées.

Outre les objectifs à caractère stratégique qu'ont été des infrastructures vitales pour la population (les ponts du Danube, des routes, des voies de chemin de fer, les réseaux d'électricité et les adductions d'eau), des usines ou des stocks pétroliers, l'OTAN s'en est prise aux forces armées en Serbie et à l'intérieur du Kosovo : selon les estimations des alliés, plus de 600 équipements majeurs (120 chars, 200 véhicules et 300 pièces d'artillerie) ont été touchés, les commandements de la 1^{re} et de la III^e armée ont été neutralisés, une centaine d'avions détruits ou endommagés en vol et au sol, la moitié des entrepôts de munitions mis hors service et les trois quarts des systèmes fixes de défense sol-air rendus inopérants.

INCIDENTS MÉCANIQUES

L'OTAN a reconnu avoir perdu un avion « furtif » F-117 (le 28 mars), un Harrier (le 1^{er} mai) et un F-16 (le 2 mai), en récupérant à chaque fois le pilote (américain), et deux hélicoptères Apache (les 26 avril et 5 mai), en vol d'entraînement en Albanie, à la suite d'incidents sans doute mécaniques, qui ont provoqué la mort de deux militaires américains.

Au total, mais à des degrés de contribution très variables, treize des pays membres de l'Alliance atlantique ont participé à « Force alliée » durant ces deux mois de bombardements. Ainsi la France a accompli 20,2 % des missions de reconnaissance ou de soutien et 12,8 % des attaques aériennes et de la surveillance de l'espace aérien. Six Etats ne se sont pas directement impliqués dans les raids : la Grèce, pour des raisons politiques ; l'Islande et le Luxembourg, qui n'ont pas d'armée ; la République tchèque et la Pologne, qui ont officiellement rallié l'OTAN en avril, et la Hongrie, qui a toutefois servi de base arrière.

Jacques Isnard



A gauche, un camp d'entraînement de l'Armée de libération du Kosovo situé dans le nord de l'Albanie, à 700 mètres de la frontière serbe. A droite, un militaire de l'UCK observe le territoire kosovar depuis ce camp d'entraînement.

Un groupe de volontaires de l'UCK en provenance de Berlin arrive dans le port albanais de Durrës (en bas à gauche). Après avoir reçu leur « paquetage », ils sont acheminés vers un camp d'entraînement (en bas au centre).

ABBADY / STUDIO B / BLACK STAR



ABBADY / STUDIO B / BLACK STAR

Deux soldats de l'UCK, abattus par des snippers en tentant de franchir la frontière entre l'Albanie et le Kosovo, sont enterrés dans le village de Bajram Curri (en bas à droite).



FACELY / SIPA



KARIM BEN KHALIFA / EDITING



●●● L'horizon se limite cependant à dix kilomètres, un horizon noir comme une barrière sur laquelle viennent se fracasser les combattants kosovars fraîchement arrivés du monde entier. Dix kilomètres d'une guerre de positions dérisoire, dans des collines secouées par les obus de mortiers. Et l'OTAN choisit Kosare pour commettre une énième erreur

de cartographie : elle pilonne la caserne qui symbolise la seule et unique victoire de l'UCK en un an de guerre, croyant encore être face à un poste-frontière de l'armée yougoslave. Coup de théâtre. Les diplomates finissent par revenir sur le devant de la scène. Malgré le refus des compromis, malgré la mort qui rôde, au 72^e jour de l'opération « Force al-

liée », Slobodan Milosevic annonce finalement qu'il accepte les conditions de l'Alliance atlantique. Coup de poker ou capitulation ? L'entrée de l'OTAN au Kosovo, ce serait un peu le crépuscule du mythe de Kosovo Polje.

A l'heure du premier bilan, la tragédie est immense. 800 000 Kosovars albanais ont été déportés. Et le Kosovo

recèle encore ses secrets. Combien de morts albanais, emportés par les rivières, enterrés dans des charniers ? Combien de civils perdus dans les montagnes, traqués, affamés, épuisés ? Combien de morts serbes, surtout militaires, que Belgrade dissimule à son opinion publique ? L'absence d'observateurs au Kosovo ne signifie pourtant pas que

la guerre s'est déroulée à huis clos. En soixante-douze jours, 800 000 déportés ont été jetés hors de leur pays. 800 000 témoins.

De ces témoignages surgis des forêts de tentes des camps d'Albanie, de Macédoine et du Monténégro, est venu ce qui restera peut-être le plus profond tournant de ce printemps, après dix années de troubles balka-

niques : l'inculpation de Slobodan Milosevic pour « crimes contre l'humanité » et « crimes de guerre » par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye (TPIY). Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un chef d'Etat en exercice est appelé à répondre de ses actes devant une cour de justice universelle. Criminel de guerre non inculpé par le TPIY en Bosnie-Herzégovine, Slobodan Milosevic fut un partenaire lors des négociations de paix de Dayton. Criminel de guerre inculpé par le TPIY au Kosovo, il aura du mal à apparaître dorénavant comme un homme de paix lors des discussions sur l'avenir de la région. Les autres traces de cette guerre ne seront décelées que dans un après-guerre plus lointain. Le nationalisme

La diplomatie européenne aux commandes

DANS LE DOMAINE de la diplomatie, la crise du Kosovo, c'est une histoire inédite : les Européens prenant en main, une fois n'est pas coutume, sinon le *leadership* affiché, du moins la conception et l'initiative dans la gestion d'une crise internationale.

Les préjugés anti-américains et la suprématie des Etats-Unis dans le domaine militaire auront masqué jusqu'au bout, aux yeux de beaucoup, cette réalité ; pourtant, d'un bout à l'autre, ce sont les Européens – Français, Britanniques, Allemands – qui ont été à l'origine de la plupart des démarches entreprises ; ce sont eux qui ont convaincu le président des Etats-Unis de l'importance politique de l'enjeu et de la nécessité de prendre le risque d'une intervention militaire ; ce sont eux qui ont imposé, parallèlement aux bombardements, la stratégie diplomatique qui a triomphé jeudi de Slobodan Milosevic.

C'est à l'été 1998 que les pressions européennes en faveur d'une plus grande fermeté ont vraiment commencé à se faire sentir sur la direction américaine. La crise, latente depuis dix ans, avait éclaté en mars au Kosovo, lorsque Belgrade avait lancé une violente offensive contre le mouvement armé de l'UCK récemment apparu et contre les civils albanais. Une résolution (la 1160) votée le 31 mars 1998 à l'ONU était restée sans effet. Le « Groupe de contact » constitué lors de la guerre en Bosnie (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie et Russie) avait multiplié les réunions, en vain ; Richard Holbrooke avait repris du service et faisait d'incessantes navettes entre Belgrade et Pristina ; l'aviation de l'OTAN s'était livrée en juin à des manœuvres gesticulatoires au-dessus de l'Albanie et de la Macédoine ; mais la politique américaine ne semblait pas cohérente et rien de tout cela n'intimidait Slobodan Milosevic.

Au début de l'été, l'idée qu'il va falloir menacer sérieusement Belgrade d'un recours à la force mûrit chez les Britanniques et les Français (à l'Elysée du moins, car le Quai d'Orsay est alors tétanisé par les succès militaires de l'UCK et surtout préoccupé par le risque de déstabilisation que court toute la région). En juillet, la Grande-Bretagne ouvre trop tôt à l'ONU un débat qui tourne court sur un projet de résolution.

En septembre, devant la violence de la contre-offensive menée par les forces serbes, qui, pour réduire l'UCK, ont déjà à cette date

jeté sur les routes de l'exode 300 000 civils albanais et brûlé des centaines de villages, c'est l'Elysée qui sonne l'alarme. Le 13 septembre, dans un long entretien avec Bill Clinton, Jacques Chirac le persuade de réunir le Groupe de contact et de reprendre l'examen d'une résolution autorisant le recours à la force. Les Etats-Unis ne veulent pas s'exposer à un veto russe, ni ne sont prêts à s'engager militairement.

BRANDIR UNE MENACE CRÉDIBLE

Grâce aux efforts européens, la résolution 1199 sera cependant votée à l'ONU le 23 septembre. Adoptée dans le cadre du chapitre 7 de la Charte, elle exige la cessation des hostilités et un retrait des forces serbes ; elle déclare que le Conseil prendra « des mesures additionnelles » en cas de non-exécution, ce qui est interprété par les Occidentaux comme l'autorisation de recourir à la force, mais pas par les Russes. Emboitant le pas à l'ONU, l'OTAN, le 25 septembre, précise sa menace d'intervention aérienne. A la demande de la France et de l'Allemagne, les plans d'intervention massive conçus par les militaires de l'Alliance à l'été

M. Milosevic rencontre les médiateurs internationaux à Belgrade le 3 juin (ci-dessous).



REUTERS

ont été révisés au profit d'une stratégie d'intervention graduelle plus réaliste et donc plus crédible.

Après des massacres qui font une trentaine de victimes début octobre, la menace de l'OTAN devient ultimatum. Le 13 octobre, Richard Holbrooke obtient de Milosevic l'engagement de retirer une partie des forces de sécurité déployées au Kosovo, de laisser entrer dans la province des observateurs sans armes mandatés par l'OSCE et d'ouvrir des négociations avec la communauté albanaise.

Aucun de ces engagements ne sera respecté. A la fin de l'année, la répression redouble de violence au Kosovo. Après le massacre de 45 civils à Racak, le 15 janvier, Jacques Chirac et Tony Blair haussent le ton, réclamant une stratégie plus efficace : la prétention de Washington à gérer seul le dossier n'a aucune raison d'être, vu ses résultats. Il faut, estiment-ils, brandir une menace militaire crédible pour avoir une chance de faire aboutir une solution négociée.

MM. Chirac et Blair donnent une dimension nouvelle à l'engagement occidental en annonçant le 28 janvier qu'ils sont prêts à engager des troupes au sol au Kosovo pour mettre en œuvre un accord négocié. Le même jour, le Groupe de contact, réuni en dépit des réticences initiales de M^{me} Albright, convoque les

parties au conflit pour des négociations à Rambouillet. Elles s'ouvrent le 6 février sur la base d'un plan établi par le Groupe de contact qui prévoit l'autonomie de la province, son maintien dans la Yougoslavie et le déploiement d'une force internationale. Le 23 février, les discussions sont suspendues, les négociateurs annoncent qu'elles reprendront le 15 mars. Ils font état d'un accord des deux parties sur les aspects politiques du plan, la délégation albanaise demandant toutefois à « consulter sa base » ; elle confirmera officiellement son accord en revenant en mars à Paris. La délégation serbe n'a pas voulu discuter de la partie militaire du plan, dont l'examen est renvoyé au mois de mars.

RAPPROCHEMENT AVEC MOSCOU

Le 15 mars, tout le monde se retrouve avenue Kléber à Paris. Entre-temps, Belgrade a massé des milliers d'hommes au Kosovo et alentour. Trois jours plus tard, les organisateurs de la négociation se rendent à l'évidence : inutile de continuer, les Serbes refusent la partie militaire du plan et remettent en cause certaines dispositions politiques qu'ils avaient acceptées à Rambouillet. Richard Holbrooke tente encore une ultime – et vaine – mission à Belgrade, alors que l'armée yougoslave a déjà engagé une offensive d'envergure au Kosovo. Le 24 mars, l'aviation de l'OTAN entre en action.

Depuis, ce sont les Européens – la France et l'Allemagne surtout – qui ont guidé la diplomatie occidentale, tout entière orientée vers Moscou. Jacques Chirac s'en était expliqué très tôt avec Bill Clinton : les efforts en direction de la Russie n'impliquaient aucune transaction sur les conditions posées par les alliés à un arrêt des frappes, pas plus que les initiatives françaises pour mettre très tôt l'ONU dans le jeu par l'intermédiaire de son secrétaire général. Tout cela était nécessaire, non seulement pour accentuer la pression sur Milosevic, mais aussi pour ne pas risquer de perdre le contrôle de cette crise et de la voir dégénérer en une crise mondiale.

C'est cette stratégie de fermeté envers Belgrade, de rapprochement avec Moscou et de réconciliation avec l'ONU, dont la France aura été le plus actif promoteur, qui vient de l'emporter.

A l'heure du premier bilan, la tragédie est immense. 800 000 personnes ont été déportées. Et le Kosovo recèle encore ses secrets

serbe en est-il à sa capitulation ou à sa renaissance ? Et le nationalisme albanais ? Des déportés retrouveront-ils, pour la première fois dans l'histoire chaotique des Balkans, leurs foyers ? Et quel est l'avenir pour les guerres déclarées arbitrairement au nom d'un « devoir moral » ? Sur le front de Junik, vers le 55^e jour de l'opération « Force allié », les deux visages de la guerre au Kosovo, rythmés par la course des nuages, étaient clairement perceptibles. Les jours de beau temps, l'OTAN prenait l'initiative des combats. Ses avions survolaient et bombardaient la plaine de Djakovica. Ses missiles vrombissaient. Les jours de sale temps, les combats prenaient entre soldats serbes et rebelles albanais, d'une tranchée boueuse à l'autre, d'une position de sniper à l'autre.

Derrière le front, c'était l'Albanie, ses camps de déportés et de réfugiés, ses âmes déracinées. Devant, au-delà du front, c'était le Kosovo, sa tragédie, sa part de mystère.

La valeur et l'argent

« **MON OBJECTIF** est la création de valeur pour l'actionnaire », tel est le leitmotiv des chefs d'entreprise aujourd'hui.

Je n'avais pas prêté attention au dévoilement des mots. Il ne s'agissait, pensais-je, que d'une mode éphémère qui n'influerait pas sur les rapports sociaux. Après tout, depuis que le monde est monde, les hommes s'agitent pour créer de la valeur. Que la création de valeur apparaisse comme le but ultime de l'activité d'une entreprise n'avait donc rien de quoi étonner. C'est vrai, on peut dire cela, comme on peut dire bien autre chose, par exemple que l'esprit d'entreprise a pour motivation le profit. La nouvelle expression n'était qu'une simple extension du langage politiquement correct au domaine de l'économie. Créer de la valeur, on en conviendra, semble a priori une activité plus noble que faire du profit. Semble, parce que les économistes n'ont en aucune manière une acception péjorative du terme profit. Ce dernier est la récompense de l'esprit d'entreprise, la rémunération de l'entrepreneur au sens de Joseph Schumpeter, c'est-à-dire de l'agent chargé de l'innovation et du processus de destruction créatrice qui s'ensuit.

UNE CHOSE SÉRIEUSE

Mais l'insistance, dans les discours, dans les rapports aux assemblées générales, dans la communication, sur l'expression « création de valeur » finit par me mettre la puce à l'oreille. Fait aggravant, plusieurs de mes amis l'utilisaient sans état d'âme. Je n'avais que deux attitudes possibles : puisque l'expression, pour quelque raison non encore consciente, me déplaisait, il suffisait que je ne m'en serve point, comme cela est le cas de nombreuses expressions, telle « quelque part » qui à un moment fit florès ; ou bien il y avait vraiment anguille sous roche, et je devais tenter d'expliquer davantage mon malaise devant cette soudaine intrusion d'un concept fondamental de la science économique dans le langage courant.

Car la question de la valeur est chose sérieuse pour les économistes ; elle est au cœur des contributions des plus grands d'entre eux : Adam Smith, Ricardo, Karl Marx, John Hicks, Gérard Debreu, etc. Un minimum de précaution est nécessaire lorsque l'on souhaite l'utiliser. Ce qui donne de la valeur aux choses, c'est la quantité de travail qui y est incorporée, réponse classique, ou l'utilité qu'elles représentent pour les consommateurs, réponse néo-classique. Tout geste de l'homme dans le domaine économique *lato sensu* a pour objet de créer de la valeur. Ainsi en est-il de l'étudiant, qui apprend et dont le savoir permettra par la suite de faire progresser les méthodes d'organisation et les processus de production ; du fonctionnaire, qui produit un bien public désiré par l'ensemble des citoyens ; de l'entre-

preneur, qui combine travail et capital pour produire un bien utile pour les consommateurs ; du chercheur, dont les travaux permettront d'accroître la productivité future ou de fournir un nouveau service à la société ; du romancier, dont les écrits feront rêver les lecteurs ; etc.

D'où vient donc cette appropriation par les PDG de société d'un terme générique qui décrit l'activité humaine dans l'ordre économique ? C'est qu'il entretient la confusion entre la création de valeur, activité noble s'il en est, et la captation de la valeur, une fois créée, qui l'est beaucoup moins. Il est évidemment souhaitable que la société dans son ensemble crée la plus grande valeur possible. Mais tout aussi importante est la question de la répartition de cette valeur entre les catégories sociales qui ont contribué à la créer. La production et la répartition ne sont pas, cependant, des opérations indépendantes. Une répartition inéquitable ou ressentie comme telle peut désinciter à la création de valeur.

Or le discours des entrepreneurs consiste à promettre aux actionnaires la plus grande création de valeur pour eux. L'objectif avoué est donc de faire en sorte que ces derniers puissent capter à leur profit la part la plus importante de la valeur créée par l'activité d'entreprise, dont l'un des moteurs principaux est le travail des salariés. (Il fut un temps où l'on se préoccupait de la juste répartition des fruits de la croissance entre les différents acteurs, mais il faut convenir qu'il semble lointain.) Or il peut arriver que la « création de valeur pour les actionnaires » repose sur une destruction de valeur pour la société.

Ainsi en est-il des programmes de licenciement ou de mise à la retraite anticipée lorsqu'ils contribuent à accroître la valeur des actions, alors même que leur motivation est à court terme.

GLISSEMENT SÉMANTIQUE

Il n'y aurait rien à redire à de tels programmes s'ils suscitaient une élévation de la productivité de long terme de l'entreprise. Mais on a constaté que tel n'était pas toujours le cas. Fréquemment, ils conduisent l'entreprise à se priver de compétences rares et spécifiques, ce qui peut certes accroître la rentabilité immédiate, mais aux dépens de la rentabilité future. En certains cas donc, la valeur de l'action augmente en conséquence d'un désinvestissement et d'une augmentation du coût pour la société, c'est-à-dire d'une destruction de valeur au vrai sens du terme. Ainsi en est-il généralement lorsque la réduction de coût sur laquelle repose la valorisation de l'action procède d'une réduction de l'investissement fondée sur des considérations à court terme.

Ce glissement sémantique, cette confusion entre les concepts de création et de captation de valeur ne sont pas fortuits et reflètent une évolution inquiétante de nos sociétés. A l'origine se trouve une préoccupation légitime, celle de la gouvernance des entreprises : comment équilibrer le pouvoir des dirigeants d'entreprise et celui des actionnaires ? Mais on est passé en la matière d'un extrême à l'autre : un trop grand affaiblissement du chef d'entreprise, un accroissement trop important du pouvoir des actionnaires. Or il peut exister un conflit entre l'intérêt de l'un et celui

des autres. Celui du chef d'entreprise s'exerce normalement à long terme et commande les opérations d'investissement, de recherche et développement et de formation du capital humain.

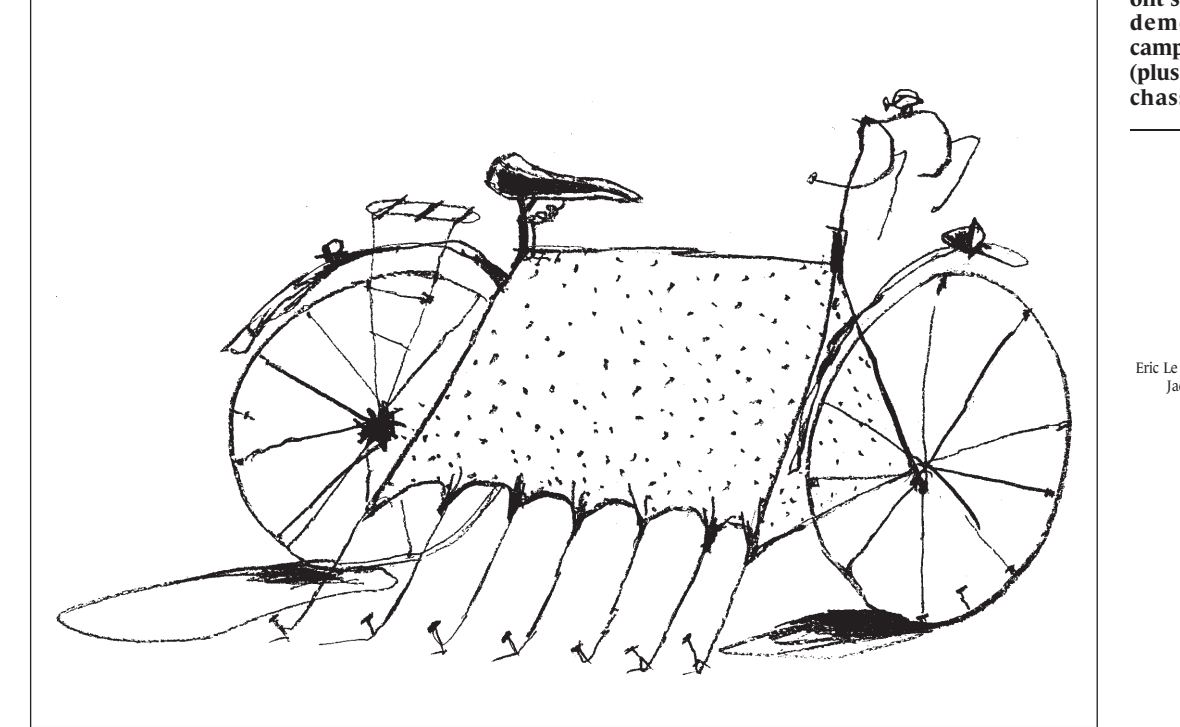
Celui des actionnaires est légitimement de court terme : assurer le meilleur rendement d'un portefeuille de titres. Il n'entre pas dans leur objectif d'assurer la « soutenabilité » des rendements des titres divers qui composent leur portefeuille. Ils sont certes formellement des associés, mais leur sort n'est pas lié, de fait, au devenir lointain des entreprises. La liquidité du marché fait qu'ils peuvent passer d'un titre à l'autre avec d'autant plus d'inconstance qu'elle sert leurs intérêts.

Il faut donc appeler un chat un chat : la « création de valeur pour les actionnaires » est synonyme d'une augmentation de la rente qui leur est servie. Or la rente n'a rien à voir avec la création : elle consiste au contraire à détourner à son profit la valeur créée par d'autres. Les chefs d'entreprise sont contraints de faire contre mauvaise fortune bon cœur, car ils savent que les exigences de rendement de leurs bailleurs de fonds s'assimilent parfois à une prédation aux dépens des entreprises.

Pour des raisons à la fois éthiques et scientifiques, je propose donc que l'on évite d'utiliser l'expression création de valeur lorsqu'il s'agit de désigner l'activité qui consiste de façon contrainte, et parfois désespérée, à accroître la rente servie aux détenteurs du capital financier.

Jean-Paul Fitoussi
pour *Le Monde*

Camping sauvage par Hervé Coffinières



Egypte : un nouveau mandat pour le raïs

LA QUASI-TOTALITÉ du Parlement égyptien en a émis le souhait, le 2 juin, et les plus hautes autorités spirituelles du pays, le cheikh d'al-Azhar, Mohamed Sayyed Tantaoui, et le pape copte Chénouda III, ont béni son initiative. Le président Hosni Moubarak, soumis à une affectueuse pression, va devoir se résigner à accepter un quatrième mandat de six ans. Il ne fait en effet aucun doute que le peuple, sollicité par référendum probablement en octobre, se fera un devoir de plébisciter le choix des députés. En Egypte, les urnes n'ont pas l'habitude d'engendrer la surprise. Au terme de ce nouveau mandat, en 2005, le robuste président égyptien n'aura « que » soixante-dix-sept ans et tout le loisir de remplir pour six années supplémentaires.

La longévité du président Moubarak, précipité au pouvoir par l'assassinat d'Anouar El Sadate, en 1981, a longtemps été pour l'Egypte un facteur de force. Sous sa férule, le pays a digéré le traité de paix conclu avec Israël en 1978 et fait, pour le plus grand bénéfice de ses finances, le choix du camp occidental contre l'Irak lors de la deuxième guerre du Golfe, en 1990. Le président égyptien, qui a œuvré avec persévérance pour le retour en grâce de la Libye dans le concert des nations, s'est affirmé comme le mentor du Proche-

Orient, le porte-parole obligé des Arabes auprès des Américains et des Européens.

Stimulée par le projet d'accord de libre-échange avec l'Union européenne, l'économie égyptienne, longtemps paralysée par de multiples entraves administratives et juridiques, a commencé non sans courage de se débarrasser de ces carcans au cours des toutes dernières années.

UNE DICTATURE MOLLE

Le pays, aujourd'hui considéré comme un bon élève par les principales institutions internationales, qui se fient à des indicateurs macroéconomiques favorables, peut même envisager sans trop de craintes la réduction prévisible de l'aide extérieure engrangée en contrepartie du choix stratégique de 1990. Les autorités égyptiennes sont désormais convaincues que les investissements étrangers attirés par les perspectives de ce nouveau marché émergent compenseront la réduction de cette manne.

A son rythme, l'Egypte change et se modernise. Mais son projet, qui est d'avancer sur les deux jambes que constituent un patrio- moine et une mémoire uniques au monde et une économie mise aux normes, laisse pour l'instant de côté le politique. En la matière, les standards égyptiens renvoient au pire. La volonté d'un Parlement

élu dans des conditions déplorables et où 90 % des sièges sont monopolisés par le Parti national démocrate, à la botte du pouvoir, ne change rien à l'affaire : l'Egypte reste une dictature molle aux institutions sous-développées, toujours soumise depuis maintenant près de vingt ans à un Etat d'urgence qui permet tous les errements.

Une guérilla de tous les instants oppose les organisations égyptiennes de défense des droits de l'homme aux autorités. En pleine célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en décembre 1998, celles-ci ont même réussi la prouesse d'emprisonner Hafez Abou Saada, le secrétaire général de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDE). Accusé d'avoir rendu publiques de « fausses informations » portant atteinte à l'intérêt national, l'avocat était en fait « coupable » d'avoir dénoncé des tortures et des exactions policières. Il avait dû être promptement relâché devant le tollé suscité par son arrestation.

Confronté à l'extrémisme islamiste à partir des années 80, le pouvoir égyptien a répliqué en faisant siennes nombre de ses revendications rigoristes tout en se livrant à une répression qui a montré une réelle efficacité, mais qui a également débouché sur une

impasse, puisque l'accès au débat et à la compétition électorale est interdit à ceux qui veulent s'opposer tout en refusant la fuite en avant dans la violence. En témoignage le parti politique que voulaient constituer des « quadras » Frères musulmans en rupture de ban, et que le gouvernement a refusé d'autoriser. Le déroulement des élections législatives de 1995 avait déjà montré, il est vrai, la difficulté d'être un démocrate sur les bords du Nil.

Le paradoxe et la frustration tiennent au fait que l'Egypte n'a rien d'un pays venu sur le tard à la démocratie et au débat politique. Bien au contraire. L'ancienneté de ses partis, la qualité des combats menés dans le passé contre les puissances coloniales et la richesse de son intelligentsia devraient rassurer un pouvoir excessivement frileux. Mais il faudrait sans doute aussi que tout le monde joue le jeu. « Je pense, et tous les Egyptiens pensent comme moi, que cet homme ne connaît pas le goût de la détente et compense cela par l'émerveillement des progrès accomplis sous sa houlette depuis dix-huit ans », écrivait cette semaine un éditeur de la grande revue *El-Ahram* à l'endroit de Hosni Moubarak. Un tel panegyrique n'incite guère un président à changer.

Gilles Paris

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le prix de la guerre

L'HISTOIRE retiendra que Slobodan Milosevic a fait subir à son pays soixante-treize jours de bombardements avant d'accepter, jeudi 3 juin, ce qui lui avait été proposé à la mi-mars. Le président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) est, en cela, tristement fidèle à la politique qu'il incarne : voilà plus de dix ans qu'il fait le malheur de la Serbie - et de quelques autres. M. Milosevic est un homme de continuité.

Il a donc cédé à la campagne aérienne que l'OTAN poursuit depuis le 24 mars, et qui n'est pas encore tout à fait arrêtée. Il déclare aujourd'hui être prêt à appliquer, grosso modo, les propositions qui lui avaient été faites il y a trois mois, à Rambouillet puis à Paris. Pour peu qu'il tienne parole, ce qui est rien moins que garanti, M. Milosevic doit retirer toutes ses troupes du Kosovo, province à majorité albanaise du sud de la Serbie, accepter le déploiement d'une force internationale dominée par l'OTAN et restaurer un régime de large autonomie. Cela ressemble à une capitulation. Mais elle a été obtenue à un prix élevé.

La campagne aérienne a été longue, parce qu'on avait terriblement sous-estimé la capacité de résistance et de nuisance de M. Milosevic. Elle a trop longtemps laissé les forces serbes libres de leurs mouvements au Kosovo. Elles en ont profité. Elles ont saisi le prétexte des bombardements pour accélérer leur campagne d'épuration ethnique (plus de 800 000 Kosovars ont été chassés dans les pays fronta-

liers), saccager la province, martyriser des villages et des quartiers entiers, violer, multiplier massacres et crimes de toutes sortes contre une population sans défense. Combien de morts, combien de « disparus » ? Sans doute des milliers, peut-être des dizaines de milliers. Cependant que les bombardements de l'OTAN faisaient, selon les chiffres de Belgrade, plus de 2 500 morts dans la population civile serbe, et d'énormes dégâts matériels.

Les alliés se retrouvent ainsi avec des obligations qui ne figureraient pas dans les documents de Rambouillet. Tant qu'ils ne seront pas remplies, on ne pourra pas parler de victoire. Les alliés doivent assurer le retour des réfugiés, sauf à entériner l'épuration ethnique. Les alliés doivent déployer la force de paix internationale de manière qu'elle ne favorise pas une partition du Kosovo. Sur l'un et l'autre point, les possibilités de désaccord entre les Occidentaux, qui ont fait la guerre, et les Russes, qui ont aidé à l'arrêt des combats, sont nombreuses. Les alliés, en fait les Européens, doivent encore savoir qu'il leur faut prendre en charge pour longtemps - des années - l'administration du malheureux Kosovo.

A chaque étape de sa difficile mise en place, M. Milosevic cherchera à faire capoter le plan de paix. Il a été inculpé le 27 mai de crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international. Tant qu'il ne sera pas défait, personnellement, il n'y aura pas de vraie victoire, au Kosovo, en Bosnie, dans les Balkans.

<p>Le Monde est édité par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint</p> <p>Directeur de la rédaction : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet Directeur artistique : Dominique Roynette Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment</p> <p>Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelewicz (<i>Editoriaux et analyses</i>) ; Laurent Greilsamer (<i>Suppléments et cahiers spéciaux</i>) ; Michel Kajman (<i>Débats</i>) ; Eric Le Boucher (<i>International</i>) ; Patrick Jarreau (<i>France</i>) ; Franck Nouchi (<i>Société</i>) ; Claire Blandin (<i>Entreprises</i>) ; Jacques Buob (<i>Aujourd'hui</i>) ; Josyane Savigneau (<i>Culture</i>) ; Christian Massol (<i>Secrétariat de rédaction</i>) Rédacteur en chef technique : Eric Azan</p> <p>Médiateur : Robert Solé</p> <p>Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre</p> <p>Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président</p> <p>Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)</p> <p>Le Monde est édité par la SA Le Monde Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.</p>
--

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

L'essence en vente libre

PREMIER jour de mise en vente libre de l'essence et samedi de Pentecôte, deux événements favorables pour inciter les Parisiens à fuir la cité. Mais le soleil continue de bouder et les averse se succèdent. Aussi, bien que les voitures soient plus nombreuses que ces derniers jours sur la route, la circulation est beaucoup moins importante que lors des fêtes de Pâques.

Les quelques campeurs qui attendent à la porte d'Italie ont bien de la peine à faire de l'auto-stop. La température a dû décourager également les provinciaux, si bien que, malgré la Foire de Paris, le trafic en direction de la capitale est insignifiant. Même situation sur la route de Saint-Germain. Le pompiste de la Défense évalue à 20 % seulement la proportion de l'essence vendue ce matin aux non-prioritaires.

La décision gouvernementale a

été trop soudaine et les vieilles automobiles n'ont pas eu le temps de sortir des garages. Les clients du deuxième secteur se plaignent d'ailleurs volontiers de l'élévation du prix de l'essence. Les prioritaires craignent que leurs contingents ne soient réduits.

En fait leurs allocations avaient été quelque peu augmentées ces derniers mois, et elles vont être ramenées à leur niveau du premier trimestre.

Quant aux touristes étrangers, ils continuent à recevoir une allocation mensuelle maximale de 500 litres au prix de 43,20 francs. Mais, pour limiter un éventuel trafic de tickets, ils doivent faire la preuve qu'ils entrent en France avec une provision de devises au moins égale au triple du coût de cette allocation, soit une soixantaine de mille francs.

(5-6 juin 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

CARNET

LE MONDE / SAMEDI 5 JUIN 1999 / **21**

DISPARITIONS

■ **EDOUARD SCHLOESING**, ancien député (radical-socialiste) de Lot-et-Garonne, est mort mardi 1^{er} juin. Né le 26 décembre 1916 à Paris, Edouard Schloesing, administrateur de sociétés, a été chef de cabinet du sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques (1947-1948), du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (1951-1953), du ministre des finances (1957), puis du président du conseil (novembre 1957-mai 1958). Ancien conseiller général, il a été député radical-socialiste de la 3^e circonscription de Lot-et-Garonne de 1962 à 1978. Vice-président du Parti radical-socialiste à partir de 1972, il a été vice-président de l'Assemblée nationale de 1974 à 1976. Edouard Schloesing fut ensuite membre du Conseil économique et social, de 1979 à 1984.

■ **PHILIPPE DE CANSON**, ancien député (RPR) du Var, est mort mercredi 2 juin, des suites d'une longue maladie. Né le 8 juillet 1941 à Toulon (Var), Philippe de Canson, exploitant agricole, a été maire de La Londe-les-Maures de 1971 à 1995. Conseiller général depuis 1988, il était devenu député de la 3^e circonscription du Var en mars 1994 après l'assassinat de Yann Piat, dont il était le suppléant. Condamné en juin 1996 à deux ans de prison avec sursis pour recel d'abus de biens sociaux et prise illégale d'intérêts, il avait dû quitter le RPR et n'avait pu se représenter aux législatives de 1997. Le 19 mai, son pourvoi a été rejeté par la Cour de cassation.

■ **AUGUSTUS PABLO**, chanteur de reggae jamaïcain, est mort d'une

pneumonie le 18 mai, à l'âge de quarante-six ans. Apparu sur la scène musicale au milieu des années 70, Augustus Pablo était un maître du *dub*, ce reggae instrumental caractérisé par le recours aux effets sonores (distorsion, écho, etc.). Son style musical était en particulier marqué par l'utilisation du melodica. De nombreux musiciens rock se revendiquaient de son influence, dont les Clash et, plus récemment, Primal Scream, qui avait fait appel à ses services pour son album *Vanishing Point*, en 1997.

■ **PUPPA LESLIE**, chanteur français de reggae, est mort le 8 mai à son domicile de Château-Thierry (Aisne) après avoir fait une chute de son appartement, a-t-on appris auprès de sa maison de disques, Musidisc. De son vrai nom Jean-Claude Bitye-Nvando, originaire du Cameroun et âgé de trente ans, Puppa Leslie a été un des pionniers des musiques reggae et ragga en France. Il fut notamment un des premiers à introduire en France les *sound systems*. Puppa Leslie, qui a enregistré deux albums – *Belle époque* en 1990 en duo avec Gom Jabbar, et *Dub Action* en 1988 avec le groupe de rock hardcore français Ausweiss –, a influencé plusieurs musiciens de reggae en France, comme Tonton David ou Raggasonic.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 2 juin est publié :
● **Outre-mer** : un décret portant création de l'université de Polynésie française et de l'université de la Nouvelle-Calédonie.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– **Gabrielle, Octave** et **Vincent** ont la joie d'annoncer la naissance, le 5 mai 1999, de

Raphaël.

Carole CHEGARAY et **Hervé HAZAN** 6, rue Louis-Blanc, 92240 Malakoff.

– M. et M^{me} **Jacques FAUVET** ont la joie d'annoncer la naissance de leur premier arrière-petit-enfant,

Victoire,

fille de **Véronique** et **Alexandre.**

31 mai 1999.

Anniversaires de naissance

– 4 juin 1976,

Hermance,

tu as aujourd'hui vingt-trois ans.

Poochong et Hiram se joignent à moi pour te souhaiter un bon et heureux anniversaire.

Un père qui t'aime tendrement.

– 5 juin 1934 5 juin 1999

Sylvie,

Ton José chéri qui t'aime.

Décès

– L'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts a la tristesse de faire part du décès de

Olivier DEBRÉ,

peintre, professeur-chef d'atelier de 1980 à 1985,

et s'associe à la douleur de ses proches. *(Le Monde* du 4 juin.)

– Carole Bicard épouse Rodrigues, sa fille, M^{me} Lydie Bicard, sa mère, Et toute sa famille, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Alain BICARD,

survenu à Paris le 31 mai 1999.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le lundi 7 juin, à 13 h 15.

– M. M^{me} Philippe Cremer, M^{me} Christiane Cremer, M. et M^{me} Jacques-Henri Cremer, M. Joël Cremer et M^{me} Béatrice Bartoli, M. et M^{me} Pascal Cremer, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

font part du décès de

M. Jacques CREMER,

survenu le 31 mai 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Il a rejoint son épouse,

Suzanne CREMER

née **LAPORTE,**

qui nous a quittés le 17 mars 1999.

– Bernadette Gouzian, son épouse, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Georges GOUZIAN, ancien avocat au bureau de Toulon, notaire honoraire, croix de guerre 1939-1945 avec palmes,

survenu le 26 mai 1999.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Toulon, le 28 mai.

2, rue Chaulieu, 83000 Toulon.

– M^{me} Henri Feissel, ses enfants, Sophie, Pierre, et M^{me}Feissel-Wolfers, ses enfants, Denis, Laurence, Catherine, Sarah, sa petite-fille, M^{me} Annie Vimond-Feisset, sa sœur, Marie-Claude Silver, sa nièce, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri FEISSEL,

survenu le 2 juin 1999, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques seront célébrées le lundi 7 juin à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, à Paris (14^e).

2, rue Victorien-Sardou, 75016 Paris.

– M^{me} Jean Golliard, son épouse, M. et M^{me} Jean-Pierre Golliard et leurs enfants, Marie-Dominique Golliard, M. et M^{me} Jacques-Etienne Lecointre et leurs enfants, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean GOLLIARD, pharmacien, 60, rue Lecourbe, Paris-15^e,

survenu, le 2 juin 1999, à son domicile.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Emile-Duclaux, 75015 Paris.

– Le directeur général,

Le président du conseil d'administration,

Et l'ensemble du personnel de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 31 mai 1999, de

M. le professeur Jacques POUS, directeur de l'unité Inserm 518, Epidémiologie et analyses en santé publique : risques, maladies chroniques et handicaps, directeur du département Epidémiologie, économie de la santé et santé communautaire à la faculté de médecine de Toulouse-Purpan.

– L'administrateur délégué régional, Le conseil consultatif scientifique de l'Inserm Midi-Pyrénées, Et toute la communauté scientifique, ont la tristesse de faire part du décès, le 31 mai 1999, de

Jacques POUS, directeur de l'unité Inserm 518, Epidémiologie et analyses en santé publique : risques, maladies chroniques, directeur du département Epidémiologie, économie de la santé et santé communautaire à la faculté de médecine de Toulouse-Purpan.

Avec une vision prospective et une approche multidisciplinaire, il a insufflé renouvellement et dynamique dans le domaine de la santé publique en Midi-Pyrénées. Son énergie chaleureuse et mobilisatrice a fédéré les acteurs de ce champ, pour développer la connaissance des risques en santé ou l'impact des handicaps, et permettre une meilleure prise en compte par les systèmes de soins, la société, les familles. Il venait de voir reconnus tous ses talents par la création en janvier 1999 de son unité de recherche.

– M^{me} Pierre Puccinelli, Pierre Paul, Robert, Alix Puccinelli, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre André PUCCINELLI, architecte, membre de l'académie d'architecture,

survenu, à Paris, le 1^{er} juin 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 8 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, à Bastia (Corse).

105, rue de Lourmel, 75015 Paris.

– M. et M^{me} Marcel Scandelari, Sa famille, Et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Jacques SCANDELARI,

survenu le 2 juin 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 7 juin 1999, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste,

158, avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly.

– Ses cousins, Et sa famille, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Michel VELLARD, professeur,

survenu le 28 mai 1999, à Paris, à l'âge de soixante-deux ans.

L'inhumation aura lieu dans la chapelle familiale, au cimetière du Père-Lachaise, le lundi 7 juin, à 15 heures.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– M^{me} Schloesing, née Christiane Laubenheimer, son épouse, M. et M^{me} Christophe Velay, Héloïse, Valentine, Félix, Agathe, Auguste, M. et M^{me} Arnaud Casalis, Marine, Henri, Anita, Eugène, M^{me} Amélie Schloesing et M. François Melet, Violette, Benjamin, Romain Schloesing, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Roger Parlier, M. et M^{me} Kreiss, M^{me} Laubenheimer, ses sœurs, beau-frère et belle-sœur, Ses neveux et nièces Pacquement, Viénot, Favre, Parlier, Kreiss, Laubenheimer

ont le regret d'annoncer le décès le 1^{er} juin 1999, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

Edouard SCHLOESING,

commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre, député honoraire, ancien vice-président de l'Assemblée nationale ancien membre du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union européenne, conseiller général honoraire de Lot-et-Garonne,

Une cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 4 juin, à 15 heures, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre 145, rue Saint-Honoré, Paris.

Un culte aura lieu au temple de Monflanquin le samedi 5 juin, à 15 heures.

« Garde ton cœur plus que toute autre chose car de lui jaillissent les sources de la vie. » Proverbes (IV, 23)

184, rue de Rivoli, 75001 Paris. *(Lire ci-contre.)*

Anniversaires de décès

– Le 5 juin 1992 disparaissait tragiquement

René COURTOIS, directeur honoraire des services extérieurs de l'Education surveillée, officier de la Légion d'honneur,

Auront pour lui, et pour son épouse Jeanne, une fidèle pensée ceux qui les ont connus et aimés.

Souvenir

– 4 juin 1910, 10 juillet 1949,

Marcel GUILLEY, Yvonne GUILLEY, née **FERKÉTIC,**

18 mars 1915, 13 avril 1992,

leur fille Danielle.

Stages

STAGE DE PEINTURE À FRESQUE, organisé par J.-M. Bertaux du 13 au 18 sept. 99 à Forcalquier 04300 (Alpes Hte-Provence) sous l'égide de la Mairie. Limite d'inscription le 31 juin 1999. Tél/Fax : 04-92-75-10-47, le soir.

Colloques

Les jeunes médecins, futurs spécialistes de santé publique du SPI, sont heureux de vous inviter à leur forum sur le thème :

La région : un échelon géographique pertinent pour le système de santé ?

le 15 juin 1999, de 9 h à 17 h à l'ASIEM, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris.

Venez participer à une réflexion d'actualité avec des responsables (services déconcentrés de l'Etat (ARH, DRASS), observatoires régionaux de la santé, conseil régional, unions régionales des caisses d'assurance-maladie...), des experts du système de santé et des professionnels.

Manifestation placée sous le haut patronage de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé et à l'action sociale.

Inscriptions tél. : 01-43-31-11-70 ; fax : 01-43-31-11-70 ; le-spi@francemel.com association loi de 1901, 2, rue André-Chénier, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Conférences

LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF)

vous propose une conférence-débat :

ISRAËL, AU LENDEMAIN DES ÉLECTIONS, animée par le professeur **Ilan GREILSAMMER.**

Lundi 7 juin 1999, 20 h 30. MJLF, 11, rue Gaston-de-Caillavet, 75015 Paris. PAF : 40 francs

Journées portes ouvertes

– La **Garde républicaine ouvre ses portes au public les 5 et 6 juin de 9 heures à 18 heures** au quartier des Célestins, 18, boulevard Henri-IV, 75004 Paris, métro Bastille ou Sully-Morland, dans le cadre des Rendez-Vous de la gendarmerie 1999.

Communications diverses

Recherche **Henri REDER**, médecin, neveu de **Jacques Reder**, né à Lodz en Pologne, déporté le 15 mai 1944. Szpicał, 61 r. du Poteau, 75018 PARIS

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 5 JUIN 1999

FUSION La prise de contrôle de Bankers Trust par la Deutsche Bank est entrée en vigueur vendredi 4 juin. Cette fusion donne naissance à l'un des plus importants établisse-

ments financiers du monde, l'un des rares à disposer d'une implantation d'envergure de chaque côté de l'Atlantique. ● L'OPÉRATION a longtemps buté sur l'opposition du

Congrès juif mondial (CJM), qui soupçonnait la Deutsche Bank de ne pas faire suffisamment la lumière sur son rôle sous le III^e Reich. Mais le CJM a fini par lever ses objections

en avril. ● CETTE ACQUISITION renforcera la Deutsche Bank dans le domaine de la banque d'investissement, où elle se sent confortée dans son ambition « de jouer parmi les

cinq premiers mondiaux ». ● LES PERSPECTIVES limitées de rapprochements sur leur propre territoire obligent les banques allemandes à se tourner vers l'étranger.

Avec le rachat de Bankers Trust, la Deutsche Bank réalise son rêve américain

Longtemps retardée par l'opposition du Congrès juif mondial, l'opération est officiellement entrée en vigueur vendredi 4 juin.

Le nouvel ensemble constitue un géant bancaire disposant d'une implantation forte des deux côtés de l'Atlantique

FRANCFORT

de notre correspondant

Dévoilée en novembre 1998, la prise de contrôle de Bankers Trust par la Deutsche Bank est entrée en vigueur vendredi 4 juin. Rolf Breuer, le patron de la Deutsche Bank, devait, ce même jour, aller à la rencontre de ses « nouveaux » collaborateurs à New York, son discours étant diffusé en direct sur un écran géant devant le siège de la banque allemande à Francfort. De grandes pages de publicité publiées dans la presse allemande souhaitaient la bienvenue à Bankers Trust vendredi matin. Cette mise en scène minutieusement préparée est destinée à saluer la naissance de l'un des plus importants établissements financiers du monde, l'un des rares à disposer d'une implantation d'envergure sur chacune des deux rives de l'Atlantique. Les Allemands devraient dépenser environ 17 milliards de deutschemarks (8,7 milliards d'euros) pour s'emparer de

Classement des cinq premières banques allemandes			
	EFFECTIF	TOTAL BILAN 1998 en milliards d'euros	BÉNÉFICE 1998 en milliards d'euros
DEUTSCHE BANK (1)	75 000	626	1,7
HYPOVEREINSBANK	39 400	460	2
DRESDNER BANK	49 000	365,5	0,950
WEST LB	10 600	354	0,414
COMMERZBANK	32 500	326	0,892

(1) avant la fusion avec Bankers Trust

Source : banques (rapport annuel)

la huitième banque américaine. « L'acquisition ne nous apporte pas seulement une présence forte aux Etats-Unis, mais nous mène dans une série d'activités parmi les premiers mondiaux de notre branche », assure Rolf Breuer.

Au cours des six derniers mois, les préparatifs de cette opération transatlantique ont buté sur les très fortes réticences du Congrès juif mondial (CJM), qui était soucieux d'obtenir des garanties sur la

restitution des avoirs juifs volés par les nazis. Il soupçonnait en particulier la Deutsche Bank de ne pas faire suffisamment la lumière sur son rôle pendant la période du III^e Reich. Dès le mois de décembre, le CJM menaçait de tout faire pour bloquer la naissance du nouvel ensemble. Après de longues tractations, Alan G. Hevesi, contrôleur financier de la ville de New York, a finalement donné son accord au projet début mai, après

que le CJM eut levé ses objections, en expliquant qu'il « fallait reconnaître les efforts et la bonne volonté des entreprises et du gouvernement allemands » sur ce dossier extrêmement délicat. Dans la foulée, le 21 mai, la Réserve fédérale américaine a officiellement homologué l'acquisition. Ces derniers mois, la Deutsche Bank s'est notamment associée à la mise en place d'un fonds d'indemnisation des victimes civiles du nazisme

avec une douzaine d'autres entreprises allemandes, sous la houlette d'un gouvernement Schröder très impliqué dans le règlement du dossier.

Malgré l'ombre de ce passé, la Deutsche Bank compte aujourd'hui sur l'entrée en vigueur de la fusion pour concrétiser ses projets. Rolf Breuer vise des synergies annuelles de l'ordre de 1,7 milliard de deutschemarks dès 2001 (870 millions d'euros). Il en profite pour revoir à la hausse ses prévisions et annonce un résultat opérationnel de 12 milliards de deutschemarks en 2001 (6,1 milliards d'euros), contre 9 milliards envisagés avant la reprise de Bankers Trust. Cette dernière vient en particulier renforcer la Deutsche Bank dans le domaine de la banque d'investissement, où l'établissement allemand se sent conforté dans son ambition « de jouer parmi les cinq premiers mondiaux ». Bankers Trust jouit notamment d'une excellente réputation mondiale sur

les marchés de capitaux et en matière de montage d'opérations sur les nouveaux instruments financiers. La banque allemande trouve là aussi le moyen de se renforcer dans la gestion d'actifs et de patrimoine aux Etats-Unis.

A terme, la nouvelle Deutsche Bank comptera 90 000 salariés, dont plus de la moitié hors d'Allemagne. Tandis que 5 500 suppressions d'emplois sont prévues, principalement à Londres et à New York, le pactole financier accordé aux plus hauts dirigeants de Bankers Trust a provoqué un large débat outre-Rhin : les principaux cadres devraient toucher en trois ans un bonus estimé à... 400 millions de dollars au total (384 millions d'euros). Cette somme montre que la Deutsche Bank, comme ses homologues allemandes, est prête à payer le prix fort pour se développer hors de ses frontières.

P. Ri.

Privées de fusion chez elles, les banques allemandes veulent se rattraper à l'étranger

FRANCFORT

de notre correspondant

Comme souvent dans l'économie allemande, c'est la Deutsche Bank qui montre la voie. La fusion avec Bankers Trust, présentée comme déterminante pour le pre-

ANALYSE

Les très nombreux petits établissements gênent les rapprochements

mier établissement privé du pays, est révélatrice des contraintes qui pèsent sur les banques engagées dans une course à la taille. Contrairement à ce qui prévaut dans les pays voisins européens, ces dernières ne peuvent actuellement pas compter sur un processus de concentration national. La bataille en cours en France entre la BNP, la Société générale et Paribas, les rapprochements italiens ou espagnols sont presque inconcevables en ce moment outre-Rhin. Les établissements bancaires doivent envisager, avec plus ou moins de bonheur, des alliances hors de leurs frontières.

Même si le marché allemand reste un des plus éclatés d'Europe, les perspectives de fusion bancaire sont rares. Subancarisée, avec plus de 830 succursales par million d'habitants, contre une moyenne de 528 dans l'Union européenne, l'Allemagne a vu se former au cours des siècles trois grands secteurs bancaires, les banques pri-

privées, les banques coopératives et les banques publiques (caisses d'épargne et établissements régionaux). Chacun cultive les différents métiers de la banque universelle, et alimente une concurrence de plus en plus vive. La troisième banque du pays, la West LB, beaucoup plus discrète que ses concurrentes privées, est ainsi issue d'une nébuleuse publique, qui constitue, de l'avis général, le principale obstacle à la consolidation.

Les deux pôles « non privés » connaissent néanmoins un mouvement de concentration lent mais régulier depuis de nombreuses années ; le nombre d'établissements coopératifs a, par exemple, été réduit d'un tiers au cours de la dernière décennie. A chaque fois, il s'agit de réaliser des économies d'échelle, ou d'alléger les charges pesant sur certaines collectivités. Mais la privatisation d'une partie de ces banques « fait partie des serpents de mer » de la vie économique allemande », observe un haut dirigeant d'une banque de Francfort. Souvent évoquée, jamais entreprise, elle fait rêver les instituts privés, mais bute sur des obstacles politiques : nombre d'élus de tous bords siègent dans les instances de direction de ces établissements...

Dans ce contexte, les banques privées représentent moins de 40 % du volume d'activité globale. Les quatre établissements les plus importants (Deutsche Bank, Hypovereinsbank, Dresdner Bank, et Commerzbank) constitueraient à peine 15 % du marché ! Près de

330 instituts figurent dans le secteur privé, mais les occasions de rapprochement sont minces. Le seul exemple d'envergure concerne la fusion, lancée en juillet 1997 en Bavière, de la Bayerische Vereinsbank avec la Bayerische Hypotheken- und Wechselbank.

GESTION DE PATRIMOINE

Un nouveau mariage entre un des quatre « champions nationaux » semble pour le moment exclu, bien que le principe ne soit pas complètement inimaginable. Le patron de la Commerzbank, Martin Kohlhassen, qui multiplie les mises en garde contre les « méga-

fusions », a indiqué récemment que des réflexions dans ce sens avaient eu lieu avec la Deutsche Bank. Sans succès. De leur côté, la Dresdner Bank et l'Hypovereinsbank, où l'assureur Allianz joue un rôle déterminant, tiennent à garder leur indépendance.

Du coup, alors que la concentration est délicate dans leurs frontières, les banques allemandes n'ont d'autre alternative que de se renforcer à l'étranger. L'arrivée de l'euro les a confortées dans leur volonté d'expansion internationale, mais les moyens mis en œuvre diffèrent. Si la Deutsche Bank opère de façon massive, avec

le rachat de Bankers Trust aux Etats-Unis, elle a davantage de mal en Europe. Sur le marché français, après s'être intéressée en vain au Crédit lyonnais, elle a finalement décidé de créer de toutes pièces son réseau dans la gestion de patrimoine. En Italie, elle envisagerait en revanche d'augmenter sa participation dans la banque Unicredito.

La péninsule italienne est d'ailleurs au centre des projets actuels des banquiers allemands, qui espèrent tirer profit des tentatives de rapprochement en cours. Egalement intéressée par Unicredito, la Dresdner Bank mûrirait à son tour

des projets d'acquisitions sur le continent. Plusieurs projets seraient en cours afin en particulier de développer les réseaux de distribution dans les principaux pays de l'euro. La banque n'exclut pas d'accroître la modeste participation détenue dans la BNP, mais attend l'issue de l'OPA hostile lancée par son partenaire sur le projet SG Paribas.

Au contraire de ses voisins de Francfort, la Commerzbank prône une démarche plus modeste et économe, et entend bâtir un réseau d'alliances dans la zone euro. Son projet d'une prise de participation de l'ordre de 5 % au Crédit lyonnais s'inscrit dans cette stratégie. Elle est aussi associée au capital de l'italienne Comit et de l'assureur Generali, et dispose de coopérations en Espagne et en Autriche. Selon Martin Kohlhassen, « il n'est pas encore pensable de créer un grand groupe bancaire européen », par le biais d'une fusion transfrontalière.

La faible concentration domestique inquiète certains observateurs. Selon eux, le secteur bancaire allemand risque d'être distancé s'il ne se consolide pas à son tour. Claus Löwe et Andreas Dombret, de la banque J.P. Morgan, considèrent ainsi qu'« une réalisation réfléchie et prompte des projets de fusion entre les instituts allemands semble de plus en plus souhaitable au vu de l'avance de autres prétendants dans la course européenne ».

Pascal Santi

Philippe Ricard

Malgré leurs efforts d'assainissement, les banques japonaises restent dans une situation très difficile

TOKYO

correspondance

« Chaque fois que nous sommes amenés à penser que la crise bancaire japonaise est sous contrôle grâce à l'intervention de l'Etat ou à une nouvelle législation bancaire, le montant des créances douteuses qui s'avèrent irrécupérables atteint de nouveaux sommets », observe, dans une étude qu'il vient de publier, Ernest Napier, de l'agence financière américaine Standard and Poor's.

De fait, les banques japonaises ont annoncé pour l'année fiscale 1998 des pertes massives dues à l'apurement de leurs mauvaises créances. Attendus, ces mauvais résultats laissent toutefois penser que le secteur ne pourra faire l'économie d'une restructuration encore plus poussée. Les dix-sept grandes banques sont toutes dans le rouge. A elles seules, les huit institutions commerciales affichent des pertes cumulées avant impôts de 3 018 milliards de yens, soit près de 23 milliards d'euros. Cinq banques (Dai-ichi Kangyo, Sumi-

tomo, Sakura, Sanwa, Fuji) ont plus de 4,5 milliards d'euros de pertes brutes chacune. Seule la Tokyo-Mitsubishi a enregistré des bénéfices nets de 341 millions d'euros.

L'année fiscale 1998 aura été l'occasion d'un apurement massif de créances douteuses (plus de 56 milliards d'euros pour les banques commerciales). « C'est la principale raison des pertes annoncées. Certes, on ne peut pas avoir une confiance absolue dans les chiffres, et l'on n'est probablement pas au bout du processus de provisionnement, mais il faut admettre que les banques ont fait un grand effort, suite aux fortes pressions à la transparence de la FSA (Agence de supervision financière) », reconnaît Gilles Pécriaux, directeur général de Paribas au Japon. La majorité des banques ont déclaré qu'elles nettoieraient leur bilan et renoueraient avec les bénéficiaires en 1999, une promesse, font remarquer les analystes, renouvelée à chaque échéance semestrielle depuis trois

ans, en vain. La nationalisation des banques en difficulté et les sommes gigantesques affectées au sauvetage du système financier et à la garantie des dépôts depuis l'automne 1998 (dont l'injection de l'équivalent de 55 milliards d'euros dans quinze grandes banques en avril) semblent avoir stabilisé pour l'instant le secteur financier. « Il faut replacer les interventions de l'Etat en perspective, puisque la priorité était d'éviter un risque systémique lorsque la série de faillites (Hokkaido Bank, Yamaichi Securities, Sanyo Securities) avait créé une grande inquiétude sur les marchés et auprès des épargnants », rappelle M. Pécriaux.

SURPRISES

Mais le chemin à parcourir reste long. En premier lieu, les critères plus stricts de définition des mauvaises créances imposés par les lois de reconstruction financières passées à l'automne dernier ont apporté quelques surprises : Sumitomo, Tokai et Sanwa ont vu leur

portefeuille de mauvaises créances quasiment doubler par rapport aux calculs précédents. Asahi et Sakura l'ont vu augmenter de moitié. En second lieu, les banques craignent moins de pâtir aujourd'hui des séquences directes de la bulle financière que celles de l'aggravation de la récession économique depuis deux ans, qui a porté au bord de la faillite un grand nombre d'entreprises industrielles. Depuis quelques mois, la crainte pour les banques de voir couler certains gros clients, dont la défaillance créerait de nouvelles créances irrécouvrables, a conduit à des abandons de créances en série. « La probabilité de récupération est tellement faible en cas de liquidation (on peut l'estimer à 10 %) que l'abandon d'une partie des créances a parfois plus de sens », souligne l'économiste Jean-Pierre Rieuepeyrou, qui mène à Tokyo une étude sur les PME.

Une alternative serait la conversion par les banques de leurs créances en prises de participation

dans les entreprises. L'opération se pratique déjà au cas par cas, mais son éventuelle généralisation, qui fait l'objet depuis avril de débats houleux au sein du parti et des diverses organisations patronales, n'est pas encore à l'ordre du jour.

DATE-BUTOIR

Dans les deux cas, les banques sont tiraillées par plusieurs exigences, souvent contradictoires : celles de nettoyer leurs bilans et de renforcer leurs critères d'estimation des mauvaises créances, et celles de desserrer le crédit crunch (rattournement du crédit) qui étouffe le secteur industriel en contrepartie des fonds qu'elles ont reçus du gouvernement, sans compter d'autres considérations, moins avouables, qui les rend plus tolérantes vis-à-vis de certains clients. La rapidité avec laquelle ces questions seront réglées décidera du sort, au moins, de certaines banques.

Enfin, la date-butoir de mars 2001, au-delà de laquelle les dépôts

bancaires ne seront plus garantis à partir de 75 000 euros, commence à échauffer sérieusement les esprits. Certains analystes estiment que les déposants vont réagir, augmentant la pression sur les institutions les plus faibles. La faillite, en avril, de la banque régionale Kokumin, dont les liens avec certains milieux politiques sont éloquentes, suivie par celle, à la mi-mai, d'une autre banque régionale, la Kofuku Bank (littéralement, la « banque du bonheur ») laissent prévoir d'autres défaillances, et une vague de restructurations pour les éviter.

James Fiorillo, analyste bancaire d'ING Barings à Tokyo, attend, en conséquence, d'autres injections de fonds publics. Louée pour une détermination et une rapidité d'action qui ont longtemps fait défaut au ministère des finances, la nouvelle agence de supervision financière (FSA) aura tout lieu de montrer dans les prochains mois ce dont elle est capable.

Brice Pedroletti

L'entrée en Bourse d'Aérospatiale-Matra a séduit 2,7 millions d'actionnaires

L'action cotait 22,50 euros, vendredi, pour la première cotation à Paris

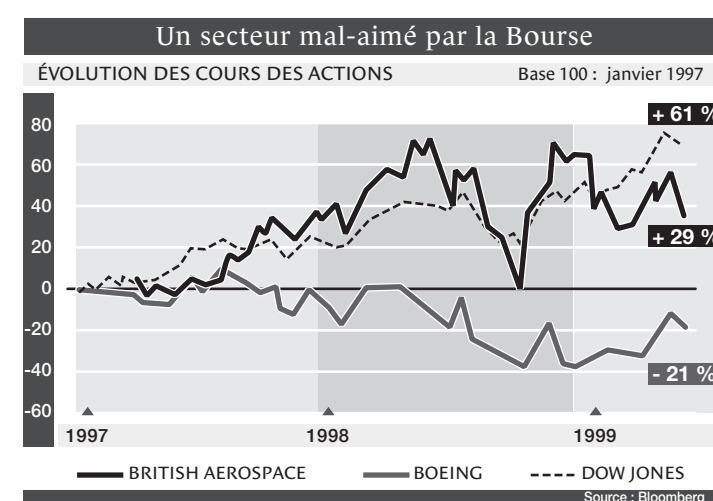
Les particuliers qui ont réservé des titres Aérospatiale-Matra ne seront servis qu'à hauteur de quatorze actions par personne, soit un investis-

sement de 1763,21 francs. La tranche réservée aux investisseurs institutionnels a été souscrite plus de trente-cinq fois. Moins enthousiastes,

les salariés d'Aérospatiale ont souscrit deux à trois fois le montant qui leur était alloué, tandis que ceux de Matra ont été encore plus prudents.

MIEUX qu'Air France, mais moins bien que France Télécom... Aérospatiale-Matra a recueilli les suffrages de 2,7 millions d'actionnaires pour son entrée en Bourse, vendredi 4 juin vers midi. Pour les particuliers, les actions réservées seront servies à hauteur maximale de quatorze actions par personne, au prix de 19,2 euros l'action (soit un investissement de 268,8 euros ou 1 763,21 francs). Les ordres n'ayant pas fait l'objet de réservation seront servis uniformément à hauteur de sept actions. Au total, les particuliers étaient prêts à investir 4,3 milliards d'euros dans les avions Airbus, la fusée Ariane ou les missiles Exocet. Ils ne se partageront finalement que 648 millions d'euros, soit 8,3 % du capital.

Les investisseurs institutionnels français et internationaux ont été encore plus gourmands. La tranche qui leur était réservée, environ 8,6 % du capital, a été souscrite plus de trente-cinq fois. Les fonds de pension et les organismes de gestion collective paieront leurs titres 2 % plus cher, soit 19,6 euros par action. Au total, quelque 17 % du capital d'Aérospatiale-Matra sont ainsi mis en Bourse, le reste étant détenu par



l'Etat (47,7 %), par le groupe Lagardère SCA, actionnaire de référence avec 33 %, et par les salariés (2,3 %).

Les salariés des deux groupes en cours de fusion se sont d'ailleurs montrés moins enthousiastes. Les salariés d'Aérospatiale auraient souscrit deux ou trois fois le montant qui leur était alloué, alors que ceux des filiales françaises de Matra Hautes Technologies auraient été encore plus réservés. Para-

doxe, « les "matraciens" devraient se retrouver avec davantage d'actions », fait remarquer un cadre d'Aérospatiale, car leur demande sera servie presque intégralement. La fusion des deux groupes, prévue vendredi 11 juin, n'est pas encore tout à fait entrée dans les mœurs...

RENTABILITÉ MÉDIOCRE

Avant même le jour de la naissance juridique d'Aérospatiale-Matra, l'action du futur groupe peut d'ores et déjà s'échanger. Pour la première cotation vendredi à midi, à la Bourse de Paris, l'action s'est échangée à 22,50 euros, soit une hausse de 17 % par rapport au prix de vente aux particuliers.

Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, s'est félicité du « très large succès remporté par l'introduction en Bourse d'Aérospatiale-Matra » qui « témoigne de la confiance des

investisseurs dans les perspectives de développement du nouveau groupe ».

A plus long terme, l'évolution du cours dépendra de la capacité d'Aérospatiale-Matra à améliorer sa rentabilité. Le groupe privatisé se positionne au deuxième rang européen et au cinquième rang mondial de l'aéronautique civile et militaire. Mais il ne devrait dégager que 150 millions d'euros de résultat net en 1999, pour un chiffre d'affaires d'environ 13 milliards d'euros. Dans le même temps, British Aerospace, son principal rival européen, devrait réaliser un résultat net de plus de 1,5 milliard d'euros, pour un chiffre d'affaires de 17 milliards. Philippe Camus, directeur général du directoire d'Aérospatiale-Matra, a promis de doubler la rentabilité au cours des cinq prochaines années, pour porter le résultat d'exploitation à 8 % du chiffre d'affaires, contre 4 % actuellement.

La nouvelle valeur Aérospatiale-Matra doit se faire une place au sein d'un secteur relativement mal aimé par les marchés financiers. L'indice Standard & Poor's des valeurs aéronautiques américaines n'a progressé que de 9,5 % depuis début 1997, alors que, dans le même temps, l'indice Dow Jones, qui représente l'ensemble des secteurs d'activité, a fait un bond de 60 %. Boeing, enlisé dans les difficultés de sa fusion avec McDonnell Douglas et dans les problèmes de production, a cédé 21 % sur cette période. Et British Aerospace, valeur vedette des restructurations aéronautiques en Europe, a vu sa progression limitée à 29 %.

Christophe Jakubyszyn

Malgré l'espoir de paix au Kosovo, l'euro continue à reculer

La devise européenne est tombée à 1,0270 dollar

LA CHUTE de l'euro se poursuivait, vendredi matin 4 juin. Pour la première fois depuis son lancement, il y a tout juste cinq mois, la monnaie européenne s'inscrivait sous le seuil de 1,03 dollar, à 1,0270 dollar. La veille, dans les minutes qui avaient suivi l'annonce par Belgrade de l'acceptation du plan de paix sur le Kosovo, l'euro était remonté jusqu'à 1,0420 dollar. Mais l'embellie a été de courte durée.

De nombreux économistes estimaient pourtant que la situation dans les Balkans était largement responsable de la faiblesse de l'euro observée depuis plusieurs semaines. Selon cette interprétation, les investisseurs américains et asiatiques préféreraient, par prudence, se tenir à l'écart des marchés financiers d'un continent en guerre.

De surcroît, les experts jugeaient que la poursuite du conflit risquait d'affecter le moral des ménages européens, leur consommation et donc d'exercer un frein supplémentaire sur la croissance. Mercredi 2 juin, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg, avait af-

firmé que les événements au Kosovo pénalisaient davantage l'euro que le dollar.

La rechute de la devise européenne, constatée jeudi soir et vendredi matin, démontre que cette analyse était en partie erronée et que, pour expliquer cette fragilité actuelle, les facteurs économiques l'emportent sur les éléments géopolitiques.

Selon la plupart des experts, le recul de l'euro devrait se poursuivre tant que les rythmes de croissance observés de part et d'autre de l'Atlantique resteront si éloignés. Les spécialistes de la BNP le voient tomber jusqu'à 1,02 dollar dans les prochaines semaines, d'autres évoquent le niveau symbolique de 1 euro pour 1 dollar.

A l'approche de cette parité, les autorités monétaires européennes, qui jusqu'à présent se sont montrées relativement indifférentes à la chute de l'euro, pourraient toutefois décider de réagir et menacer les marchés d'intervention sur le marché des changes.

Pierre-Antoine Delhommais

NOMINATIONS

Double promotion chez Bull

Cyrille du Peloux et Don Zereski ont été nommés directeurs généraux de Bull, mardi 1^{er} juin. M. du Peloux sera responsable des divisions service clients, service d'intégration, cartes et terminaux, des réseaux de vente Europe, Asie, Afrique et Europe de l'Est, des finances et contrôle

groupe, de la stratégie, de l'administration et de l'organisation, ainsi que du marketing et de la communication. Agé de quarante-cinq ans, X-Ponts, M. du Peloux a débuté sa carrière au ministère de l'industrie,

avant d'entrer en 1985 chez Bouygues. Il a ensuite rejoint TF1 avant de devenir PDG de Lyonnaise communication en 1992, puis directeur général de TPS en 1996. Il a rejoint le groupe Bull comme directeur général adjoint le 1^{er} février 1999. De nationalité américaine et âgé de cinquante-trois ans, M. Zereski est entré chez Bull en 1995 et a été nommé directeur général des opérations en juillet 1998. Il sera responsable des divisions serveurs et Bullsoft, des réseaux de vente Bull Amérique du Nord et du Sud, de la recherche et développement et des ressources humaines. Ancien de Digital Equipment et de Data General, il a créé en 1992 la société Northcrest International.

■ CRÉDIT LYONNAIS : Philippe Wattier (48 ans) deviendra le 1^{er} juillet directeur des relations humaines et sociales du Crédit lyonnais. M. Wattier est actuellement directeur des ressources humaines de CGU France (Commercial Union).

■ COGEMA : Bertrand Barré (56 ans) a pris les fonctions de directeur de la recherche et du développement le 1^{er} juin. Ingénieur des Mines de Nancy, DEA en physique des solides, Bertrand Barré dirigeait, depuis 1994, la direction des réacteurs nucléaires du Commissariat à l'énergie atomique.

■ PFIZER : Henry McKinell (56 ans), actuel président de la division pharmaceutique de Pfizer, a été

désigné comme futur président du groupe le 26 mai. Il entrera en fonctions en juin 2001, date normale de la retraite de William C. Steere.

■ CSM : Marc Sabaté (34 ans), président de la société Sabaté, a été nommé à la présidence du Comité du second marché (CSM).

■ APEC : Jean-Louis Walter (49 ans), secrétaire national de la CFE-CGC chargé de l'emploi, a été élu pour deux ans, jeudi 3 juin, à la présidence de l'Association pour l'emploi des cadres (APEC).

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Picouet. Fax : 01-42-17-21-67.

Lockheed Martin supprime 2 000 emplois

Le groupe aéronautique et d'équipements militaires américain Lockheed Martin, numéro deux mondial, a annoncé, jeudi 3 juin, 2 000 réductions d'emplois au cours des douze prochains mois sur son site de Marietta (Géorgie). « Malheureusement, les efforts de réduction de coûts impliquent une réduction significative du personnel mais c'est une étape nécessaire pour nous positionner dans l'avenir et améliorer notre compétitivité », a expliqué Tom Burbage, président des systèmes aéronautiques. Nous devons continuer de réduire nos coûts afin de rendre le C-130J [gros porteur militaire] plus abordable sur le marché intérieur comme extérieur. »

Les Français conquis par le rêve technologique

N'EN DÉPLAISE à ceux qui jugeaient peu crédibles les pirouettes des publicitaires pour faire croire qu'un « marchand de canons » peut nourrir les imaginations, le rêve technologique, version militaro-onirique, plaît aux Français. Aérospatiale-Matra a dépensé 75 millions de francs (11,4 millions d'euros) – 50 millions de francs en achat d'espace publicitaire – pour se faire connaître avant son introduction en Bourse. La forme a été soignée, les publicitaires ayant eu recours à des professionnels du long métrage : la musique imaginée par Claude Letessier, compositeur de la bande originale des films *Armageddon* et *La ligne rouge*, est allégorique, et les images du cinéaste Luc Besson, réalisateur du *Grand Bleu*, de *Nikita* et du *Cinquième Élément*, s'inspirent de la science-fiction. « Nous voulions Luc Besson parce que, dans tous ses films, il conserve le regard émerveillé de l'enfance pour traiter du sentiment à la limite du rêve et de la réalité », explique Olivier Adam, directeur adjoint à la communication d'Aérospatiale.

Dans sa publicité, Aérospatiale-Matra, qui réalise 31 % de son chiffre d'affaires dans la

branche espace-défense avec la construction de missiles balistiques et tactiques, de satellites et de lanceurs, nous promet d'« aller jusqu'au bout de nos rêves ». Quels rêves un industriel de l'armement peut-il soutenir ? Un spot télévisé promet aux fans de musculation qu'ils pourront (d'ici cinq à dix ans) s'entraîner en plein vol à bord d'un Airbus 600. Dans un autre, qu'un enfant pourra (dans cinq ans) être sauvé par un chirurgien en costume cravate qui pilotera son opération la main sur un joystick, à 10 000 kilomètres du blocopérateur. Un autre, enfin, ne nous promet pas la Lune... mais la planète Mars.

Sur les lieux du tournage, en Afrique du Sud, plus de 15 tonnes de terre rouge et de roches ont été transportées pour transformer un plateau en sol martien. Des costumes ont été réalisés sur les conseils de Philippe Couillard, le patron d'Aérospatiale-Lanceur, pour qu'ils rendent compte des dernières avancées technologiques. Même le drapeau européen symboliquement planté sur la planète rouge respecte la force du vent (plus de 200 km/h).

Un autre spot, très long, souligne le ton poli-

tiquement correct de la campagne. Il a lui aussi été tourné en Afrique du Sud « parce que c'est là que l'on trouve toutes les ethnies pour les castings et tous les types de paysages rassemblés dans un petit périmètre », affirme Guy Taboulay, le directeur de création de l'agence McCann-Erickson France. Des gros plans montrent des regards tournés vers le haut, car « chaque fois que l'homme rêve éveillé, c'est les yeux tournés vers le ciel », assure, en voix off, le comédien Tcheky Karyo.

Ce discours publicitaire est résolument placé sous d'autres cieux que celui de l'espace aérien yougoslave dans lequel quelques drones filment actuellement les mouvements au sol. La seule (subtile) référence à l'activité militaire est un hélicoptère Tigre que l'on voit voler sur le dos. Mais les Français, habitués depuis plus de deux mois à entendre parler de missiles et de bombardements, à voir les uniformes militaires alliés se mêler à la population des réfugiés albanais, ne se sont pas émus de cette image.

Florence Amalou

Téléphone : première fusion entre opérateurs historiques en Europe

STOCKHOLM de notre correspondant en Europe du Nord

Après une première tentative avortée début 1998 et bien des hésitations côté norvégien, la compagnie publique de télécommunications suédoise Telia et la norvégienne Telenor vont pouvoir fusionner. Le Parlement d'Oslo s'est rallié dans sa grande majorité au projet, jeudi 3 juin. Celui de Stockholm devrait entériner l'opération à la mi-juin. Puis, ce sera à la Commission européenne de donner son feu vert. Les

autorités de la concurrence norvégiennes ont exigé la vente au préalable de Telia Norge, la filiale à 100 % du groupe suédois en Norvège.

Cette fusion, la première entre opérateurs historiques européens, placera la nouvelle entité au sixième rang sur ce continent juste derrière l'espagnol Telefonica, selon l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (Idate). Malgré une taille modeste, la Suède et la Norvège espèrent ainsi mieux affronter la concurrence et se développer hors Scandinavie. Telia est ac-

tuellement le huitième opérateur d'Europe de l'Ouest par son chiffre d'affaires, et Telenor le quinzième.

Le futur groupe sera partiellement privatisé le plus tôt possible, à hauteur d'un tiers du capital. Dans un premier temps, Stockholm contrôlera 60 % de la nouvelle société, le reste allant à l'Etat norvégien. Leurs parts respectives devront être réduites à 33,4 % chacun d'ici au 31 décembre 2000, par l'intermédiaire d'une introduction en Bourse. Au-delà, il n'est pas exclu que les pouvoirs publics suédois restreignent davantage leurs parts. Mais les actionnaires privés ne pourront pas posséder plus de 49 % des titres de l'entreprise.

PDG NORVÉGIEN, SIÈGE SUÉDOIS

Son PDG sera norvégien et son siège sera localisé à Stockholm. Pour la Norvège, la nomination de Torodd Hermansen, actuel patron de Telenor, à la tête du nouveau groupe est considérée comme primordiale pour le respect des intérêts norvégiens : la méfiance est en effet encore grande à Oslo vis-à-vis du « grand frère » suédois. Pour ce dernier, la présence du siège de Telia-Telenor sur son territoire est de la

plus haute importance, alors que plusieurs grosses entreprises fuient vers l'étranger (*Le Monde* du 16 janvier).

Les effets de synergie de la fusion ont été évalués à au moins 20 milliards de couronnes (2,2 milliards d'euros). Si Telia est de loin le plus important avec ses 31 000 employés et un chiffre d'affaires d'environ 50 milliards de couronnes (5,6 milliards d'euros), les deux firmes sont complémentaires, estiment les analystes. Ensemble, elles ont l'intention de se développer dans les communications mobiles et par satellite, ainsi que dans l'Internet. Déjà présentes en Irlande et en Russie, elles ont l'ambition d'accroître leurs participations à l'étranger. La fusion, annoncée en janvier, aura des conséquences sur l'emploi. Trois à quatre mille personnes pourraient perdre leur travail. Telia et Telenor se devaient de trouver un partenaire pour faire face à la concurrence accrue des opérateurs privés, en particulier dans la téléphonie mobile. Leur fusion pourrait provoquer d'autres rapprochements en Europe du Nord.

Antoine Jacob

Jacques Gautier
Bijoux d'art

36, rue Jacob 75006 Paris - Tél/fax 01.42.60.84.33

U.C.S. ANTIQUITÉS
Recherche : Meubles anciens
Argentierie - Bronzes
Objets 1900 - GALLÉ

ACHAT TABLEAUX
IMPRESSIONNISTES
Renoir, Bonnard, etc...

ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de successions

21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS
01.53.69.06.06
Déplacements Paris - Province

MONTBLANC
Le Meisterstück a 75 ans.

Boutiques Montblanc

Paris 6^e : 47, rue de Rennes, 01 45 48 02 01
Paris 8^e : 60, rue du Faubourg Saint Honoré, 01 40 06 02 93
Bordeaux : 26, Cours Georges Clemenceau, 05 56 48 67 40
Nice : 2, rue Paradis, 04 93 82 40 40

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SWATCH : le PDG du groupe horloger suisse, Nicolas Hayek**, a déclaré, jeudi 3 juin, avoir signé une lettre d'intention avec « un grand groupe automobile français » pour développer un véhicule fonctionnant à la fois à l'électricité et à l'essence. Renault, PSA et Matra Automobiles ont tous démenti être impliqués.

● **RHÔNE-POULENC : le groupe de sciences de la vie a remporté un deuxième procès**, aux Etats-Unis, contre la filiale de Monsanto, Dekalb Genetics, qui s'était approprié « de manière abusive » des secrets de fabrication du maïs génétiquement transformé pour résister à un herbicide.

● **ELF EXPLORATION PRODUCTION : après 53 jours de grève, les intersyndicaux d'ELF EP de Pau et de Paris** ont lancé jeudi 3 juin un appel à l'« autorité » du PDG d'Elf, Philippe Jaffré, pour que des rencontres se tiennent « au plus tôt » entre direction et syndicats.

SERVICES

● **SNCF : le comité central d'entreprise de la SNCF** a approuvé jeudi 3 juin, « à l'unanimité » des douze représentants du personnel CGT et CFDT présents, le projet d'accord sur les 35 heures. Les six représentants des syndicats UNSA, FO, CFTC, SUD-Rail, FGAAC (autonomes) ont quitté la salle avant le vote. L'accord devait être signé vendredi.

● **EUROTUNNEL : la centaine de salariés français du consortium** exploitant le tunnel sous la Manche en grève depuis lundi 31 mai sur le site français à Coquelles (Pas-de-Calais) ont repris le travail jeudi 3 juin en fin de soirée. Un accord sur les conditions de travail et prévoyant l'embauche de six membres d'équipage a été signé.

● **GAZ DE FRANCE : GDF devrait annoncer, lundi 7 juin, l'acquisition**, via sa filiale Cofatech, des activités énergétiques de la société italienne Finterminca, qui réalise 540 millions de francs de chiffre d'affaires (82,3 millions d'euros) et qui appartient à la famille Jacorossi. EDF, de son côté, négocie l'achat de son concurrent, l'italien Siram.

● **PSA PEUGEOT-CITROËN : le groupe automobile** a décidé de confier à Carlson Wagonlit Travel ses activités de voyages d'affaires à dater du 1^{er} juillet. Regroupées dans Gefcotour, elles emploient 75 personnes.

● **AIRTOURS-FIRST CHOICE : la Commission européenne** a annoncé jeudi 3 juin l'ouverture d'une enquête sur le projet de rachat du voyageur britannique First Choice par son compatriote Airtours. First Choice est également convoité par le suisse Kuoni.

● **CARREFOUR : le groupe de distribution a annoncé**, jeudi 3 juin, l'ouverture d'ici à la fin de l'année d'un centre d'appel multiservices employant 150 personnes à Saint-Etienne (Loire).

● **CEGETEL : la filiale de téléphone du groupe Vivendi** a annoncé, jeudi 3 juin, l'implantation à Rennes (Ille-et-Vilaine) de son second centre informatique national, qui emploiera 70 personnes d'ici à novembre 2000.

● **SUEZ LYONNAISE DES EAUX : la filiale eau du groupe de services** a remporté la gestion de l'eau et de l'assainissement pour les 350 000 habitants d'Arezzo (Italie). Ce contrat d'une durée de vingt-cinq ans représente un chiffre d'affaires de 38 millions d'euros (250 millions de francs) par an.

FINANCE

● **PRIMAGAZ : l'Association pour la défense des actionnaires minoritaires (ADAM) a décidé de contester** devant la justice l'offre publique d'achat (OPA) du groupe néerlandais SHV sur Primagaz. L'OPA a débuté le 4 juin et s'achèvera le 23 juin.

● **BANQUE : le commissaire européen au marché unique Mario Monti** a lancé un appel le 3 juin aux instances européennes de contrôle du système bancaire pour qu'elles n'adoptent pas de « mesures protectionnistes ». Ces déclarations sont interprétées comme un reproche au gouverneur de la Banque d'Italie, opposé à deux rapprochements bancaires.

● **CRÉDIT-BAIL : le Crédit local de France-Dexia et UFB-Locabail** (filiale de Paribas) ont annoncé jeudi 3 juin la création d'une filiale commune dans le domaine du crédit-bail mobilier, CLF Locabail.

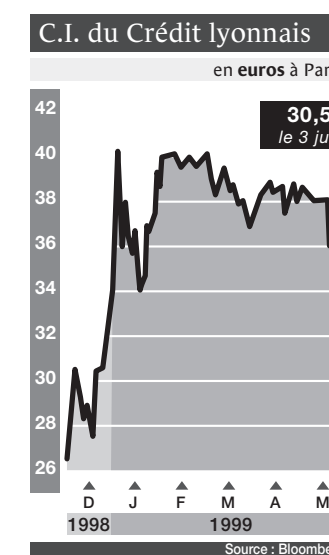
VALEUR DU JOUR

Le Crédit lyonnais poursuit sa glissade

ALORS QUE la fourchette de prix auquel l'Etat vendra ses actions Crédit lyonnais doit être annoncée le 14 juin, les dernières tractations sont en cours entre le ministre de l'économie et des finances, la banque et la commission des participations et des transferts (CPT, ex-commission de privatisation). Jouant son rôle, la CPT cherche à tirer le prix du Crédit lyonnais vers le haut, tandis que Dominique Strauss-Kahn et la banque jouent la prudence et veulent assurer aux futurs actionnaires du Lyonnais une marge de progression sur les actions qu'ils vont acheter, afin que la privatisation soit un succès massif et populaire.

Les sept candidats retenus pour faire partie du groupe d'actionnaires partenaires (GAP) du Lyonnais ont aussi intérêt à ce que le prix soit tiré vers le bas. Certains, en particulier l'assureur Axa, n'hésitent pas pour cela à mettre en avant des risques juridiques liés au passé de la banque publique, notamment à l'affaire Executive Life (le rachat d'une compagnie d'assurance américaine et d'un portefeuille de junk bonds par Altus Finance en 1992). Pour Bercy toutefois, cette affaire ne concerne qu'Altus, donc le Consortium de réalisation (CDR), et pas le « nouveau » Crédit lyonnais.

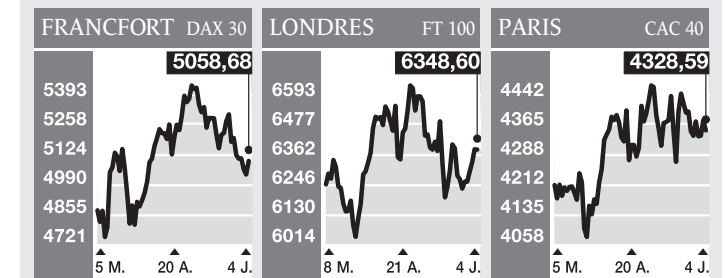
Tandis que ces tractations ont lieu, le certificat d'investissement (CI) du Crédit lyonnais ne cesse de glisser en Bourse. Jeudi 3 juin, il a perdu 11,52 %, à 30,55 euros. Sur cette



base, la banque vaudrait 55,8 milliards de francs (8,5 milliards d'euros). C'est beaucoup moins qu'à la mi-mai, mais toujours plus que la valeur calculée par l'Etat en novembre 1998, lors d'une augmentation de capital réservée (36 milliards de francs). Les spécialistes reconnaissent tous que le CI n'est pas une bonne référence, le marché étant trop étroit, tenu par quelques fonds spéculatifs, comme les fonds Tiger et GAM (*Le Monde* du 21 mai), et le cours se trouve gonflé. Depuis octobre 1998, il a en effet gagné en Bourse 30 % à 40 % de plus que les actions Société générale et BNP. Un écart souligné par Dominique Strauss-Kahn, lors de l'annonce de la composition du groupe d'actionnaires partenaires.

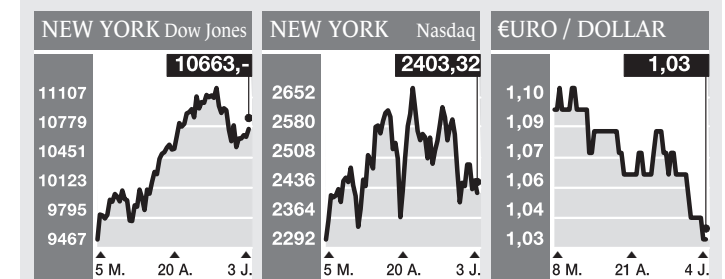
Sophie Fay

EUROPE



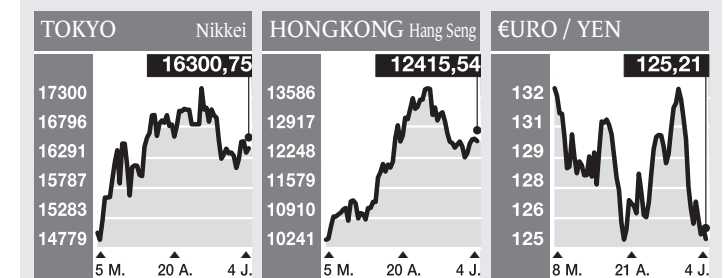
Indice	Cours	Var. %	Var. %
Indice sélection	04/06	03/06	31/12
EUROPE EURO STOXX 50	3647,17	-0,10	9,12
EUROPE EURO STOXX 324	314,05	-0,09	5,26
EUROPE EURO STOXX 653	306,79	0,30	9,88
PARIS CAC 40	4328,59	-0,60	9,79
PARIS MIDCAC	0,00	....	....
PARIS SBF 120	2946,65	-0,49	10,93
PARIS SBF 250	0,00	....	....
PARIS SECOND MARCHÉ	0,00	....	....
AMSTERDAM AEX	561,45	-0,46	4,29
BRUXELLES BEL 20	3080,25	-0,19	-12,36
FRANCFORT DAX 30	5058,68	1,22	1,13
LONDRES FTSE 100	6348,60	0,74	7,92
MADRID STOCK EXCHANGE	0,00	-0,25	....
MILAN MIBTEL 30	35366,00	-0,29	0,61
ZURICH SPI	7040,90	-0,27	-1,67

AMÉRIQUES



Indice	Cours	Var. %	Var. %
Indice sélection	03/06	03/06	31/12
AMÉRIQUE DOW JONES	10663,69	0,81	16,14
ÉTATS-UNIS S&P 500	1299,54	0,37	5,72
ÉTATS-UNIS NASDAQ COMPOSITE	2403,32	-1,20	9,61
TORONTO TSE INDEX	6887,05	0,53	6,18
SAO PAULO BOVESPA	10997,00	-0,49	62,10
MEXICO BOLSA	308,37	0,13	32,64
BUENOS AIRES MERVAL	521,95	-0,01	21,37
SANTIAGO IPSA GENERAL	115,60	0,30	50,13
CARACAS CAPITAL GENERAL	5693,41	4,14	18,89

ASIE - PACIFIQUE



Indice	Cours	Var. %	Var. %
Indice sélection	04/06	03/06	31/12
Zone Asie NIKKEI 225	16300,75	0,45	17,76
HONGKONG HANG SENG	12415,54	-0,45	23,56
SINGAPOUR STRAITS TIMES	0,00	....	37,93
SÉOUL COMPOSITE INDEX	94,09	2,85	44,89
SYDNEY ALL ORDINARIES	2929,30	-0,42	4,12
BANGKOK SET	35,79	0,87	39,37
BOMBAY SENSITIVE INDEX	4045,99	1,74	32,42
WELLINGTON NZSE-40	2129,04	....	3,09

SUR LES MARCHÉS

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES, principal reflet de l'évolution de la Bourse de New York, a terminé la séance, jeudi 3 juin, en hausse de 0,81 %, à 10 663,69 points, peu sensible à l'approche d'un règlement du conflit dans les Balkans. Le Nasdaq subissait de son côté une nouvelle baisse, abandonnant 1,19 %, à 2 403,37 points. L'indice Standard and Poor's 500 a fini la séance par un gain de 0,37 %, à 1 299,54 points. Les investisseurs sur le marché des actions aux Etats-Unis étaient dans l'expectative avant la publication, vendredi 4 juin, des chiffres du chômage pour le mois de mai, qui donneront une indication sur les risques de tensions du marché de l'emploi susceptibles de générer de l'inflation.

TAUX

LES MARCHÉS OBLIGATAIRES européens ont ouvert en baisse vendredi 4 juin, les taux d'intérêt en France, qui évoluent à l'inverse du prix, s'établissant à 4,39 %. La veille, ils avaient bénéficié de la perspective de la fin de la guerre au Kosovo.

MONNAIES

L'EURO n'est pas sorti gagnant de l'acceptation du plan de paix par la Yougoslavie. La devise européenne a atteint son plus bas niveau vendredi 4 juin lors des premiers échanges, se négociant 1,0270 dollar (*lire page 24*). Les investisseurs restaient prudents en attendant la réalisation concrète de cet accord.

ÉCONOMIE

Les Quinze réaffirment l'importance du pacte de stabilité

DANS UN PROJET de communiqué devant figurer dans les conclusions du sommet européen de Cologne, réuni les 3 et 4 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé leur engagement dans les politiques de réformes et de stabilité pour continuer à stimuler la croissance et l'emploi. Le texte souligne que les responsables se sont engagés dans une application stricte du pacte de stabilité, en vertu duquel les onze pays de la zone euro doivent respecter une discipline budgétaire. (*Lire aussi page 8.*)

● **ITALIE : le ministre des finances, Vincenzo Visco**, a dénoncé une « campagne contre l'Italie complètement injustifiée » à propos de la légère aggravation des déficits publics italiens cette année, dans un entretien au quotidien économique allemand *Handelsblatt* publié jeudi. « Alors que nous avons commencé en 1996 avec un déficit de 6 à 7 %, on s'enferme maintenant du fait que, cette année, nous atterrissons peut-être à 2,4 % au lieu de 2 % », a relevé M. Visco. Le problème réside, selon lui, dans l'évolution de la conjoncture, et non pas dans un assouplissement de la discipline budgétaire.

● **EURO : Hans Tietmeyer, le président de la Bundesbank**, a déclaré, jeudi 3 juin, que la monnaie unique « a assurément un grand potentiel. Les récents mouvements sur les taux de change n'ont pas altéré cet état de fait ». Il a cependant ajouté que « le déclin de la valeur externe de l'euro ces derniers jours n'a pas été une bonne nouvelle. Nous devons étudier soigneusement les développements » sur les marchés des changes.

● **FRANCE : le moral des ménages** a reculé de 1 point par rapport au mois d'avril et a retrouvé son niveau de décembre 1998, selon les résultats de l'enquête mensuelle de conjoncture publiés vendredi par l'Insee.

● **YOUgoslavie : la reconstruction des pays touchés** par le conflit du Kosovo nécessitera au moins 35 milliards de marks (environ 18 milliards d'euros), a estimé, vendredi, le commissaire européen aux affaires économiques, Yves-Thibault de Silguy. La Commission européenne projette de créer une agence pour gérer les diverses aides dans cette région en guerre. Elle débat aussi d'une coopération

avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international sur un plan d'aide.

● **NORVÈGE : la progression du produit intérieur brut** devrait atteindre 1,3 % cette année et 3,1 % en l'an 2000, selon une étude de l'Office national de statistiques, qui a révisé ses prévisions à la hausse.

● **SUÈDE : le taux d'inflation** devrait se situer à 1 % au cours des douze prochains mois et à 1,6 % au cours des deux ans à venir, a indiqué jeudi la banque centrale. Ces prévisions se situent en dessous des 2 % officiellement fixés par la politique monétaire de l'institut d'émission suédois.

● **JAPON : l'indicateur avancé de la conjoncture**, censé préfigurer l'évolution de l'économie dans les six mois à venir, s'est hissé à 71,4 points en avril, contre 60,0 points en mars, a annoncé, vendredi, l'Agence de planification économique. L'indicateur s'établit ainsi nettement au-dessus du seuil des 50 points, qui sépare théoriquement les phases de croissance et les phases de récession.

● **ÉTATS-UNIS : les commandes industrielles** ont diminué de 1,2 % en avril contre une hausse de 1,9 % en mars, a annoncé jeudi le département du travail. Ce recul, le second en trois mois, est en accord avec les attentes des analystes, qui prévoyaient une baisse de 1,3 %.

● **RUSSIE : le gouverneur de la banque centrale, Viktor Gue-rachtchenko**, s'est montré confiant, jeudi, dans une restructuration de la dette russe par le Club de Londres. « Les créanciers de la Russie savent que nous sommes dans l'impossibilité de payer les sommes qui sont dues cette année », a-t-il déclaré. Aussi, une restructuration est « une solution tout à fait logique », a ajouté le gouverneur.

● **TURQUIE : la hausse des prix à la consommation** s'est chiffrée à 63 % sur les douze derniers mois, confirmant une tendance au ralentissement du rythme de l'inflation depuis l'an dernier, a annoncé, jeudi, l'Institut des statistiques d'Etat. Entre avril et mai 1999, les prix à la consommation ont augmenté de 2,9 %.

● **ESTONIE : le produit intérieur brut** a chuté de 2 % au cours du premier trimestre de l'année par rapport à la même période de 1998, selon les estimations du ministère des finances publiées jeudi. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de baisse.

Taux de change fixe zone Euro		Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,95385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,78703
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371		FLORIN NÉERLANDAIS 2,97660	
FRANC BELGE (10).....	4,03999	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
		ZLOTY POLONAIS.....	4,1450

Cours de change croisés					
04/06 10h15	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIRE
DOLLAR.....	1,03000	0,82250	1,03000	1,15696	1,60770
YEN.....	121,58000	125,21000	19,09000	195,46000	78,82500
EURO.....	0,97087	0,79866	0,15245	1,56165	0,62920
FRANC.....	6,37100	5,23980	6,55957	....	10,24255
LIRE.....	0,62201	0,51165	0,64035	0,09775	....
FRANC SUISSE.....	1,54300	1,26855	1,58815	0,24210	2,48015

Taux d'intérêt (%)

Taux 03/06	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	2,51	2,50	4,37	5,25
ALLEMAGNE..	2,51	2,58	4,22	5,20
GDE-BRETAG.	5,19	5,10	4,93	4,81
ITALIE.....	2,51	2,55	4,55	5,46
JAPON.....	0,05	0,03	1,61	....
ÉTATS-UNIS..	4,72	4,66	5,79	5,94
SUISSE.....	0,53	0,93	2,66	3,90
PAYS-BAS.....	2,47	2,55	4,40	5,26

Matif

Cours 10h15	Volume	dernier	premier
Notionnel 5,5	10207	92,84	93,17
Jun 99.....			
Euribor 3 mois		97,37	97,39
Jun 99.....			

Pétrole

En dollars	Cours 03/06	Var. %
BRENT (LONDRES).....	14,95	....
WTI (NEW YORK).....	16,74	....
LIGHT SWEET CRUDE....	16,81	0,60

Or

En Euros	Cours 03/06	Var. %
OR FIN KILO BARRE.....	8050	-0,62
OR FIN LINGOT.....	8230	-0,24
ONCE D'OR (LO) \$.....	264,75	-0,90
PIÈCE FRANCE 20 F.....	47,80	-2,25
PIÈCE SUISSE 20 F.....	48	+0,63
PIÈCE UNION LAT. 20 F..	47,60	....
PIÈCE 10 DOLLARS US...	225,25	+2,39
PIÈCE 20 DOLLARS US...	430,25	-1,15
PIÈCE 50 PESOS MEX....	304,25	-0,98

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

L'action du sidérurgiste néerlandais Hoogovens a grimpé de 13,7 %, jeudi 3 juin, après la confirmation de discussions en vue d'une fusion avec British Steel.

L'action du groupe espagnol Telepizza a regagné 4,29 %, jeudi 3 juin. Ce redressement vient après un plongeon de plus de 10 % la veille en raison de la cession d'une partie du capital par le président-fondateur Leopoldo Fernandez Pujals.

L'action du groupe italien Olivetti a grimpé de 4,3 % durant la séance du jeudi 3 juin, en raison du lancement d'un emprunt de 1,5 milliard d'euros pour financer la prise de contrôle de Telecom Italia.

04/06 10h25

Table of stock prices for the AUTOMOBILE sector, including companies like AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the BANQUES sector, including companies like ABNEY NATIONAL, ABRN AMRO HOLDING, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the TÉLÉCOMMUNICATIONS sector, including companies like BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CONSTRUCTION sector, including companies like ACCIONA, ACESA REG, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the PRODUITS DE BASE sector, including companies like ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CONSOMMATION CYCLIQUE sector, including companies like ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CHIMIE sector, including companies like AGA-A, AGA-B, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the PHARMACIE sector, including companies like ASTRA -A-, ELAN CORP, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the BIENS D'ÉQUIPEMENT sector, including companies like ABB AB -A-, ABB AB -B-, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the ÉNERGIE sector, including companies like AKER MARITIME, BG, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the SERVICES FINANCIERS sector, including companies like 3I, ALMANIJ, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the ALIMENTATION ET BOISSON sector, including companies like ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the ASSURANCES sector, including companies like AGF/RM, ALLEANZA ASS, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the SERVICES COLLECTIFS sector, including companies like ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS ZONE EURO sector, including companies like AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

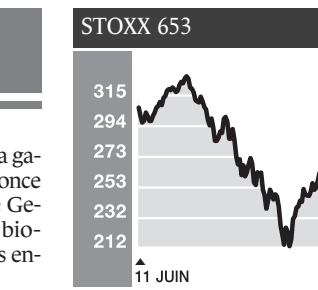


Table of stock prices for the ASSURANCES sector, including companies like AGF/RM, ALLEANZA ASS, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the SERVICES COLLECTIFS sector, including companies like ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the BIENS DE CONSOMMATION sector, including companies like AHOLD, ASDA GROUP PLC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the COMMERCE DISTRIBUTION sector, including companies like ARCADIA GRP, BOOTS CO PLC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the HAUTE TECHNOLOGIE sector, including companies like ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS ZONE EURO sector, including companies like AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS HORS ZONE EURO sector, including companies like CH - Suisse, NO - Norvège, etc.

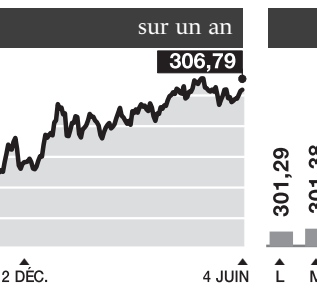


Table of stock prices for the ASSURANCES sector, including companies like AGF/RM, ALLEANZA ASS, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the SERVICES COLLECTIFS sector, including companies like ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the BIENS DE CONSOMMATION sector, including companies like AHOLD, ASDA GROUP PLC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the COMMERCE DISTRIBUTION sector, including companies like ARCADIA GRP, BOOTS CO PLC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the HAUTE TECHNOLOGIE sector, including companies like ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS ZONE EURO sector, including companies like AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS HORS ZONE EURO sector, including companies like CH - Suisse, NO - Norvège, etc.

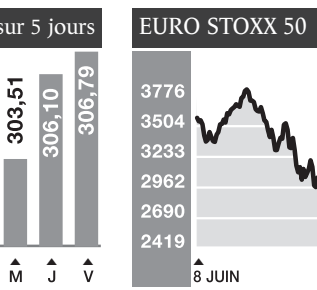


Table of stock prices for the ASSURANCES sector, including companies like AGF/RM, ALLEANZA ASS, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the SERVICES COLLECTIFS sector, including companies like ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the BIENS DE CONSOMMATION sector, including companies like AHOLD, ASDA GROUP PLC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the COMMERCE DISTRIBUTION sector, including companies like ARCADIA GRP, BOOTS CO PLC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the HAUTE TECHNOLOGIE sector, including companies like ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS ZONE EURO sector, including companies like AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS HORS ZONE EURO sector, including companies like CH - Suisse, NO - Norvège, etc.

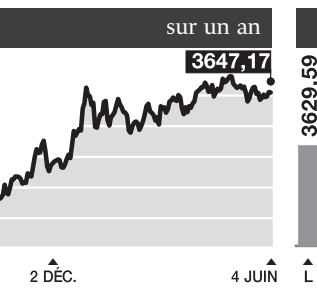


Table of stock prices for the ASSURANCES sector, including companies like AGF/RM, ALLEANZA ASS, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the SERVICES COLLECTIFS sector, including companies like ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the BIENS DE CONSOMMATION sector, including companies like AHOLD, ASDA GROUP PLC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the COMMERCE DISTRIBUTION sector, including companies like ARCADIA GRP, BOOTS CO PLC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the HAUTE TECHNOLOGIE sector, including companies like ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS ZONE EURO sector, including companies like AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS HORS ZONE EURO sector, including companies like CH - Suisse, NO - Norvège, etc.

www.lemonde.fr CHANGE!

EURO NOUVEAU MARCHÉ

04/06 10h25

Table of stock prices for the AMSTERDAM market, including companies like AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the BRUXELLES market, including companies like ENVIPOCO HLD CT, FARDEM BELGIUM ABC, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the FRANCFORT market, including companies like 1 & 1 AG & CO.KGAA, AXTRON, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS ZONE EURO sector, including companies like AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

04/06 10h25

Table of stock prices for the CODES PAYS HORS ZONE EURO sector, including companies like CH - Suisse, NO - Norvège, etc.

VALEURS FRANÇAISES

L'action BNP s'échangeait, vendredi 4 juin, en baisse de 0,54 %, à 82,45 euros. Quelques heures avant la tenue de l'assemblée générale de la Société générale, le titre SG gagnait 0,38 %, à 184 euros et Paribas prenait 0,37 %, à 108,4 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 176,6 euros et l'action Paribas à 113,3 euros. L'OPE de SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 115 euros.

L'action Carrefour s'affichait en hausse de 0,64 %, à 125 euros lors des premiers échanges vendredi. Le groupe de distribution a annoncé après la clôture du marché, jeudi 3 juin, que son chiffre d'affaires s'était amélioré de 18 % en mai par rapport à mai 1998.

Le titre PSA Peugeot Citroën se négociait en baisse de 0,13 %, à 147,7 euros, vendredi à l'ouverture. Le constructeur automobile a fait savoir avant le début des cotations, vendredi 4 juin, qu'il confiait à Carlson Wagonlit Travel la réalisation des prestations de service d'agence de voyages pour l'ensemble de ses sociétés françaises et étrangères à compter du 1er juillet.

L'action Dexia était en hausse de 0,3 %, à 132,9 euros, vendredi, lors des premières transactions, à la suite de l'annonce de la création d'une filiale commune avec UFB-Banabail du groupe Paribas dans le domaine du crédit-bail mobilier.

RÈGLEMENT MENSUEL

Table with columns: Prédécent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for B.N.P. (T.P.), CR.LYONNAIS(TP), RENAULT (T.P.), etc.

Main table of stock prices with columns: Ticker, Cours, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for BIC, BIS, B.N.P., BOLLORÉ, BONGRAIN, BOUYGUES, etc.

Table of international stock prices with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for SIUC CA, SIMCO, S.I.T.A., SKIS ROSSIGNOL, etc.

Table of international stock prices with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for AMERICAN EXPRESS, A.T.T., BARRICK GOLD, CROWN CORK ORD., etc.

Table of international stock prices with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for EUROPE 1, EURO TUNNEL, BERTRAND FAURE, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 3 JUIN. Une sélection. Cours relevés à 17h35.

Table of new market stock prices with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Includes entries for ADLPARTNER, AB SOFT, ALPHAMEDIA, etc.

SECOND MARCHÉ

VENDREDI 4 JUIN. Une sélection. Cours relevés à 10h15.

Table of second market stock prices with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Includes entries for ARKOPHARMA, ASSUR.BQ.POP., ASSYSTEM, etc.

International

Table of international stock prices with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for AMERICAN EXPRESS, A.T.T., BARRICK GOLD, etc.

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; □ contrat d'animation; * = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ◆ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1)

Lundi date mardi : % variation 31/12; Mardi date mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi date vendredi : compensation; Vendredi date samedi : nominal.

Table of stock prices with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for CGBI, CLAYEUX (LY), CNIM CA, COFITEM-COFI, etc.

SICAV

MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC. PATRIMOINE RETRAITE C, PATRIMOINE RETRAITE D.

FCP. FONSAVIC C, MUTUAL DÉPÔTS SIC. C.

Émetteurs. Valeurs unitaires francs, Date cours.

Table of SICAV and FCP funds with columns: Ticker, Valeurs unitaires francs, Date cours. Includes entries for AGIPI, AGIPI AMBITION (AXA), AGIPI ACTIONS (AXA), etc.

Fonds communs de placements

Table of common investment funds with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for MONÉJ D, OBLIFUTUR C, OBLIFUTUR D, etc.

CIC BANQUES

Table of bank funds with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for CREDIT AGRICOLE, FRANCIC, FRANCIER PIERRE, etc.

Fonds communs de placements

Table of common investment funds with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for INTENSYS D, KALEIS DYNAMISME D, KALEIS EQUILIBRE C, etc.

LEGAL & GENERAL BANK

Table of bank funds with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for ASIE 2000, CM EURO PEA, CM FRANCE ACTIONS, etc.

BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT

Table of bank funds with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for MONEDEN, LIVRET B. INV.D. PEA, NORD SUD DEVELOP. C, etc.

CREDIT AGRICOLE

Table of bank funds with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for CREDIT AGRICOLE, FRANCIC, FRANCIER PIERRE, etc.

SG ASSET MANAGEMENT

Table of bank funds with columns: Ticker, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Valeur nominal (€). Includes entries for CADENCE 1 D, CADENCE 2 D, CADENCE 3 D, etc.

Jacques Arnould, frère chercheur

Ce supérieur dominicain réconcilie Darwin et Dieu et s'interroge sur les enjeux de l'aventure spatiale pour le compte du CNES

CHAQUE MATIN que Dieu fait, après laudes, le Frère Jacques Arnould, prieur du couvent Saint-Jacques de Paris, troque son habit de dominicain - tunique, capuce et

PORTRAIT

Costume-cravate le matin ; tunique, capuce et scapulaire l'après-midi

scapulaire blancs - pour un costume-cravate, puis gagne son bureau au Centre national d'études spatiales (CNES). Les revues scientifiques sont ici sa seule bible, Internet son viatique. Employé à mi-temps par l'organisme public, il y a pour mission de réfléchir aux « enjeux éthiques » des activités spatiales.

L'après-midi, le Père Arnould rejoint sa communauté, dont la charge de supérieur l'occupe jusqu'aux vêpres. Ses soirées, celles du moins qu'il ne passe pas sur les trottoirs « chauds » de la capitale, à venir en aide aux prostituées avec les bénévoles du mouvement du Nid, sont réservées à la prière et à la méditation. Parfois, aussi, à la lecture d'un roman déposé par son frère devant sa cellule : 10 mètres carrés habillés de quelques icônes, de rayonnages garnis de livres de biologie et d'un moulage du crâne néandertalien de l'homme de la Chapelle-aux-Saints. Un cadeau d'amis chercheurs, clin d'œil à la question de l'être de Hamlet, en même temps qu'allusion à ses études sur la création et l'évolution.

La double vie de ce frère chercheur procède, croit-il, d'un principe unique. « Entre la question de Dieu et la question de l'homme, entre la passion pour Dieu et la passion pour l'homme, il existe un lien intime. Je ne peux séparer mes engagements de théologien et de scientifique. » Une profession de foi servie par le charisme naturel que lui donnent sa haute stature - il frise les 2 mètres -, la pureté d'un visage à la Le Clézio et un verbe éloquent.

Difficile, pourtant, de trouver le signe annonciateur d'une vocation dans la jeunesse de ce Lorrain né dans une famille de petits commerçants voilà trente-huit ans et resté proche des « choses de la

terre ». « J'ai gardé de la paille plein les sabots », dit-il, pour expliquer son besoin de se ressourcer lors de longues promenades en forêt. Ingénieur agronome de formation, il s'intéresse aux pluies acides, au milieu des années 80, et passe alors tout près d'une carrière scientifique classique. Il en est détourné, à vingt-cinq ans, par la rencontre de dominicains. Rien de l'illumination d'un Claudel dans cette conversion. Mais le sentiment de donner enfin sens à une éducation chrétienne plutôt banale. « Je n'ai compris que plus tard ce qui m'avait séduit dans l'ordre des frères prêcheurs : l'union d'une vie contemplative, dans une communauté de liturgie et de prière, et d'un engagement en prise avec les réalités de notre société. »

D'autres rencontres orienteront le cours de sa vie. Ses supérieurs lui proposent, alors qu'il effectue ses études de théologie à l'Institut catholique de Paris, de se pencher sur les rapports de la science et de la foi. L'équipe du Laboratoire d'écologie systématique et d'évolution d'Orsay (CNRS-université Paris-XI) lui en offre l'occasion rêvée, en l'associant à ses travaux. Une thèse, *Éléments pour une théologie de la création au sein du paradigme évolutionniste*, et quatre ouvrages, *Les Créationnistes* ; *Darwin, Teilhard de Chardin et C^o* ; *Les Avatars du gène et La Théologie après Darwin* viennent ponctuer ce questionnement philosophique.

« JEU DES POSSIBLES »

Jacques Arnould n'a pas attendu que le pape Jean Paul II reconnaisse, en 1996, que l'évolution était « plus qu'une hypothèse » pour se faire une religion. Adam et Eve, la pomme, le serpent, Noé ? « Des mythes que l'on peut utiliser pour parler de l'origine de l'homme, mais qui ne sont évidemment pas à prendre au pied de la lettre », comme s'obstinent à le faire les créationnistes, très influents aux Etats-Unis et en Australie, dans leur fidélité intégriste à la lettre de la Genèse. « La cosmologie m'apprend comment l'univers s'est formé à partir du Big Bang, la théorie de la sélection naturelle comment on est passé d'un ancêtre vaguement humanoïde à l'homme moderne. Un siècle et demi après la publication de L'Origine des espèces, les idées de Darwin, enrichies par l'apport de

la génétique, offrent toujours une lecture pertinente du vivant. »

La question de la création est, à ses yeux, d'un autre ordre. Celui de la foi, où la science n'a guère son mot à dire. « Savoir si Dieu a donné la pichenette initiale ne m'intéresse pas. La création touche à l'origine de l'homme, ce qui est différent de son commencement. » Avec saint Thomas d'Aquin, il pense que « la création est une relation entre le Créateur et sa créature ». C'est dans cette relation que le croyant situe « la part de liberté et d'indéterminisme » qui fait écho, chez le scientifique, au caractère aléatoire de l'évolution et à ce « jeu des possibles » décrit par le Prix Nobel de médecine, François Jacob.

Comme pour prouver que les voies de la providence sont impénétrables, il est alors invité par les dirigeants du CNES à étudier les « stratégies de communication » de l'agence spatiale, dans le domaine de l'observation de la Terre. Une thèse soutenue sur ce sujet, voilà quelques semaines, lui donnera, en même temps qu'un doctorat d'histoire et diffusion des sciences, une reconnaissance par ses pairs chercheurs.

Entre ciel et cieus, Jacques Arnould, revisitant le mythe du paradis perdu, s'interroge aujourd'hui sur la fascination exercée par l'espace sur l'être humain. Celui-ci,



Jacques Arnould sur la terrasse du couvent Saint-Jacques.

observe-t-il, « préférerait être fils des étoiles que cousin des singes ». Mieux que d'autres, il comprend cette attirance pour ce « face-à-face avec l'infini », cette quête sans limite d'un « au-delà ». Il aime, dans l'aventure spatiale, qu'elle « offre à l'humanité la possibilité de se dépasser et de repousser ses limites ».

QUESTIONS EN CASCADE

Et, tranchant avec l'anthropocentrisme et le géocentrisme du discours théologique traditionnel, il accueille, avec fraternité, l'hypothèse de l'existence d'autres

mondes habités : « Au nom de quoi - en tout cas pas en celui de la science - refuser l'idée d'autres créatures de Dieu qui ne soient pas des êtres humains, mais intelligentes elles aussi ? »

Pour autant, la conquête spatiale lui semble entraîner des questions ou morales plus philosophiques ou religieuses au demeurant. L'homme a-t-il le droit de coloniser l'espace ? Est-il si fier de ce qu'il a accompli sur la Terre qu'il prétende l'exporter vers d'autres planètes ? Ne chercherait-il pas plutôt à fuir un sol qu'il a dévasté ? Est-il légitime, par ailleurs,

d'envisager de créer ou de recréer un jour les conditions de la vie sur Mars, par exemple, en « détournant » ainsi des ressources financières et technologiques précieuses de ce bas monde, où le minimum vital n'est pas assuré pour tous ?

UN VOYAGE DÉBUTÉ AU PARADIS

Quel statut accorder, encore, aux formes de vie que l'homme pourrait implanter sur de lointaines planètes ? Si, une fois créées les conditions de l'apparition d'un écosystème autosuffisant, le vivant s'y développerait de façon autonome, quel droit de regard les Terriens conserveraient-ils ? Jacques Arnould soulève davantage d'interrogations qu'il n'apporte de réponses. Ce questionnement lui paraît être le propre de l'homme de foi, autant que de l'homme de science : « Beau mot que celui de chercheur, et si préférable à celui de savant ! », aime-t-il à dire avec Jean Rostand.

Parmi ses confrères du CNES, comme auprès de ses frères de couvent, au milieu des théologiens comme au contact des biologistes, le dominicain « entretient ce dialogue de la science et de la foi jour après jour ». Il ne sait pas, confesse-t-il, « comment se terminera l'aventure humaine ». Mais au chercheur, persuadé que « l'homme est appelé à poursuivre sa marche qui a commencé dans un coin d'Afrique, il y a quelques millions d'années », le croyant répond : « Si nous avons été chassés du Paradis, c'est pour être invités à un voyage qui est loin d'être achevé. »

Pierre Le Hir

Indiens et Ariégeois contre les OGM : « Nous très fâchés, nous tout faucher »

TOULOUSE

de notre correspondant régional

Soudain, mercredi 2 juin, quarante-six Indiens entrent dans Gaudiès, un petit village de l'Ariège. Faux et serpettes circulent et ils se mettent au travail dans les champs. Deux à trois cents Ariégeois les rejoignent. Le même geste du faucheur les rassemble. Une demi-heure plus tard, l'hectare de colza transgénique - un terrain expérimental du Centre d'étude technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains dont la localisation était tenue secrète - est « liquidé », les gerbes rassemblées et enflammées. Paysans indiens et Ariégeois regardent ensemble danser les flammes. Un même adversaire les unit, les OGM. « Nous très fâchés, nous tout faucher », dit une banderole écrite à la hâte.

Une caravane « intercontinentale » de cinq cents paysans indiens du KKRS, une association des paysans du Karabata forte de 10 millions de membres, adeptes de la « république villageoise », opposés aux castes et au patriarcat, parcourt l'Europe depuis le 24 mai. Non violents, ils pratiquent volontiers la désobéissance civile et l'action directe. Leur cible : l'ordre économique mondial. « Pour survivre à l'ouverture des marchés, les paysans doivent être compétitifs », dit Swany. Mais comment concurrencer Cargill quand on bêche un lopin ? Ils veulent, au nom des droits des peuples, interpeller la prochaine réunion du G 8. En attendant, leur caravane va de ville en

ville et, surtout, de campagne en campagne. Car l'appropriation du vivant par les multinationales de l'agrochimie leur paraît la pire des dérives. Une poignée de graines dans la main, Gouvinda Ragu affirme, dans un anglais chaotique : « Ces graines tuent la terre, les animaux, la nature, les récoltes. Elles amènent la misère. Chez nous, deux cents paysans se sont suicidés à cause d'elles. »

En Ariège, les paysans du KKRS ont trouvé une oreille attentive chez les militants de la Confédération paysanne, de Droit paysan, du Comité écologique ariégeois et des Verts. D'un commun accord, ils ont organisé l'action commando contre la plantation de Gaudiès, découverte après six mois de patiente enquête. « Avant même de poser un élémentaire principe de précaution, posons-nous la question de savoir si les plantes transgéniques sont nées de la demande des producteurs ou des consommateurs ou bien de l'offre imposée des semenciers », observe André Bazerque, de la Confédération paysanne. « Ils veulent rendre captif l'agriculteur, ajoute-t-il. Alors il nous faut mordre. »

Les paysans du KKRS partagent cette vision : « Nous ne cherchons pas à occuper une place à la table mondiale des négociations, nous ne voulons pas non plus d'une révolution sanglante. Nous progressons seulement vers la construction d'un monde différent, un monde qui partira du niveau local pour aller vers le niveau mondial. »

Jean-Paul Besset

01 01 00

Cette date mérite un rendez-vous.

ALCATEL SE MET À LA DISPOSITION DES ENTREPRISES POUR PRÉPARER LE PASSAGE DE LEURS SYSTÈMES DE COMMUNICATION À L'AN 2000. CERTAINES SOCIÉTÉS PEUVENT AVOIR BESOIN D'ADAPTER OU DE MODIFIER LEURS INSTALLATIONS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS. C'EST POURQUOI NOUS METTONS À LEUR DISPOSITION UN SERVICE DÉDIÉ. CONTACTEZ-LE DÈS AUJOURD'HUI.

ALCATEL SERVICE AN 2000 - TÉL. : 0800 41 2000 (APPEL GRATUIT)

www.alcatel.fr



The Hi-Speed Company

Un temps perturbé et plus frais

SAMEDI, les hautes pressions se situent au sud des Açores et laissent passer les perturbations. La zone dépressionnaire se situe sur les Iles Britanniques. La perturbation traverse la France en s'enfonçant vers le sud-est et un temps de traîne active concernera le nord et le nord-ouest du pays.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages seront nombreux et donneront des averses parfois accompagnées d'un coup de tonnerre. Le vent de sud-ouest pourra atteindre les 80 à 90 km/h près des côtes de la Manche. Il fera entre 14 et 16 degrés l'après-midi.

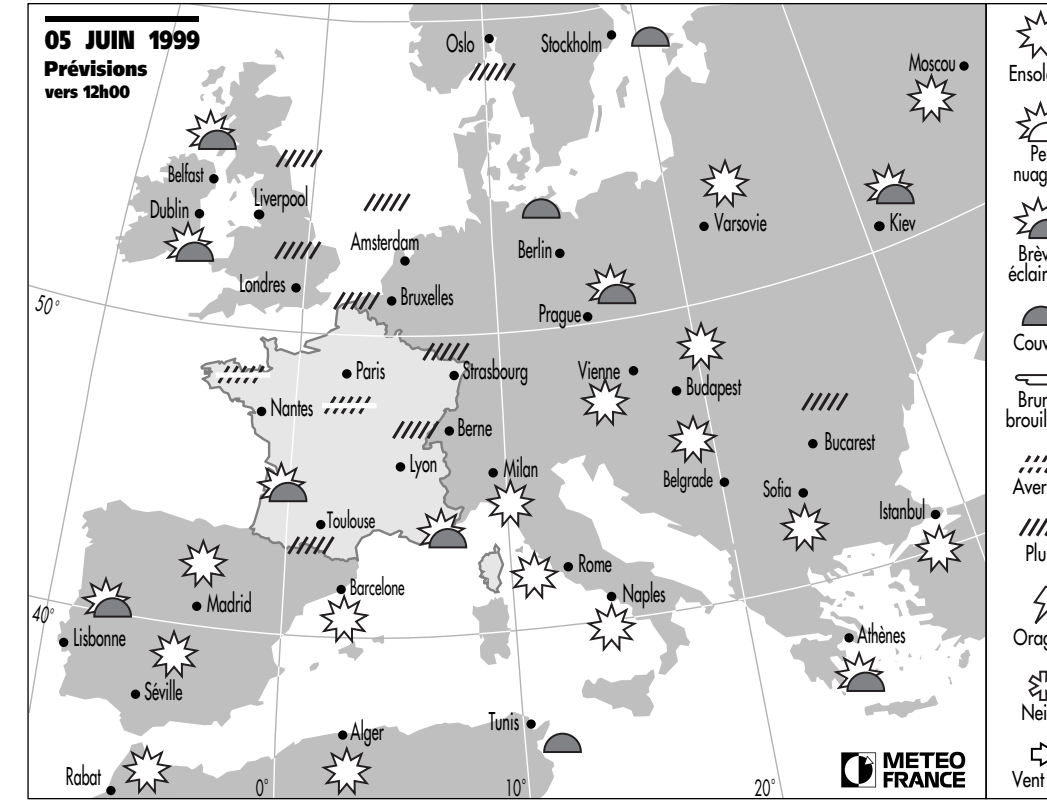
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Progressivement les nuages deviennent nombreux et des averses se produisent parfois accompagnées de coups de tonnerre et de fortes rafales de vent. Près de la Manche, le vent pourra atteindre les 80 à 90 km/h. Les températures se situent entre 14 et 16 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Les pluies parfois modérées laisseront place à un temps variable avec quelques ondées. Le thermomètre atteindra 15 à 18 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - La pluie s'enfoncera vers le sud. Un coup de tonnerre sera possible sur les Pyrénées. Quelques éclaircies entrecoupées d'ondées reviendront sur Poitou-Charentes et le nord de l'Aquitaine. Il fera au mieux 15 à 19 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le temps sera couvert et pluvieux avec quelques orages sur les Alpes. Le thermomètre indiquera 16 à 19 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps se dégradera au fil des heures. Le ciel sera nuageux sur le littoral et des ondées se produiront dans l'intérieur. Les températures seront encore élevées entre 22 et 27 degrés.



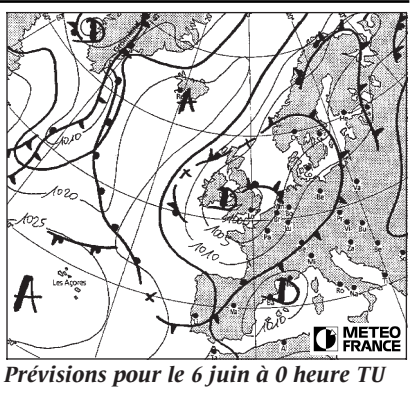
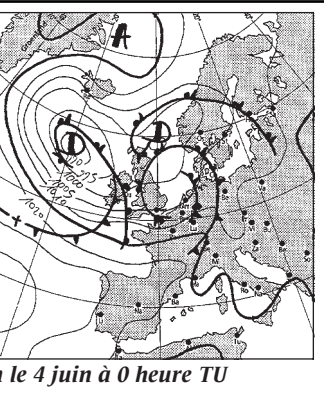
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ IRLANDE. Air France dessert désormais Paris-Dublin en franchise avec City-Jet, son partenaire irlandais, à raison de 4 vols quotidiens. Pour promouvoir cette nouvelle desserte, la compagnie nationale propose un tarif promotionnel à 767 F (116€) A/R. Pour en profiter, il suffit d'acheter son billet 14 jours à l'avance et d'inclure la nuit du samedi sur place. Renseignements au 0-802-802-802.

■ PARIS. Après une fermeture de quatre mois, le canal Saint-Martin rouvrira ses portes d'écluses à la mi-juin. Les bateaux Arletty et Marcel-Carné reprendront leurs croisières quotidiennes du Port de l'Arсенal au Parc de la Villette (et inversement). Départs tous les jours de 9 h 45 à 14 h 30, à l'Arсенal (face au 50, boulevard de la Bastille, métro Bastille) ou à la Villette (13, quai de la Loire, métro Jaurès). Réservations, tél. : 01-42-39-15-00.

PRÉVISIONS POUR LE 05 JUIN 1999
 Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	12/15 P	NANTES	11/17 P	NICE	17/25 S	PARIS	9/15 P	PAU	11/16 P	PERPIGNAN	9/15 P	RENNES	11/13 P	ST-ETIENNE	9/13 P	STRASBOURG	12/17 P	TOULOUSE	11/15 P	TOURS	12/25 N	LYON	10/14 P	CAYENNE	9/13 N	FORT-DE-FR.	14/19 P	MARSEILLE	17/25 S																																																																							
FRANCE outre-mer	NOUMEA	20/23 S	FRANCFORT	23/29 P	GENEVE	15/19 P	HELSINKI	24/31 N	ISTANBUL	20/23 S	KIEV	23/28 S	LISBONNE	25/32 C	LIVERPOOL	20/28 S	AMSTERDAM	11/14 P	ATHENES	24/33 S	MILAN	16/24 S	MOSCOU	7/13 N	MUNICH	14/25 S	NAPLES	12/19 C	OSLO	12/18 P	PALMA DE M.	11/16 P	PRAGUE	12/19 P	ROME	13/25 S	SEVILLE	10/15 P	SOFIA	7/12 N	ST-PETERSB.	11/15 P	STOCKHOLM	12/17 C	TENERIFE	10/21 N	VARSOVIE	18/24 S	LE CAIRE	17/25 S	MARRAKECH	13/24 S	NAIROBI	16/23 C	PRETORIA	13/28 S	RABAT	17/12 C	TUNIS	24/31 S	20/28 N	20/28 N	13/20 N	13/19 C	16/25 N	12/24 C	15/25 S	9/23 N	16/24 S	17/33 S	14/23 S	14/22 N	12/17 C	14/19 S	12/22 S	17/25 S	11/16 N	13/25 S	17/29 S	17/27 S	22/26 C	22/31 S	21/34 S	18/32 S	16/23 C	7/23 C	14/23 S	23/34 C	26/30 P	27/33 S	26/30 C	32/42 S	26/32 N	26/28 P	19/31 S	26/34 P	17/27 C	15/22 C	27/32 C	13/20 N	20/27 C



La mésange bleue, mère svelte et nourricière

LA MÉSANGE BLEUE est bonne mère. L'élevage de ses poussins lui pompe une énergie phénoménale : entre le début de la ponte et la fin de l'élevage, elle peut perdre (œufs non compris) jusqu'à 30 % de son poids, fondant ainsi brutalement de 14 à 10 grammes. Qu'importe. Au sortir de cette activité cruciale, elle peut s'enorgueillir d'appartenir à l'espèce de passereaux la plus active : 8 à 12 œufs en moyenne, parfois même 15 ou 16 à chaque ponte. Mais il ne suffit pas de couvrir ; une fois la progéniture éclosée, il faut encore la nourrir - et, donc, s'arranger pour que l'arrivée des petits coïncide avec la présence d'une nourriture abondante. Une synchronisation subtile, dont les mécanismes sont moins évidents qu'on ne croit.

Non que l'alimentation pose problème : la mésange *Parus caeruleus* (ordre des passeriformes, famille des paridés), pour apaiser sa faim, aurait plutôt l'embaras du choix. Petits insectes et araignées, fruits, baies, graines, bour-

geons, tout lui convient. Ce qui d'ailleurs contribue à faire d'elle l'une des dix espèces d'oiseaux nicheurs les plus communs de France, et même bien au-delà, puisque son aire de nidification recouvre l'Europe, l'Asie mineure et l'Afrique du Nord méditerranéenne.

Pour prélever sa pitance, cette acrobate sans pareille procède à sa manière, et semble y trouver un malicieux plaisir. Perchée dans la cime d'un arbre - elle aime les hauteurs et descend rarement à terre -, la mésange bleue se laisse pendre, tête en bas, à l'extrémité d'une brindille, et nettoie la végétation des œufs et larves d'insectes qui s'y trouvent. Une fois ce voisinage assaini, elle passe, d'un simple mouvement de balancier, à la brindille suivante. Préciseuse auxiliaire pour les sylviculteurs, elle participe ainsi naturellement à la lutte biologique contre les insectes parasites.

Fonder une famille le printemps venu ne lui est pas non plus très difficile. Seulement fatigant. La femelle doit, en premier lieu, choisir un partenaire - ce qu'elle fait en partie à l'oreille, se laissant séduire par les vibrantes aubades qui lui

sont consacrées à l'aube. Le couple doit ensuite délimiter son territoire, et s'y choisir un gîte dans l'habitat que l'espèce affectionne le plus : une vieille chénaie ensoleillée, aux troncs truffés de cavités naturelles. C'est au mâle que reviendra la tâche de trouver la plus propre et la plus spacieuse. Il l'inspectera plusieurs fois avant de la proposer à sa moitié, qui l'adoptera en confiance pour y confectionner le nid, l'entretenant jour après jour de mousse et de brins d'herbe entourés de plumes.

Vient l'époque de la ponte - en mars et avril dans les régions les plus chaudes, en avril et mai ailleurs. Un à un, dans le nid douillet, la femelle enfouit une dizaine de minuscules œufs blancs, finement tachetés de brun-rouge. Epreuve exténuante : le poids total de la couvée dépasse souvent celui de la mère, qui ne doit son salut qu'à l'aide active de son compagnon. Durant toute la durée de la ponte (un seul œuf est délivré chaque jour, généralement au lever du soleil), celui-ci la nourrit activement.

Il prend soin également de lui fournir quantité de petites coquilles d'escargot, seules garantes de la bonne calcification des coquilles de ses futurs poussins.

Mais quel est, dans l'environnement, le signal qui informe dame mésange que le temps est venu de s'engager dans la maternité ? Car les jours sont comptés. « Dix jours de ponte pour dix œufs, plus quatorze jours d'incubation : en pondant, il faut que chaque femelle anticipe sur les ressources alimentaires qui devront être présentes à l'éclosion des poussins, soit environ vingt-quatre jours après », calcule Paul Isenmann. Comment font-elles ? Chercheur au Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive du CNRS (Montpellier), ce fin connaisseur a tenté pendant plusieurs années, parmi d'autres, de résoudre l'énigme. De longues observations ont été effectuées par son équipe pour comparer, dans les forêts du Midi, les dates de ponte des mésanges bleues selon qu'elles nichent dans des zones riches en chênes verts ou en chênes blancs, essences dont les bourgeons ne s'ouvrent pas tout à fait à la même époque. Ses conclusions restent on ne peut plus pr-

dententes : parmi les principaux éléments déterminant les dates de ponte, il faut compter « les actions complémentaires de la température et de l'éclatement des bourgeons pourvoyeurs de nourriture, ainsi que les conditions corporelles de la femelle ». Malgré de minutieuses recherches, l'horloge reproductive de la mésange bleue garde son secret.

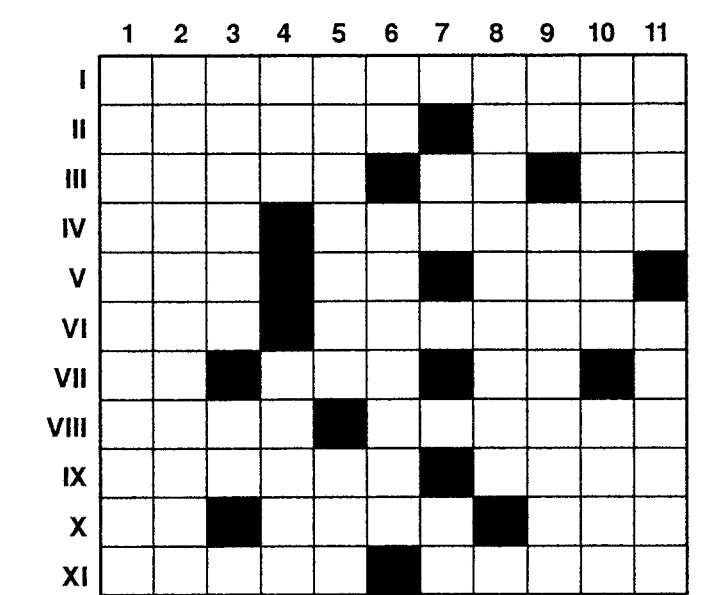
Reste pour elle le plus gros travail, le nourrissage de la nichée. A raison de 25 à 50 apports d'aliments par heure (soit 10 000 à 20 000 pendant toute la durée de l'élevage), père et mère y suffisent à peine. Plus rare encore : l'instinct nourricier est chez eux si développé qu'ils continuent d'alimenter leurs petits une ou deux semaines après leur premier envol ! Après quoi, les parents redevenant libres, grégaire et itinérants, se regroupant parfois, le temps d'une ronde folle, avec d'autres mésanges, charbonnières, nonnettes ou boréales. Les oisillons, quant à eux, feront ce qu'ils pourront : confrontés à la solitude des canopées forestières, 80 % d'entre eux périront avant l'âge d'un an.

Catherine Vincent

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99132

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTELEMENT

I. Pour prendre les sentiers hors des sentiers battus. - II. Ouvrent les portes des prisons. Petite partie de la rose. - III. Le grand vide. Conjonction. Assure la transition. - IV. Distingue les porteurs de ceintures. Exprime les souhaits. - V. Ancienne capitale arménienne. Dieu. Possessif. - VI. Est passé de l'eau au vin. Creusent les sillons. - VII. Chlore. Patronne. Noter à chaque bout. - VIII. Enlevée par

Héraclès. Propos à l'anglaise. - IX. Mis dans l'erreur. Sans danger. - X. Dans l'huile. Ecoles publiques. Liaisons rapides. - XI. Un blanc qui tourne parfois au vinaigre. Service de distribution.

VERTICALEMENT

1. Son parti pris est manifeste. - 2. Nécessite de gros moyens pour s'occuper des fonds. - 3. Grand papillon. Donné pour accord. - 4. Donné par le précédent. Ren-

force la coque. - 5. Soutien pédagogique. Attrapés. - 6. Affiche la qualité. L'art de récupérer avant de se fatiguer. - 7. Dans le poulet et dans la lettre. Pour le facteur. - 8. Battus à plate couture. - 9. Auxiliaire. Donnent le frisson. - 10. L'Atlantique breton. Borde la combe. - 11. Transmet les messages. Domaine d'intervention.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99131

HORIZONTELEMENT

I. Ostentation. - II. Moutardier. - III. Ni. Ionone. - IV. Iguanes. Is. - V. PNB. Fusants. - VI. Œuf. Sem. Ha. - VII. Tuerie. Emoi. - VIII. Erses. Orage. - IX. Queux. Sar. - X. Coudrier. La. - XI. Été. Etripés.

VERTICALEMENT

1. Omnipotence. - 2. Soigneur. Ot. - 3. Tu. Ubuesque. - 4. Etna. Freud. - 5. Na. NF. Isère. - 6. Trieuse. Uit. - 7. Adossé. Oxer. - 8. Tin. Amer. Ri. - 9. Ieo. Mas. - 10. Ornithogale. - 11. Essaieras.

PHILATÉLIE

LE RYTHME des nouvelles émissions de timbres reste toujours aussi soutenu. Après celui des fleurs, la semaine dernière, le thème est, cette fois, plus ou moins directement le département de la Gironde.

● **La Jurade de Saint-Emilion**
 Mis en vente générale le lundi 31 mai, ce timbre à 3,80 F commémore la création de la Jurade de Saint-Emilion, dont la charte de Falaise, signée en 1199 par Jean sans Terre, marque la fondation. Elle confère aux bourgeois de Saint-Emilion le pouvoir d'administrer leur commune et leurs vins. La Jurade, dissoute à la Révolution, est reconstituée en 1948. Elle compte aujourd'hui près de deux mille membres.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par Odette Baillaits, représente le sceau d'origine de la Jurade et les vignes de la

Sous le signe de la Gironde

Grande Muraille, ruines d'un ancien couvent. Gravé par André Lavergne, il est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante exemplaires.

● **L'hôtel de la Monnaie à Paris**
 En vente générale le lundi 7 juin, ce timbre à 4,50 F évoque l'édifice de l'hôtel de la Monnaie à Paris, œuvre de l'architecte Jacques-Denis Antoine (1733-1801), dont la construction, décidée en 1767, fut achevée en 1775. Deux siècles durant, les espèces métalliques y furent frappées avant que son atelier ne soit transféré à Pessac (Gironde). Aujourd'hui, l'hôtel de la Monnaie accueille un atelier de gravure et fabrique des monnaies et des médailles de collection. Son musée conserve 30 000 monnaies et 75 000 médailles.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné par René Quillivic, gravé par Czeslaw Slania, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante. Sa vente anticipée aura lieu les 5 et 6 juin, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à l'hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti, à Paris-6°.

DÉPÊCHE

■ **CATALOGUE** : l'éditeur britannique Stanley Gibbons ajoute un titre à sa collection de catalogues spécialisés. Beryl et Peter Miller, les auteurs de *Collect Fish on Stamps* consacré aux représentations de poissons sur timbres-poste, répertorient ainsi plus de 7 600 timbres, représentant 1 600 espèces. Des index alphabétiques (noms anglais, latins, etc.) complètent utilement l'ensemble (432 pages, illustrations en noir et blanc, 16,95 livres).

P. J.

Mozart et quelques grands pianistes du siècle

Parmi la nouvelle livraison de la collection publiée par Philips, quatre artistes à découvrir ou redécouvrir avec l'interprétation révolutionnaire du « Concerto en ré mineur » par Martha Argerich

POUR ÊTRE TROP ÉCOUTÉES, certaines œuvres ont vu leur impact originel sur le public s'évaporer. Chefs-d'œuvre intouchables que des pianistes édulcoraient de leur force vitale... malgré eux. N'étant plus surpris, stupéfaits pour tout dire, ils les jouent comme on les a toujours entendues.

Les petites dissonances, le caractère ombrageux, très orage et passion, du *Concerto en ré mineur KV 466* de Mozart peuvent-ils encore chambouler un auditeur du XX^e siècle, habitué à d'autres écarts ? Sans doute, mais l'on imagine que ceux qui assistèrent à la création du plus étonnant concerto pour piano du compositeur autrichien l'ont pris en pleine figure... comme la pianiste Martha Argerich et le chef d'orchestre Alexandre Rabinovitch nous le balancent aujourd'hui ! Une interprétation révolutionnaire qui choquera les tenants d'un Mozart policé, urbain, prise à un train d'enfer, dramatique, contrastée, avec des timbres qui – enfin ! – retrouvent leur valeur thématique. De l'orchestre, Rabinovitch – on dirait un Hamoncourt sous cocaïne – tire des phrases abruptes, des contrechants étonnants. Pour une fois, les altos sont au rendez-vous. Argerich taille la route, réalise un travail étonnant sur le rythme, les oppositions de sonorités et la dynamique.

Le type même de l'intelligence sensible en action – voire de deux génies aux prises avec un troisième. On l'oublie souvent, mais l'interprétation est une forme subtile de création (1 CD Teldec).

Martha Argerich est en tête des ventes de la série des « Grands Pianistes du XX^e siècle », publiée par Philips sous forme de doubles albums cartonnés, luxueusement présentés. Près de 100 000 ont été vendus en France depuis le lancement de la série, le 15 septembre 1998. Et ce succès est mondial.

Une série de vingt disques vient juste de sortir qui associe pianistes de premier plan, connus et inconnus, avec des artistes plus contestés dont il n'est pas utile de parler aujourd'hui. De passage à Paris, il y a quelques semaines, Martha Argerich déclarait d'ailleurs au *Monde* : « *Pourquoi Philips a-t-il oublié Guiomar Novaes, Vlado Perlemuter, Annie Fischer, Rosita Renard, Marcelle Meyer, Tatiana Nikolaeva ? C'est incroyable. Il faut faire quelque chose.* »

Il n'empêche qu'il faut se féliciter que les disques d'Ignaz Friedman (1882-1948) sortent au grand jour. Justement qualifié de « *maître du rythme et des couleurs* » par Hyperion Knight, dans un remarquable texte qui accompagne les interprétations du pianiste polonais, Friedman est un interprète dont les ma-

zurkas, le *Nocturne op. 55* de Chopin et les romances sans paroles de Mendelssohn sont parmi les plus inspirées, nostalgiques et joyeusement sensuelles.

« UN OURAGAN DE POÉSIE »

De même, on est heureux de retrouver les interprétations des *Vingt-Sixième* et *Vingt-Septième Concertos* de Mozart, les *Impromptus* et un enregistrement jamais réédité de la *Wanderer Fantaisie* de Schubert par Clifford Curzon (1907-1982). Le Britannique cultivait la simplicité, le naturel, qu'il portait à un point ultime de sophistication. Même si le Suisse Edwin Fischer (1886-1960) est toujours célèbre, il faut se précipiter pour écouter le choix effectué par Alfred Brendel parmi ses interprétations de Bach. Quel esprit, quelle maîtrise dans les treize préludes et fugues du *Clavier bien tempéré* retenus ! Quelle folie dans la *Fantaisie chromatique et fugue* !

Pour finir, l'album consacré à Nelson Freire (né en 1944), d'autant que le texte de l'Américain John Ardoin est d'une remarquable justesse... sauf son titre. Nelson Freire serait plutôt « Un ouragan de poésie » qu'« Un ouragan de puissance pianistique », même si le Brésilien n'est pas manchot !

De nombreux inédits ont été choisis par Tom Deacon, le produc-

teur de cette série, parmi les archives de la Radio de Berlin (les *Métamorphoses symphoniques sur La Chauve-Souris de Johann Strauss* et *Standchen*, de Richard Strauss, adaptés par Godowski, la *Dixième Rhapsodie hongroise* de Liszt) qu'il a associés à la *Totentanz* de Liszt, enregistrée avec l'Orchestre de Munich et Rudolf Kempe (jamais rééditée par Sony bien que ce soit une interprétation légendaire), à une *Sonate en fa mineur* de Brahms (qui l'est à peine moins), enregistrée pour le même éditeur en 1967. Le pianiste était âgé de vingt-trois ans et jouait comme un sage : l'Andante espressivo est à pleurer... comme les premier et derniers mouvements de la *Fantaisie* de Schumann captée en public, à Toronto, en 1984. Et il y a aussi cet extrait d'un concert donné à Miami, la même année : le *Deuxième Impromptu*, les *Mazurkas op. 24 n° 4 et 41 n° 1* de Chopin. Cité par John Ardoin, le pianiste américain Ivan Davais dit que Nelson Freire y est « *honnête, provocant et inévitable* ». C'est vrai.

Alain Lompech

★ Pour l'achat de deux albums de la série « Grands Pianistes du XX^e siècle », Philips offre onze sonates de Scarlatti par Clara Haskil inédites sur disque compact. Uniquement dans les Fnac.

SÉLECTION DISQUES

PRETENDERS

Viva el amor !

Depuis les débuts des Pretenders, en 1978, Chrissie Hynde incarne, en rockeuse ultime, une rebelle farouche capable de grands accès de tendresse. Au crépuscule du mouvement punk, cette voix américaine a déclaré sa flamme à l'art pop britannique. Cinq ans après son précédent album studio (le correct *Last Of The Independents*), la voici, quinze ans plus tard, au mieux de sa forme, maîtrisant avec une vigueur caractéristique un chant et des refrains d'une autorité séductrice. Tentation boogie (*Legalise Me*, avec Jeff Beck en duelliste invité), jolie pop (*Who's Who*), rock mid-tempo d'une concision intemporelle (*Human, Nails On The Road*), ballades d'un romantisme à poigne (*From The Heart Down, Biker*)... Fraîchement mariée à un Colombien, la dame s'autorise même une fantaisie hispanophone (*Rabo de nube*). Deux-trois creux n'atténuent pas le charme et la dignité de cet éternel retour.

Stéphane Davet

★ 1 CD Wea 3984-27152-2.

1 000 CLOWNS

Freelance Bubblehead

Contrairement aux habitudes du genre, Kevin Krakower proclame tout de go qu'il n'est pas « *le meilleur rappeur du monde* ». Une lucidité qui l'honore d'autant plus que ce blondinet lunaire, seul Monsieur Loyal de ces 1 000 Clowns, compense largement ses manques par une malice et une inventivité assez irrésistibles. Le hip-hop n'est plus ici un acte militant mais le prétexte à une décontraction extrême, faite de rythmes rebondis, de collages fantaisistes et de comptines drôlatiques. Sans doute inspiré par le rap branleur de Beck (période *Lower*) et l'anticonformisme inégalé du premier album de De La Soul (*Three Feet High And Rising*), le jeune homme chronique sa vie new-yorkaise avec une indolence naïve qui a l'intelligence d'enrichir chaque morceau de trouvailles mélodiques et instrumentales (la guitare hispanisante de *Rainy Days*, l'orgue de manège de *Favorite Things*). Une légèreté et une adresse idéalement estivales.

S. D.
★ 1 CD Elektra/Rat Records 7559-62351-2. Distribué par East West.

ANNE SYLVESTRE

A l'Olympia 1998

Ce fut une fête émouvante, drôle et jeune, dans l'esprit et dans le public, que cette série de concerts qu'Anne Sylvestre donna à l'Olympia pour fêter ses quarante ans de carrière. Serait-ce le propos, serait-ce le timbre de voix, toujours aussi étrangement décalé ? Les chansons d'Anne Sylvestre ne vieillissent pas, elles ont survécu à la fin de la mode rive gauche, au yé-yé, au rock, à la manie du désengagement des années 90. On rit en écoutant *Les Blondes* – leur domination sur le marché du macho-sexy est toujours d'actualité –, autant que pour *Le Règne du créneau*, hymne à la liberté d'être toujours aussi puissant. On

DÉPÊCHES

■ ÉDITION : l'Académie Goncourt a rendu publique la sélection d'été en vue de son prix, qui sera décerné le 8 novembre : *L'Homme du silence*, de Jacques-Pierre Amette (Seuil) ; *Les Anges d'en bas*, d'Elvire de Brissac (Grasset) ; *Le Démon à la crécelle*, de Georges-Olivier Chateaufort (Grasset) ; *La Petite aux tournesols*, de Noëlle Chatelet (Stock) ; *Le Mal de mer*, de Marie Darrieussecq (POL) ; *Istvan arrive par le train du soir*, d'Anne-Marie Garat (Seuil) ; *Une seule femme*, de Pierre Hebey (Gallimard) ; *Un revenant*, de Nicolas Michel (Gallimard) ; *Les Enfants perdus*, de Raoul Mille (Albin Michel) ; *Saskia*, de Pierre Moustiers (Albin Michel) ; *Les Étés perdus*, de Jean Pélégri (Seuil) ; *Juliette ou la Paresseuse*, de Julie Wolkenstein (POL). La prochaine sélection aura lieu lors de la première quinzaine de septembre.

■ INDUSTRIES CULTURELLES : Jean-Claude Walter a été nommé le 1^{er} juin directeur général gérant de l'Adami (société pour l'Administration des droits des artistes musiciens interprètes). Né en 1953, Jean-Claude Walter, énarque, a été directeur général de l'Etablissement public du parc et de la Grande Halle de La Villette de 1993 à 1997, puis adjoint du directeur de l'Action sociale, de l'enfance et de la santé de la Ville de Paris. Jean-Claude Walter est également président du Festival off d'Avignon et président du Centre national des arts du cirque.

pleure sous la douleur des guerres (*Mon mari est parti*), on reprend en chœur *Les Impedimenta* (« *On n'est pas tout neuf, on a son barda, on a ses impedimenta, on n'est pas tout neuf, on est tous des ex, on est tous plus ou moins duplex* »). En trente-deux chansons arrangées par le magicien François Rauber, Anne Sylvestre fait le tour de ce qui nous importe – l'amour, l'attente, la rigolade, l'ironie, la maternité... –, à la fois proche et lointaine de ces lumineuses *Fabulettes* pour enfants, qui ont brouillé son image et qu'elle n'a jamais chantées en scène.

Véronique Mortaigne

★ 1 double CD EPM 984632.

ITALIE : VOIX DE FEMMES

Les grandes voix féminines du folk italien

Vigoureuses, envolées, parfois nasillardes et plantées comme des couteaux, les voix de femmes de la tradition italienne ravissent et triturent la mémoire collective. Au début des années 60, des artistes et ethnomusicologues, tel le Nuovo Canzoniere Italiano, et des « folkeuses », dont la plus connue en France est Giovanna Marini, ont pris la route pour recueillir et transmettre un riche patrimoine régionaliste. A cette époque, la petite société discographique Dischi del Sole engrange les documents sonores et demande à cette bande joyeusement politisée d'adapter les chansons traditionnelles dans le respect de leur contenu et de leur structures. Vingt-sept titres chantés par des femmes ont été compilés par Buda Records, qui poursuit fièrement sa collection Musique du monde. Le disque commence par une version poignante de *Partire, partire, partir bisogna*, chant antimilitariste du XIX^e siècle, interprété par la Milanaise Sandra Mantovani. Au centre, on y trouvera Giovanna Marini, en duo avec la Sardie Maria Teresa Bulciolu. A la fin, c'est Milly, chanteuse de cabaret, magnifique Jenny de *l'Opéra de quatre sous*, qui s'en prend aux racines de l'Italie multiple, après Rosa Balestrieri, les Sorelle Bettinelli ou encore Luisa Ronchini.

V. M.
★ 1 CD Buda Records 92730-2. Distribué par Ades.

COMPAY SEGUNDO

Calle Salud

Comment se renouveler sans se trahir ? Combler les fidèles du début et retenir les autres, prêts à écouter ailleurs au moindre signe de rabâchage. Compay Segundo a trouvé la clé pour sortir gagnant de ce périlleux dilemme. Se souvenant d'une époque où les clarinettes avaient leur place dans la musique cubaine (lui-même a commencé avec cet instrument dans la Banda municipale de Santiago et c'est également comme clarinetiste qu'il fut engagé par Miguel Matamoros au début des années 40), il leur laisse une place confortable dans son nouvel album. Entre les mains de trois musiciens du Quinteto Madera de La Havane, elles parent sa musique de nuances et de couleurs nouvelles. Voilà pour la première surprise. Il y en a d'autres. Par exemple un hommage à Chango (*Saludo a Chango*), divinité du tonnerre, des tambours et de la guerre dans la *santería*, prétexte à quelques phrases de percussions trépидantes, ou bien les voix limpides de Mayelin Perez Toledo et Vionaika Martinez Soto, deux jeunes chanteuses de Santa-Clara (ville située au centre de Cuba), ou bien encore un duo avec l'un de ses héros, Charles Aznavour (*Mourir de amour*). « Coup » commercial ? Sans doute, mais aussi le rêve réalisé d'un grand gosse qui aura bientôt quatre-vingt-douze ans.

Patrick Labesse

★ 1 CD East West 3984275832.

Distribué par Warner.

Samedi 5 et dimanche 6 juin

“LES TRANSCLOSSIQUES”

14 concerts de 45 minutes de 14 heures à minuit

J. Rochefort, B. Rigutto, O. Charlier, G. Pludermacher, M. Béroff, Quatuors Auer, Emperor, Renoir, Trio Wanderer, F. Héau, J. Thomsen, J. Bouskova, P. Godart, W. Warner, A. Gasparov, H. Vaudé, C. Icart, L. Favre Kahn, B. Cazauran, E. Curt, C. Tiberghien, L. Korcia, A. Krausz, J.M. Phillips “Il Por Tango”

à La Cigale

120, bd Rochechouard, 75018 Paris
Loc. : 01-49-25-89-99
FNAC, Carrefour, France Billet 0 803 020 040
3615 Billetel

Production TranArt
01-47-59-87-09



MOTOROLA

Antonio El Pipa à Paris, ou le flamenco de Jerez en famille

Le danseur gitan rend hommage à la tradition

Douze personnes en scène, de tous les âges et tous les poids. Des scènes d'une rare violence, quelques tableaux candides, un art du dandysme qui éclate au fi-

nal : avec *Vivencias*, Antonio El Pipa (ancienne étoile de Cristina Hoyos et d'Antonio Vargas) met en scène l'imagerie, les mots, la mémoire de sa grand-mère.

VIVENCIAS. Le Trianon, 80, boulevard de Rochechouart, Paris-18^e. M^o Anvers ou Pigalle. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-92-78-04. Jusqu'au 13 juin. 150 F et 200 F (TR 100 F) (22,87 € et 30,49 €, TR 15,45 €).

Vivencias est le spectacle flamenco d'Antonio El Pipa - famille, voisins et amis. *Vivencias*, ou les scènes de la vie ordinaire des Gitans de Jerez. Le travail des champs, la misère, les fêtes. C'est ce que l'on peut voir de plus strict, de plus drôle, de plus gauche, de plus juste, en matière de danse.

Douze personnes en scène, de tous les âges et tous les poids. Costumes et éclairages soignés. Des saynètes d'une vraie violence, quelques tableaux candides, un art de la *guasa* (le dandysme gitan, son élégance canaille) qui éclate au final : cependant que les vieux ors et les fauteuils crevés du Trianon, à Pigalle, croulent d'applaudissements, toute la troupe reprend en chœur, dans une crispation de meute : et puis hop ! d'un coup, le corps d'El Pipa se détend comme un fouet. Ils sortent tous à la queue leu leu, riant sans s'en faire.

Antonio « El Pipa » est un jeune homme de vingt-huit ans. Danseur, *baïlaor*, de mère en fils depuis sa grand-mère. C'est elle, Juana de los Reyes Valencia, « Tía Juana la del Pipa » (1905-1987) dont on voit la photo en fond de scène, calée sur une énorme chaise. Elle, dont les filles dansent autour de leur artiste de fils et neveu, mère chacune de huit enfants sauf la troisième qui n'en a que sept (« il est vrai qu'elle est plus jeune », disent-elles). Métaphysique de la Pipa résumée par ces matrones : « Notre mère pesait cent trente kilos, mais elle avait les chairs très bien réparties. » Les Gitans d'Andalousie triomphent trois fois où la civilisa-

tion occidentale a échoué : dans la danse, la famille et le camping. Et dans l'art du surnom. Ces demi-dieux sur terre se sont donné des noms comiques, dérisoires, magnifiques. « La Pipote » dansa à Cadix. On connut aussi « la Pitraca », et « Pipono de Jerez » et « Pejeril » (le persil), « le Perote » et « le Perate », Manolo « Caracol » (l'es-cargot) et « Chocolate » qui en croque ou en fume. Juana de los Reyes Valencia, « La del Pipa », fille du *cantaor* Luis de la Maora, doit son nom d'artiste au métier de son premier mari. Il vendait des *pipas de girasol* (des graines de tournesol), ces *pipas* que, de Jerez à Ecija, on suçote ou crachote, dans la rue, au cinéma, à la fête foraine ou devant les toros.

VOIX D'HOMME ET DE FORGE
En secondes nocces, la Pipa épousa le danseur « El Bizco Guzi » (le louchon Guzi. On aimerait voir la photo). La Pipa, que tout le monde vénère à Jerez, n'a dansé en public que sur le tard, passé quarante ans, dans la place de toros de Jerez. C'est là que Mairena l'a découverte et invitée en concours. En 1964, à Madrid, elle est membre du groupe incroyable des « Vieux », « los Viejos », avec « La Chicharrona » et « Espeleta ».

Aujourd'hui où les flamencos s'affadissent dans la fusion, « flirtent » avec la « world », taquinent le rock, chatouillent le jazz, bricolent, poussés par les impitoyables sergents des « majors », quelques métissages poussifs, El Pipa (ancienne étoile de Cristina Hoyos et d'Antonio Vargas) met en scène l'imagerie, les mots, la mémoire de sa grand-mère. Avec des professionnels d'exception (Antonio Jero à la guitare, la danseuse María del Mar Moreno) et ses tantes, et sa mère, et « la Juana la del Pipa » qui chante en voix d'homme et de forge. Tous ont des voix comme une joue qu'on griffe, des voix qui

sentent le brûlé, mais franchement, la Juana exagère.

Antonio El Pipa aligne sa gaieté de souvenirs et de gestes comme un devoir. Avec joie, avec un rayonnement de garçon qui se lève au milieu de la nuit ; il sort de scène moulu et chargé comme une pile de l'énergie du spectacle ; il rassure les vieilles qu'il adore, tout cela n'a aucun sens et est magnifique. Ces gens ne sont ni demeurés ni rusés, ce sont des Gitans de Jerez, du quartier Santiago, celui des fêtes. Comme il éprouve de l'amour et de la fierté à évoquer sa grand-mère, « cette femme qui a dû se débrouiller seule, sans son mari, sans patriarce ». Antonio dit qu'il est fier et qu'il éprouve de l'amour à le faire.

Cette tentative insensée - entre Perec, Duras et le spiritisme ancien - recrée un corps en scène, le corps bien réparti de La Pipa. La Pipa levait ses bras comme une sainte, et touchait à la grâce à chaque *culeo* (le mouvement du cul) lorsqu'elle dansait *por bulerías*. On peut aller un soir pour ne fixer que les mains du jeune homme ; un autre pour les bras, un troisième pour la voix de la Juana, ainsi de suite, on ne sait où donner de la tête, les images se brouillent dans le tourbillon mental que le corps d'Antonio règle magiquement. Son corps et son regard.

A la fin, la troupe lance des baisers à la photo de la Pipa. On ne rit pas. D'un coup, sans prévenir, ils sortent côté cour comme on se dandine en gitanillant pour aller à la gare de Cadix. On rit. Le méfiant se demande toujours si c'est du vrai, du *puro*, de l'arte et autres somettes. L'art d'El Pipa n'est pas pour le méfiant. Sa grand-mère dans sa grande sagesse se méfiait à ce point des méfians qu'elle les évita sagement jusqu'à un âge avancé : passé quarante ans.

Francis Marmande

Le jazz de Rita Marcotulli célèbre François Truffaut

FESTIVAL MUSIQUES DE JAZZ ET D'AILLEURS, Amiens, le 2 juin. Prochains concerts : Klezmokum, 17 Hippies, Laurent Dehors Trio, Klezmatiks, Maceo Parker, Eric Truffaut Quartet (le 4) ; Orient Express Moving Schnorers, Erik Marchand/Taraf de Caransebes, Prsym, Orquesta Ibrahim Ferrer, Ruben Gonzalez Grupo, Orquesta Aragon, Cubanismo (le 5). Tél. : 03-22-97-79-77. 40 F et 80 F (6,10 € et 12,96 €).

AMIENS

de notre envoyé spécial
Dans la nuit du 4 au 5 décembre 1957, dans les studios du Poste parisien, le trompettiste Miles Davis, en petite formation, improvisa sur les images d'*Ascenseur pour l'échafaud* la musique du film de Louis Malle. Il y eut quelques témoins : l'ingénieur du son, le réalisateur, des proches, Jeanne Moreau... Un sommet unissant jazz et cinéma, les deux arts du XX^e siècle. D'autres musiciens s'y essayèrent, il y eut d'autres improvisations, d'autres films, des ratages et des succès.

Demier en date, l'« Hommage à Truffaut » de Rita Marcotulli est une réussite artistique et un geste d'amour envers un homme dont le

cinéma a aussi été musique. L'Italie, pays natal de la pianiste, a applaudi à plusieurs reprises ce spectacle, que le public français découvrait à la Maison de la culture d'Amiens, mardi 2 juin, lors de la première journée du 18^e festival Musiques de jazz et d'ailleurs.

Née à Rome, partie vivre en Scandinavie, pianiste du saxophoniste Dewey Redman comme du chanteur de variétés Pino Daniele, Rita Marcotulli a vécu le jazz par transmission orale, déchiffrant les maîtres sur disque, parlant avec eux de leur vie, de leurs espoirs, de leurs doutes. La pianiste s'est fait connaître. La compositrice, l'arrangeuse, a mûri notamment avec le disque *The Woman Next Door* (Label bleu/Harmonia mundi) première étape de cette évocation de Truffaut.

L'ITALIE COMME UN SECOND BRÉSIL

Dans l'ombre, l'orchestre réuni par Rita Marcotulli suit les séquences du disque. Sur l'écran : des images fixes, des extraits de films, un montage à partir de certains plans. Le portrait privilégie plusieurs thèmes, l'enfance, la fuite, la révolte, les femmes... La pianiste s'est concentrée sur la série des Antoine Doinel (*Antoine et Colette*, *Les 400 Coups*, *Baisers volés*, *Domicile*

conjugal), *L'Enfant sauvage* et *Fahrenheit 451*. Par endroits apparaissent *Jules et Jim*, *L'Argent de poche*, *L'homme qui aimait les femmes*, *Vivement dimanche*. Et, tiré de *La Femme d'à côté*, un long baiser échangé entre Gérard Depardieu et Fanny Ardant.

Le jazz de Rita Marcotulli s'appuie d'abord sur les mélodies. Elles viennent en partie de son pays, qu'elle aborde comme un second Brésil avec ses langues, ses chansons aux variantes régionales, en partie des airs un peu bancals que Thelonious Monk savait rendre indispensables. C'est joué avec finesse et élégance, en accord avec l'esprit des images.

Quatre accordéonistes, le batteur Roberto Gatto et le percussionniste Carlo Rizzo, le saxophoniste Javier Giroto, la harpiste Aurora Barbatelli, rejouent la partition du disque, s'en échappant par moments : fluidité dans l'exécution, joie du jeu.

Le contrebassiste Michel Benita fait le lien entre les musiques jouées dans la soirée. D'abord avec son quartet. Lui aussi a le goût des chansons. Ses mélodies sont rêveuses et délicates. Les percussions de François Verly en soulignent les ornements. Puis Benita revient en compagnon régulier d'Aldo Romano - qui viendra chanter un fragile *Les enfants s'ennuient le dimanche* avec Rita Marcotulli.

Le batteur a le chic pour renouveler ses orchestres, et en particulier pour trouver des guitaristes. Cette fois, on découvre Tim Miller. Un phrasé, des idées. Romano se fait conquérant. Le mélodiste accompli renoue ici avec des libertés formelles qui poussent à l'improvisation. Romano toujours en lutte, toujours pas prêt à être content de lui-même, comme une annonce d'une phrase prononcée lors du spectacle de Rita Marcotulli : « Nous sommes une minorité d'indésirables qui criions dans le désert, mais ça ne sera pas toujours ainsi. »

Sylvain Siclier

SORTIR

PARIS

Pluie et vent sur Télumée Miracle

La vie entière, inénarrable, d'une paysanne de la Guadeloupe à qui la romancière Simone Schwartz-Bart fait dire les couleurs, les joies, les colères et la poésie des plantations et des cyclones antillais. Anne-Marie Lazarini lance dans la nature une escouade de diabesses noires et blanches que calme de son mieux le grand-maman des carnavales et combats de coqs de là-bas, la « reine sans nom » Jenny Alpha. *Artistic-Athévains, 45 bis, rue Richard-Lenoir, Paris 11^e. M^o Voltaire. Les 4, 5, 8, 11, 12, à 20 h 30 ; les 9, 10, à 19 heures ; les 6 et 13, à 16 heures. Tél. : 01-43-56-38-32. 80 F et 150 F.*

Quatuor Lindsay

Le jeu âpre, presque expressionniste du Quatuor Lindsay, à très peu d'équivalents de nos jours. Sans doute pourrait-on le trouver dans le jeu du Quatuor Borodine. Leur intégrale des quatuors de Beethoven est un événement. *Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Les 4 et 9, à 20 heures ; le 5, à 15 heures et 18 heures ; le 6, à 15 heures ; le 8, à 18 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 80 F à 120 F.*

Eddy Louiss et sa fanfare
Le Paris Jazz Festival, prévu jusqu'au 25 septembre, inaugure en fanfare un espace de 1 500 places assises au Parc floral avec l'organiste Eddy Louiss. La musique de « M. Eddy » a des couleurs caraïbes, la liberté du jazz et l'énergie des belles

machines à swing. Eddy Louiss jouera avec son sextet et un ensemble d'une quarantaine de souffleurs.

Parc floral de Paris (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris 12^e.

M^o Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 5 juin. Tél. : 01-43-43-92-95. Entrée libre.

Oumou Sangare (Mali)

L'une des grandes voix du Mali, originaire du Wassoulou (au sud du pays), mène à travers ses chansons combat pour les femmes africaines, fustigeant la polygamie, les mariages « arrangés », sans aller toutefois jusqu'à oser dénoncer l'excision. *New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. Le 4, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. 120 F.*

NANTES

Le Royal de Luxe

La plus célèbre compagnie de théâtre de rue française, animée par Jean-Luc Courcoult et Pierre Orféce, présente, en création à Nantes, *Petits Contes nègres titre provisoire*, spectacle de neuf contes africaino-européens, dont l'ordre de présentation sera tiré au sort par les spectateurs, installés sur un gradin « Royal de Luxe ». Coproduit par la Mission pour la célébration de l'an 2000, *Petits Contes nègres* sera, du 17 juin au 20 octobre, présenté dans douze villes, dont Avignon (ouverture du festival, du 9 au 19 juillet).

Place du Sanitat, 44 Nantes. Les 5, 6, 12 et 13, à 13 heures ; les 8, 9, 10 et 11, à 18 heures. Tél. : 02-40-20-60-00. Spectacle gratuit.

(Publicité)

Ödön von Horváth Mise en scène **Jacques Nichet**

CASIMIR ET CAROLINE

Dernière le 13 juin

Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Forêt interdite de Nicholas Ray. Américain, 1958 (1 h 33).
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17^e (01-43-80-24-81).
Watani un monde sans mal de Med Hondo. Français, 1997 (1 h 43).
Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Fmn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Paolo Paoli
d'Arthur Adamov, mise en scène d'Éléonora Rossi.
Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^o Saint-Sulpice. Les 5 et 12, à 17 heures. Tél. : 01-44-39-87-00. 40 F.

Parade(s) festival de cirque et des arts de la rue
Les rues de la ville, 92 Nanterre. Le 5, à 16 heures ; le 6, à 15 heures. Tél. : 01-41-37-94-53. Entrée libre.

Arthur Brasil (piano)
Œuvres de Schumann, Chopin et Liszt. *Salle Gaveau, 45, rue la Boétie, Paris 8^e. M^o Miromesnil. Le 4, à 20 h 30. Tél. : 01-49-53-05-07. De 85 F à 200 F.*

Khalil Chahine Group
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Les 4 et 5, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Hommage à Jacques Serizier
avec Francesca Solleville, Anne Sylvestre, Christian Paccoud...
Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris 19^e. M^o Porte-de-la-Villette. Le 4, à 21 heures. Tél. : 01-40-36-55-65. De 60 F à 70 F.

FESTIVALS

1^{er} Festival les Transclassiques
Habituellement dévolue au rock, la Cigale se met à la musique... classique. Les 5 et 6 juin, de 14 heures à minuit, on y a convié une théorie de jeunes artistes - solistes, ensembles de musique de chambre - et certains jeunes vété-

rans pour des programmes absolument remarquables. Au total, quatorze concerts et trente-sept artistes. Tous bénéficient d'une excellente réputation et, pour 50 F la place, les radins comme les mélomanes doivent se précipiter.

● Le 5 juin : **Quatuor Auer** : Mozart, Florent Héau (clarinette). **Quatuor Emperor** : Chausson, Olivier Charlier (violin), Pascal Godart (piano). **Wendy Warner** (violoncelle), **Alexandre Gasparov** (piano) : Brahms. **Quatuor Renoir** : Saint-Saëns (*Le Carnaval des animaux*), Jean Rochefort (récitant), Henry Vaude (flûte), Florent Héau (clarinette), Christine Icart (harpe), Emmanuel Curt (xylophone), Bernard Cazauran (contrebasse), Laure Favre-Kahn, Bruno Rigutto (piano). **Bruno Rigutto, Laure Favre-Kahn** (piano) : Rachmaninov, Glanzberg, Piazzolla.

● Le 6 juin : **Cédric Tiberghien** (piano) : Liszt. **Quatuor Auer** : Schubert, Bernard Cazauran (contrebasse), Pascal Godart (piano). **Adrienne Krausz** (piano) : Chopin. **Laurent Korcia** (violin), **Georges Pludermacher** (piano) : Bloch, Ravel, Bartók, Enesco. **Trio Wanderer** : Messiaen, Florent Héau (clarinette). **Quatuor Emperor** : Schubert, Wendy Warner (violoncelle).

La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^o Pigalle. Tél. : 01-49-25-89-99.

MÉLA-MUSIQUE

Un peu à l'étroit dans sa petite salle, la Maison des cultures du monde sort de plus en plus souvent de ses murs. Elle s'installe cette fois pendant tout un week-end à la Grande Halle de La Villette pour présenter un parcours musical dépaystant et de qualité en dix étapes, allant du Mexique (Mariachi dos Mundos) au Mali (Diaba Koita), de l'Azerbaïdjan (Gandab Gulieva et le trio Jabbar Karyagdi Ogly) au Japon (tambourinaires de Cohan). Egalement au programme : kathakali (voir *Le Monde* du 4 juin), musique klezmer d'Europe orientale (ensemble Kasbek), flamenco (Jaime Heredia « El Parron »), harpes et chants celtiques de Bretagne (Kroaz Telenn), chants soufis (confrérie soufie des Aïssawa de Meknès), rythmes des Caraïbes (Steel Drum Melodies).
Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Les 4 et 5, à 20 h 30 ; le 6, à 15 h 30. Tél. : 01-45-44-72-30. De 60 F à 120 F.

Centre National de Création des Arts de la Rue

Lieux publics

Cinq créations pour les espaces publics de Marseille du 31 mai au 19 juin 1999

Pierre Berthelot et Serge Noyelle
Kronos Cortège

Jean-Marie Maddeddu
Histoire de Foule

Olivier Farge
Enfantin

Pierre Sauvageot
Concertomibus

Jean-Daniel Berclaz
Poste Nomade

tél : 04 91 03 81 28

Internet : www.lieuxpublics.com - Direction : Michel Crespin

BOX MAN

David SANBORN Inside 109 F

Prix TTC valable jusqu'au 31/08/99, hors frais d'expédition

Plus de musique, pour plus de monde

www.boxman.fr

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Nick Hornby, Nathanaël Goldberg, Archive, Guy Forget, Jacno. Canal +
18.30 Le Magazine de l'Histoire. C'est ça la France. Invités : Didier Nourrisson, Jean-Michel Galliard, Michel Pierre, Anne-Marie Thiessse. Histoire
19.00 Tracks. Tribal : Triathlon. Dream : Siouxsie, ou les années 80 pour toujours. Vibrations : Le nouvel homme. Arte
19.30 Envoyé spécial, les années 90. Les SDF. Ozone, la menace. Histoire
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Invité : Charles Pasqua. LCI
20.10 Le Talk Show. Invités : Vladimir Fedorovski, Michel Legrand. LCI
21.00 Thalassa. Mal de mer. En direct. France 3
21.45 Les Grands Débats politiques. Face à face avec Waldeck Rochet, le 7/03/66 [1/2]. Histoire
22.10 Faut pas rêver. Canada : Le Labrador Express. France : Du geste à la note. Allemagne : Voilailles de la Saint-Blaise. Invitée : Claire Gibault. France 3
23.35 Bouillon de culture. Autour d'Aimé Jacquet. Didier Daeninckx, Françoise Dorin, Francis Huster, Eric Orsenna, Daniel Picouly, Jean Lacouture. France 2
23.55 Les Dossiers de l'Histoire. 140000 Chinois pour la Grande Guerre. France 3

DOCUMENTAIRES

20.15 Palettes, Andy Warhol. Images d'une image : Ten Lizes, 1963. Arte
20.30 Bouquetin des Alpes. Odyssee
20.30 Helmut by June. Forum Planète
20.35 Les Anciennes Civilisations. [2/3]. Rome. Planète
20.45 Méditerranée. [1/12]. La Terre. Histoire
21.00 Pierre Dac. Du schmilblik au fakir et réciproquement. Paris Première
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [11/13]. Enfin la guerre. TV 5
21.25 Dave Stewart. Y a-t-il une vie après Eurythmics ? Planète
22.10 Le Monde des chevaux. Le cheval de cinéma. Odyssee
22.15 Grand format. La Porte de la paix céleste. Arte
22.15 Portrait d'Alan Paton, écrivain sud-africain. Pleure O pays bien-aimé. Planète
23.00 Clemenceau, je fais la guerre. Histoire

SPORTS EN DIRECT

17.00 Handball. Championnat du monde. Hongrie - Croatie. Pathé Sport
18.55 Handball. Championnat du monde. Yougoslavie - France. Canal + vert
19.30 Football. Championnat d'Europe. Pologne - Bulgarie. Pathé Sport

MUSIQUE

22.10 Les Contes d'Hoffmann. Au théâtre de la Scala, à Milan en 1995. Paris Première
22.25 Papillons, de Schumann. Nicolas Economou, piano. Mezzo
22.45 Concert Clérambault. Avec Françoise Masset, dessus ; J.-F. Lombard, haute-contre ; Hervé Lamy, taille ; Peter Harvey, basse. Par l'Orchestre Musica Aeterna de Bratislava, dir. Peter Zajicek. Mezzo

TÉLÉFILMS

20.30 Un été aux hirondelles. Ismaël Ferroukhi. Festival
20.45 Personne n'est parfait. Thomas Bahmann. Arte
20.50 Prémonitions. Bill L. Norton. O. M 6
20.55 La fièvre monte à El Pao. Manuel Matji Tuduri. TMC

SÉRIES

20.55 Soirée sitcom. Téva
21.30 Au-delà du réel. Les invisibles. 13ème RUE
21.55 Father Ted. Comment se débarrasser du père Stone (v.o.). Canal Jimmy
22.25 The Brian Benben Show. House of Blues (v.o.). Canal Jimmy
22.40 X-Files. Faux frères siamois. O. M 6
0.05 Friends. The One with the Ball (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

19.30 Un petit coin aux cieux. Vincente Minnelli (EU, 1943, N., 85 min) O. Cinétoile
21.00 Une vie moins ordinaire. Danny Boyle (Etats-Unis, 1997, 100 min) O. Canal +
21.00 Le Club de la chance. Wayne Wang (Etats-Unis, 1993, v.o., 135 min) O. Ciné Cinéma 3
22.35 L'Anguille. Shohei Imamura, Daisuke Tengan et Motofumi Tomikawa (Japon, 1997, 115 min) O. Canal + vert
22.45 Une ravissante idiote. Edouard Molinaro (Fr. - It., 1964, N., 100 min) O. Cinétoile
22.50 Complots. Richard Donner (Etats-Unis, 1997, 129 min) O. Canal +
22.55 Chasseur blanc, cœur noir. Clint Eastwood (Etats-Unis, 1989, v.o., 110 min) O. Ciné Cinéma 1
23.00 La Veuve Couderc. Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 90 min) O. Ciné Cinéma 2
0.20 Beau fixe. Christian Vincent (France, 1992, 95 min) O. Cinéstar 2
0.45 Prologue. Lloyd Bacon (EU, 1933, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classics
0.45 Tron. Steven Lisberger (Etats-Unis, 1982, 95 min) O. Ciné Cinéma 1
0.50 Short Cuts. Robert Altman (Etats-Unis, 1992, v.o., 185 min) O. Cinéstar 1
0.50 Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Tom Stoppard (Etats-Unis, 1990, 115 min) O. Ciné Cinéma 3



1.10 Accatone. Pier Paolo Pasolini. Avec Franco Citti, Silvana Corsini (Italie, 1961, N., v.o., 115 min) O. France 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
19.50 Clic & Net.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
20.50 Les Enfants de la télé. Les meilleurs moments de l'année.
23.10 Sans aucun doute.
1.00 Les Coups d'humour.

FRANCE 2

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.20 Qui est qui ?
20.00 Journal, Image du jour.
20.40 Campagne pour les élections européennes, Météo, Point route.
21.00 Tapis rouge à Aimé Jacquet.
23.35 Bouillon de culture. Autour d'Aimé Jacquet.
0.45 Journal, Météo.
1.05 Ciné-club. Cycle Le souffre des années 60.
1.10 Accatone. Film. Pier Paolo Pasolini (v.o.). O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa Si La.
20.35 Tout le sport.
20.38 Côté court.
21.00 Thalassa. Mal de mer.
22.10 Faut pas rêver.
23.10 Météo, Campagne officielle pour les élections européennes, Soir 3.
23.45 Flash Roland-Garros.
23.55 Les Dossiers de l'Histoire.
0.45 Libre court. Les Trois Manteaux. Bénédicte Mellac. O.
1.05 La Case de l'Oncle Doc. La Bataille de l'avortement.

CANAL +

En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 Une vie moins ordinaire. Film. Danny Boyle. O.
22.40 Supplément détachable.
22.50 Complots. Film. Richard Donner. O.
1.25 Les Terreurs de l'Ouest. Film. Fred Wilson (v.o.). O.

ARTE

19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes, Andy Warhol. Images d'une image : Ten Lizes, 1963.
20.45 Personne n'est parfait. Téléfilm. Thomas Bahmann. O.
22.10 Contre l'oubli. Harry Wu, Chine.
22.15 Grand format. La Porte de la paix céleste.
0.40 Compagnons secrets. Téléfilm. Pierre Beuchot. O.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.50 La sécurité sort de la bouche des enfants.
19.54 Le Six Minutes, Météo, La Route de votre week-end.
20.10 Zorro. O.
20.40 Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 Prémonitions. Téléfilm. Bill L. Norton. O.
22.40 X-Files, l'intégrale. Faux frères siamois. O. Le vaisseau fantôme. O.
0.30 Murder One, l'affaire Rooney. Chapitre VII. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux. Spécial Afrique du Sud.
20.02 Les Chemins de la musique. [5/5].
20.30 Agora. Philippe Beaussant.
21.00 Black And Blue.
22.10 Fiction.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Leipzig, dir. Jahja Ling ; Œuvres de Panufnik, Vivaldi, Beethoven.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Foullaud, Fergusson.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Grieg, 20.40 R. Schumann à Düsseldorf. Œuvres de R. Schumann, Bach, etc.
23.00 Le Convive de pierre. Opéra de Dargomizski par l'Orchestre du Théâtre du Bolchoï, dir. Andreï Tchistiakov.

Le Monde TELEVISION

ARTE

20.15 Andy Warhol, images d'une image
A partir de dix portraits de Liz Taylor peints par Andy Warhol, un documentaire en forme de paradoxe sur l'artiste américain et son œuvre, signé d'Alain Jaubert. De ces Ten Lizes mais aussi des tableaux que Warhol a tirés des portraits de Marilyn Monroe puis de Jackie Kennedy, le producteur de « Palette » fournit plusieurs clés de compréhension.

FRANCE 3

21.00 Thalassa
Un naufrage en 1994, dans le golfe de Gascogne. Louise Longo, son époux et sa fille sont pris dans une tempête, lors d'une croisière. Elle est seule à survivre. Retour sur un épisode maritime dramatique, qui se poursuivra à terre, puisque le récit que fera Louise Longo de cette catastrophe sera remis en cause par les médias... Un témoignage hallucinant et une formidable leçon de courage.

FRANCE 2

1.10 Accatone
Entrée dans l'univers cinématographique, par la grande porte, de Pier Paolo Pasolini. Dans ce film (1961), le poète et romancier italien narre l'itinéraire d'Accatone, souteneur dans un faubourg romain miséreux. Puissamment symbolique, très ouvragé sur le plan technique, nimbée d'une musique de Bach, cette quête de la pureté en forme de calvaire signe l'un des très grands films de Pasolini.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et 17.10, 4.10 Le Monde des idées. LCI
21.20 Conservatoire, au cœur de la musique. Invités : Marie Delbecq ; Hélène Jarry ; Jean-Claude Lartogot ; Eric Picard ; Alain Surran. Forum Planète
23.20 Egypte, la Bible et l'archéologie. Invités : Pierre Borgeaud ; Jean Yoyotte ; Jean-Pierre Adam ; Alain Zivie. Forum Planète

MAGAZINES

13.40 Pendant la pub. Invitée : Michèle Laroque. TMC
13.45 Savoir plus santé. Désir : mode d'emploi. France 2
14.15 Bouillon de culture. Autour d'Aimé Jacquet. Didier Daeninckx ; Françoise Dorin ; Francis Huster ; Eric Orsenna ; Daniel Picouly ; Jean Lacouture. TV 5
17.30 Envoyé spécial, les années 90. Les SDF. Ozone, la menace. Histoire
18.15 Des racines et des ailes. Russie : les naufrages de l'Empire. Le prix de l'excellence. Les «Cocoris Girls». TV 5
19.00 T.V., l'école de guerre pour reporters ; Samedi télé à Roland-Garros. Canal +
19.00 Histoire parallèle. Semaine du 5 juin 1949 : Ces immigrés bien de chez nous. Invité : Pierre Milza. Arte
21.05 Thalassa. Du rifin à Venise. TV 5
21.30 Planète Terre. Départier vigneron. TMC
21.40 Métropolis. Carnets du Maroc, Aoura et l'ahwach. Carnet de rencontres. Le musée des questions. Lettres de Belgique. Beckett à Téhéran. Arte
22.15 Envoyé spécial. Barbie, une poupée pour l'éternité. Zéro de conduite. La guerre de la banane. TV 5
22.50 T'as pas une idée ? Invité : Bruno Cremer. Canal Jimmy
23.10 Tout le monde en parle. France 2
23.25 Parismodes. Alberta Ferretti. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.20 La République est morte à Diên Biên Phu. [1/2]. Planète
17.25 Sur les chemins du monde. Les Mongols, enfants des grands espaces. La Cinquième
17.40 Rubans d'acier. [1/13]. Le long de l'océan. Odyssee
17.50 Pierre Dac. Du schmilblik au fakir et réciproquement. Paris Première

Le Monde TELEVISION

TF 1

20.35 Football : France-Russie
Les Bleus restent les chouchous des Français (France 2 a programmé un « Tapis rouge » et un « Bouillon de culture » autour d'Aimé Jacquet, vendredi 4 juin). En dépit du fait que le samedi soit un jour moins favorable que le mercredi, cette rencontre France-Russie devrait donc battre des records d'audience, pour la plus grande satisfaction des responsables de TF1... et du public !

FRANCE 3

21.00 La Femme de plume
Après une rupture sentimentale, Rose renonce à son métier d'animatrice radio dans la capitale, pour s'installer comme écrivain public dans un village provençal. Un restaurateur qui a lui aussi décidé de s'établir dans la région, et s'intéresse à elle. Stratagème amoureux, mariages sur fond d'azur et jeux d'écriture, pour ce film de Chantal Picault, avec Marianne Basler dans le rôle titre.

CINÉ CINÉMA

0.35 Chasseur blanc, cœur noir
Après une rupture sentimentale, Rose renonce à son métier d'animatrice radio dans la capitale, pour s'installer comme écrivain public dans un village provençal. Un restaurateur qui a lui aussi décidé de s'établir dans la région, et s'intéresse à elle. Stratagème amoureux, mariages sur fond d'azur et jeux d'écriture, pour ce film de Chantal Picault, avec Marianne Basler dans le rôle titre.

FILMS

13.40 Y'a bon les Blancs. Marco Ferreri (Fr. - It., 1987, 95 min) O. Cinéstar 1
14.35 Prologue. Lloyd Bacon (EU, 1933, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classics
16.25 Un petit coin aux cieux. Vincente Minnelli (EU, 1943, N., v.o., 90 min) O. Cinétoile
17.55 Panique. Julien Duvivier (France, 1946, N., 95 min) O. Cinétoile
23.00 De beaux lendemains. Atom Egoyan (Canada, 1997, 110 min) O. Canal + vert
23.55 Freejack. Geoff Murphy (Etats-Unis, 1991, 110 min) O. TSR
0.35 Rosencrantz et Guildenstern sont morts. Tom Stoppard (Etats-Unis, 1990, 115 min) O. Ciné Cinéma 2



0.35 Chasseur blanc, cœur noir. Avec Clint Eastwood, Marisa Berenson (Etats-Unis, 1989, v.o., 110 min) O. Ciné Cinéma 3

COURTS MÉTRAGES

20.03 Jean-Luc et Faipassa. Canal +

SÉRIES

18.15 L'Inspecteur Lavardin. Maux croisés. 13ème RUE
19.05 Beverly Hills. [2/2]. Le jour des diplômés. TF 1
19.45 La Vie à cinq. Retour aux sources. Téva
20.40 New York Undercover. [1/2]. Persécutés. 13ème RUE
20.50 Charmed. Possession. M 6
21.00 VRK. Docteur Folenfant (v.o.). Canal Jimmy
22.40 Buffy contre les vampires. [1 et 2/2]. Bienvenue à Sunnydale. M 6
22.55 Nestor Burma. Les Paletots sans manches. 13ème RUE

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
15.45 Flipper. O.
16.40 Dingue de toi. O.
17.10 Xéna la guerrière. O.
18.05 Sous le soleil. O.
19.05 Beverly Hills. O.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Au nom du sport.
20.28 Le Résultat des courses, Météo.
20.35 Football. En direct. Euro 2000 : France - Russie.
22.40 Hollywood Night. Le Corps du délit. Téléfilm. Boaz Davidson. O.
0.20 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.45 Savoir plus santé.
14.40 L'Embellie. Téléfilm. Charlotte Silvera. O.
16.20 Samedi sport, Tiercé.
17.00 Rugby. En direct. Coupe de France : Stade François - Bourgois.
19.50 1000 enfants vers l'an 2000.
19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Image du jour, Météo.
20.55 Surprise party. Spéciale danses.
23.10 Tout le monde en parle.
1.00 Journal, Météo, Côté court 2.

FRANCE 3

14.00 Tennis. Roland-Garros.
18.13 Keno.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Le Feuilleton de la vie. Croisière sur le Nil [5/8].
20.35 Tout le sport, Côté court.
21.00 La Femme de plume. Téléfilm. Chantal Picault. O.
22.40 Ils l'ont tant aimée.
23.45 Météo, Soir 3, Roland-Garros.
0.15 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ? Éditeurs au Mali.

CANAL +

14.00 Football. Championnat d'Europe espoirs : France - Russie.
16.15 Basket NBA. Final de conférence.
17.05 Arliss. O.
17.30 Ned et Stacey. O.
En clair jusqu'à 20.35
17.55 Décode pas Bunny.
18.25 Batman 2000. O.
18.50 Flash infos.
19.00 T.V. +.
20.03 Jean-Luc et Faipassa.
20.05 Daria. O.
20.25 Le Journal du cinéma.
20.34 Samedi comédie.
20.35 Evamag. Tendré cousine. O.
20.55 H. [1/20]. L'anniversaire. O.
21.25 Spin City. O.
21.45 A la une. Examen de passage. O.
22.05 South Park. O.
22.30 Surprises. Festival d'Annecy.
22.35 Au cœur du secret. Téléfilm. Diarmuid Lawrence. O.
0.00 Le Journal du hard.
0.10 Selen «l'affaire» de la jungle. Film. Joe D'Amato. O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte
Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

LA CINQUIÈME/ARTE

14.00 Cinq sur cinq inventions. Sauvons les grenouilles.
14.15 Le Parlement des enfants.
15.30 Pi égale 3, I...
16.00 Le Journal de la santé. L'hypertension.
16.35 Silence, ça pousse !
16.55 Cochons hors la loi.
17.25 Les Mongols, enfants des grands espaces.
18.20 Va savoir.
19.00 Histoire parallèle.
19.45 Météo, Arte info.
20.05 Le Dessous des cartes. Belgique 1999.
20.15 The Fast Show. [4/12]. O.
20.45 L'Aventure humaine. L'Oracle du désert.
21.40 Metropolis.
22.40 Un champion de boxe. Téléfilm. Roland Suso Richter [2/2]. O.
0.25 Music Planet. Abba.

M 6

13.30 Code Quantum. O.
14.25 Le Visiteur. O.
15.15 Roar, la légende de Conor. O.
16.10 Mission impossible, 20 ans après.
17.10 Mission casse-cou. O.
18.10 Les Nouveaux Professionnels. O.
19.05 Turbo, Warning.
19.50 Mieux vaut prévenir.
19.54 Les Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi.
20.50 Charmed. Possession. O.
21.45 L'Immortelle. Terre de liberté. O.
22.40 Buffy contre les vampires. Bienvenue à Sunnydale [1 et 2/2]. O.
0.25 Poltergeist. Episode pilote. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

18.35 Profession spectateur.
20.00 Nouveau répertoire dramatique. Théâtre allemand des années 90.
22.35 Opus.
0.05 Le Gai Savoir.

FRANCE-MUSIQUE

19.07 A l'Opéra.
19.30 Saison opéras Euroradio. Agrippina. Opéra de Haendel, donné en direct du Festival Haendel, par l'Orchestre du Festival Haendel, Lynda Lee (Agrippina), Janet Williams (Poppea), Axel Köhler (Ottone).
23.15 Présentez la facture.

RADIO CLASSIQUE

19.00 Intermezzo.
20.00 Les Soirées. Les Français en Angleterre. Œuvres de Méhul, Onslow, Pleyel, Berlioz, Saint-Saëns, Gounod, Ravel, Fauré.
22.00 Da Capo. Benno Moiseiwitsch, piano. Œuvres de Chopin, Rachmaninov, Schumann, Beethoven, Mendelssohn.

Chaque samedi LE MONDE TELEVISION avec Le Monde DATÉ DIM./LUNDI

Les cotes des films
■ On peut voir
■ A ne pas manquer
■■■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

La levée du huis-clos

par Pierre Georges

CETTE PAIX, cet espoir de paix plutôt, comment n'y pas souscrire avec le plus extrême soulagement et la plus nécessaire retenue ? Il n'y aurait, il n'y a aucun motif de réjouissance imbécile à voir triompher la force, à célébrer, avec des accents faussement martiaux, la « capitulation » du maître de Belgrade et de ses séides. Il y a simplement une manière de soulagement et d'espoir. Enfin la paix ! Enfin la possible levée du huis-clos le plus fou qui soit.

Huis-clos en effet et partout. Souvent, durant ces dix semaines de frappes aériennes, une forme d'ailleurs de huis-clos technologique, et militaire, deux images forcément parcellaires et très répétitives nous sont revenues constamment à l'esprit. Comme d'étranges et permanentes obsessions. Ou comme l'illustration de ces temps obscurs.

La première concernait ces concerts de rock organisés à Belgrade ou ailleurs, et qu'entre deux clips de propagande, la télévision serbe diffusait en boucle. C'était il y a peu, soixante-treize jours à peine. Et c'était il y a un siècle. Avec ce côté Apocalypse rock à la fois impressionnant et dérisoire d'un peuple dansant, ou affectant de danser, sous les bombes. Il y avait bien, dans ce défi lancé au ciel, toute la déraison et le courage aussi d'une population ancrée en sa propre illusion, en son propre huis-clos nationaliste.

Deuxième série d'images, combien répétitives et tragiques elles-aussi : ces colonnes de réfugiés, de déplacés, de déportés, d'épurés ethniques, poussés par la peur ou chassés par la force et la violence. Cette immense et tragique marche de tout un peuple je-

té hors sa terre natale, nié, rançonné, terrorisé, laissant derrière lui un Kosovo bouclé à double tour, un pays vidé et comme lui-même en proie à un terrifiant huis-clos.

Que s'est-il vraiment passé ici et là-bas, en Serbie comme au Kosovo ? La paix, fût-elle celle des armes, permettra enfin de le savoir et de le vérifier. Après ces soixante-treize jours de frappes aériennes par toute l'armada du monde allié, ponctuelle en ses prévisions, – car on l'avait oublié, les états-majors avaient eux bien estimé à dix semaines le temps des bombardements – on ne sait au fond qu'une chose avec certitude : la Serbie est détruite, le Kosovo est ravagé et son peuple dispersé aux quatre vents des Balkans, témoignant du malheur, de l'oppression et des exactions subis. Tout le reste est à venir. La paix, et dans son sillage, l'information libre, la vraie évaluation des dégâts, des atteintes aux droits de l'homme, des crimes de guerre imputés au régime de Belgrade. Ce sera là encore la levée d'un huis-clos serbe, susceptible de mettre un terme au véhément affrontement qui opposa, par morceaux d'informations interposées, ceux qui soutenaient les frappes et ceux qui les dénonçaient.

Enfin, dernier élément et non le moindre en espoir. Si la paix se fait vraiment, avec toutes les immenses difficultés qu'il y aura à la gagner, c'est une autre forme de huis-clos, historique celui-là, et donc tragique, qui a une petite chance d'être enfin brisée, levée. La paix fait obligation et donne une maigre chance à l'Europe d'en finir, par le soutien, l'aide et la reconstruction, avec ses fièvres balkaniques.

Bruxelles ordonne le retrait de tous les aliments potentiellement contaminés par la dioxine

En France, une cellule de crise a été constituée pour appliquer les mesures de prévention

LA COMMISSION européenne devait annoncer, vendredi 4 juin, de nouvelles mesures de prévention vis-à-vis du risque d'intoxication alimentaire par la dioxine. Après avoir ordonné, avec l'aval du Comité vétérinaire permanent, le retrait dans les pays de l'Union des aliments pouvant contenir des dérivés d'œufs ou de poulets produits en Belgique depuis le mois de janvier (*Le Monde* du 4 juin), la Commission a décidé unilatéralement, au titre de la santé publique, d'élargir cette mesure à l'ensemble des produits alimentaires contenant des viandes de toutes les espèces d'élevage (boeuf, porc, lapin, etc.) et des dérivés de poissons provenant de Belgique. « *Nous préférons élargir d'emblée les mesures de prévention à l'ensemble des animaux potentiellement contaminés pour avoir été nourris avec des aliments contenant de la dioxine plutôt que de devoir allonger jour après jour la liste des retraits* », explique-t-on auprès de la Commission. Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 3 juin, leur décision de bloquer, à titre temporaire, les importations de viande de poulet et

de porc en provenance de l'UE.

En Belgique, les exportations des produits alimentaires seront, dorénavant, soumises à l'obtention de certificats indiquant qu'ils ne sont pas, directement ou non, issus des exploitations connues pour avoir nourri leurs animaux d'élevage avec des farines produites par la société Verkest, à l'origine de la contamination par la dioxine, substance cancérigène. Plus de 400 élevages de volailles sont concernés, auxquels il faut ajouter 500 élevages de porcs et 150 de bovins. C'est parce qu'ils peuvent être nourris à partir des mêmes farines industrielles de viande et d'os que tous ces animaux sont aujourd'hui considérés comme pouvant représenter un risque toxique. Et il est aujourd'hui acquis que la liste initiale des fabricants d'aliments pour animaux pouvant être contaminés n'était pas exhaustive.

Le gouvernement belge a décidé de suspendre jusqu'à dimanche tout transport et tout abattage des porcs, bovins et volailles. Les premiers résultats des analyses toxicologiques faites sur des viandes de

porc pouvant avoir été contaminées témoignent d'une présence de dioxine « *extrêmement faible* » alors que de nouvelles analyses faites sur les poulets ont confirmé l'existence de taux extrêmement élevés, les concentrations en substances cancérigènes pouvant être près de mille fois supérieures à la normale. Au total, selon les autorités belges, ce sont 80 000 kilos de graisses contaminées qui ont été livrés par la société Verkest aux fabricants de nourriture pour animaux.

DIFFICULTÉS D'ORDRE PRATIQUE

En Belgique, la découverte progressive de l'ampleur de cette affaire pourrait conduire à une crise politique. Après la démission des ministres de la santé et de l'agriculture, José Happart, député eurotiale des fabricants d'aliments pour animaux pouvant être contaminés n'était pas exhaustive.

Les mesures préventives ordonnées par la Commission euro-

péenne soulèvent, en pratique, de très nombreuses difficultés. En France, une cellule de crise a été constituée, regroupant les administrations des différents ministères concernés (agriculture, santé et consommation) travaillant en collaboration avec les représentants de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution afin de pouvoir au plus vite identifier, pour les retirer du commerce, tous les aliments devant dorénavant être considérés comme pouvant être contaminés.

« *Il s'agit là d'un travail de titan* », a déclaré, jeudi 3 juin, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche, avant même de savoir que Bruxelles allait élargir la liste des produits devant être retirés du commerce. On précise, auprès du ministère de l'agriculture, que des arrêtés seront prochainement publiés de manière à préciser les dernières mesures décidées par la Commission. On ajoute qu'il incombe d'ores et déjà aux industriels et aux distributeurs d'identifier les produits concernés.

Jean-Yves Nau

Mouvement de grève des personnels de la MNEF

LA PLUPART des bureaux d'accueil de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) devaient être fermés, vendredi 4 juin, à la suite du mouvement de grève décidé par les syndicats (CGC, CFDT, CGT, FO, UNSA et CTF) du personnel. A Paris, un rassemblement était prévu, dans l'après-midi, devant le siège de la Caisse nationale d'assurances maladie (CNAM) où doivent s'ouvrir des négociations sur le montant des dotations allouées aux mutuelles chargées de la gestion du régime obligatoire de sécurité sociale des étudiants.

Avant même l'engagement de cette discussion, la CNAM a annoncé son intention de réduire d'autorité, de 306 francs en moyenne à 260 francs le montant de ces « remises de gestion » correspondant aux frais de dossier d'environ 1,5 million d'étudiants pris en charge, pour moitié, par la MNEF et le réseau des dix mutuelles régionales. La fixation de ce nouveau tarif est inspirée du rapport élaboré, à la demande de Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, par l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS).

« LOGIQUE COMMERCIALE »

Après la Cour des comptes, ces deux corps d'inspection ont relevé certaines « dérives » dans la gestion du régime étudiant et concluent à une demande de « *réforme immédiate du calcul des montants accordés* » (*Le Monde* du 24 avril). Selon l'IGF et l'IGAS, les mutuelles bénéficient de dotations largement supérieures au coût réel. Les trop-perçus leur auraient permis de se lancer dans « *une logique commerciale parfois bien éloignée des actions de prévention dont les mutuelles se prévalent* ».

L'application par la CNAM des conclusions de ce rapport devrait avoir des répercussions finan-

cières immédiates. Pour les mutuelles régionales, la perte est évaluée à 17,5 millions de francs. Dans une lettre adressée à Martine Aubry, les dirigeants de la mutuelle régionale de Paris (SME-REP) s'insurgent contre « *une décision unilatérale et autoritaire (...) tendant à priver à terme les étudiants de la gestion de leur régime de sécurité sociale* ».

A la MNEF, le manque à gagner est évalué à environ 46 millions de francs. « *Après l'étranglement juridique, nous voici confrontés à l'asphyxie financière* », a réagi Pouria Amirshahi, son président en sursis – son élection ayant été invalidée par une décision du tribunal de grande instance de Paris (*Le Monde* du 20 mai).

INQUIÉTUDES SUR L'EMPLOI

Appelés à se mobiliser par une journée de grève, les quelque 700 salariés s'inquiètent des conséquences de cette décision sur le maintien de l'emploi et des effectifs. A la suite des affaires qui secouent cet établissement, le budget de la mutuelle a déjà été revu à la baisse, d'environ 18 millions de francs, correspondant à une diminution du nombre d'inscriptions.

Parallèlement aux négociations engagées avec la CNAM dont l'issue, en cas de désaccord, devrait être arbitrée par M^{me} Aubry, la MNEF livre une autre bataille. Alors que l'appel de la décision du tribunal de grande instance de Paris annulant les élections du mois de juillet doit être examiné le mardi 9 juin, l'équipe dirigeante actuelle a, dans les colonnes du *Monde*, publié un manifeste « *la MNEF doit vivre* » signé par des responsables syndicaux et universitaires. Un message adressé au gouvernement qui, à diverses reprises, a proclamé son attachement au maintien du régime étudiant de protection sociale.

Michel Delberghe

■ À NOS LECTEURS : en raison de l'abondance de l'actualité, la page Régions a été supprimée.